

**DYNAMIQUES de MOBILITÉ et IMMOBILITÉ des MINEURS
et JEUNES en SITUATION de MIGRATION**

Coordonné par Océane UZUREAU

**TERRITORIOS de PROTECCIÓN (o DESPROTECCIÓN) de los
MENORES que MIGRAN SOLOS en ESPAÑA**

Coordonné par Chabier GIMENO MONTERDE

**Jeunes et Mineurs en Mobilité
Young people and Children on the Move**

N ° 8

2023

Jeunes et Mineurs en Mobilité
Young people and Children on the Move

Revue électronique éditée par
l'Observatoire de la Migration des Mineurs
Laboratoire MIGRINTER-
Université de Poitiers- CNRS
MSHS – Bâtiment A5 – 5, rue Théodore Lefebvre
TSA 21103
F-86073 Poitiers Cedex 9
France
Tél : +33 5 49 36 62 20
daniel.senovilla@univ-poitiers.fr

Directrice de la publication
Virginie Laval

Rédacteur en chef
Daniel Senovilla Hernández

Comité de rédaction
William Berthomière
Audrey Brosset
Jean-Pierre Deschamps
Gilles Dubus
Chabier Gimeno Monterde
Philippe Lagrange
Guillaume Lardanchet
Jean François Martini
Lluis Peris Cancio
Olivier Peyroux
Sarah Przybyl
Marie-Françoise Valette
Alexandra Vie

Logotype JMM
Lucie Bacon

Photo de couverture
Océane UZUREAU, Child Move project

Croquis rubriques
Eddy Vaccaro - eddy-vaccaro.over-blog.com

ISSN 2492-5349
Les articles reflètent les opinions des auteurs
Tous droits de reproduction interdits
sans l'autorisation de l'éditeur
Copyright : OMM, 2023

Jeunes et Mineurs en Mobilité
Young people and Children on the Move
N° 8 — 2023

Dossier 1

**DYNAMIQUES DE MOBILITÉ ET IMMOBILITÉ
DES MINEURS ET JEUNES EN SITUATION DE
MIGRATION**

Coordonné par
Océane UZUREAU
Chercheure- CESSMIR - Université de Gand

Dossier 2

**TERRITORIOS DE PROTECCIÓN
(O DESPROTECCIÓN) DE LOS MENORES
QUE MIGRAN SOLOS EN ESPAÑA**

Coordonné par
Chabier GIMENO MONTERDE
Enseignant en Travail Social
Université de Saragosse

Mise en Maquette
Daniel SENOVILLA



**Observatoire
de la Migration
des Mineurs**

MIGRINTER - CNRS - Université de Poitiers

TABLE DES MATIÈRES

{DOSSIER 1- DYNAMIQUES DE MOBILITÉ ET D'IMMOBILITÉ DES MINEURS EN SITUATION DE MIGRATION}

PRÉSENTATION DU DOSSIER 1.....	7
Océane UZUREAU - Trajectoires migratoires des mineurs non accompagnés en Europe: entre installation dans la mobilité et précarité dans l'immobilité.....	10
BASTIEN ROLAND - « Ils nous sont tout expliqué ! » : les canaux d'information des mineurs en situation de migration à Calais.....	23

{PAROLES DE JEUNES}

STEPHEN NGATCHEU- L'avenir de l'Afrique.....	38
--	----

{DOSSIER 2 - TERRITORIOS DE PROTECCIÓN (O DESPROTECCIÓN) DE LOS MENORES QUE MIGRAN SOLOS EN ESPAÑA}

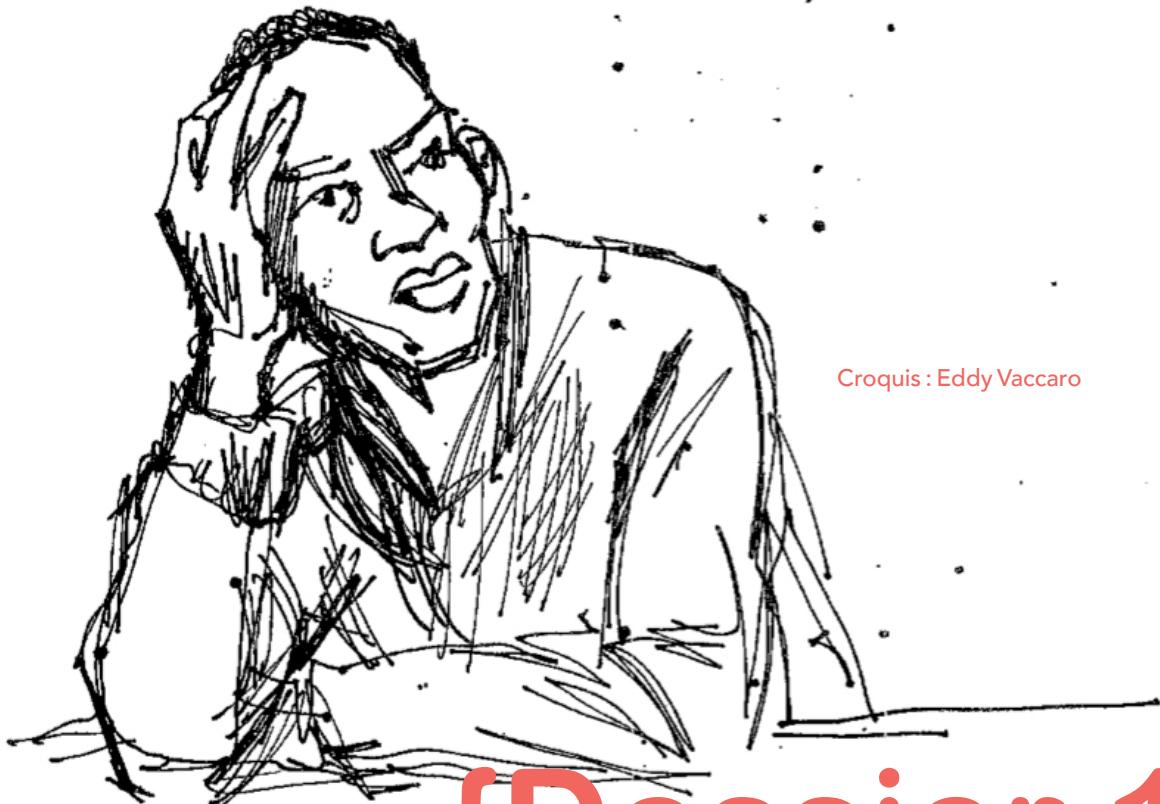
PRESENTACIÓN DEL DOSSIER 2.....	41
CHABIER GIMENO - Estrategia aragonesa para los niños y niñas que migran solos. El sistema de protección ante las migraciones juveniles.....	43
DIANA ULLDEMOLINS, LAIA CAMPS, JORDI CAPARRÓS, SILVIA MARTOS Y NURIA CIVIT - El impacto del aumento de llegadas de adolescentes y jóvenes emigrados solos en Cataluña	55
ANDREA RUIZ, XABIER AIERDI URRAZA Y MAITE FOUASSIER - Menores y jóvenes sin referentes familiares en el País Vasco: entre la necesidad y el rechazo	69

{HORS DOSSIER}

MEGHAM LECOMTE-LEON - ¡Como tú quieras! : La réappropriation de l'espace de vie pour favoriser un sentiment d'inclusion sociale des mineurs non accompagnés et ex-tutelados à Saragosse, en Espagne	80
---	----

{LU, VU, ENTENDU}

LU - « Enfances abandonnées ».....	90
VU - « Documental Migración Positiva »	93



Croquis : Eddy Vaccaro

{Dossier 1}

**Dynamiques de mobilité et immobilité
des mineurs en situation de migration**

Présentation du dossier 1

DYNAMIQUES de MOBILITÉ ET IMMOBILITÉ DES MINEURS ET JEUNES EN SITUATION DE MIGRATION

Coordinné par Océane UZUREAU

Les mineurs et adolescents migrants dits « mineurs non accompagnés » (ci-après MNA) sont reconnus comme particulièrement à risque du fait de leur situation d'isolement, de leur minorité et de leur statut de migrant ou demandeur de protection internationale. À cette vulnérabilité multidimensionnelle s'ajoute la nécessité de s'adapter à de nouveaux contextes, tant en cours de route qu'après leur arrivée (Behrendt, Lietaert et Derluyn, 2021).

En 2022, il est estimé que 23 500 mineurs non accompagnés sont arrivés en Bulgarie, Espagne, Grèce, Italie, Malte ou Chypre, portes d'entrée dans l'Union européenne (UNICEF et al., 2023). Dans le contexte français, 14.782 MNA ont été pris en charge au titre de la protection de l'enfance lors de la même année (MMNA, 2022).

À leur arrivée sur le territoire européen et après identification, les mineurs non accompagnés devraient pouvoir bénéficier d'une protection spécifique au titre de l'enfance en danger et/ou de la protection internationale lorsque ces derniers formalisent une demande dans le pays européen où ils se trouvent. Cependant, un nombre considérable d'entre eux reprend leur trajectoire migratoire pour continuer leur mobilité à travers différents territoires européens (Allsop et al, 2015 ; Derluyn et Broekaert 2005 ; Duvivier 2010 ; Senovilla Hernández et al. 2013). Les trajectoires des MNA sont le résultat de négociations complexes au cours desquelles ces jeunes mettent en balance les diverses contraintes et opportunités rencontrées dans chaque espace (Schapendonk et al. 2018). Cependant les facteurs qui, après l'entrée en Europe, influencent leur décision de rester mobiles ou s'installer définitivement restent relativement peu explorés.

Ce premier dossier propose d'explorer les expériences migratoires de MNA et les processus qui interviennent dans leurs prises de décision par rapport à la continuité de leur parcours ou leur installation dans un nouveau contexte à partir de deux contributions issues de recherches empiriques. Celles-ci questionnent les trajectoires migratoires des MNA en Europe en posant les questions suivantes : Quelles sont leurs expériences de mobilité en Europe, dans les centres urbains européens et zones frontalières ? Comment les MNA prennent-ils la décision d'interrompre ou bien de continuer leur parcours migratoire ? Pourquoi refusent-ils parfois les interventions de protection de l'enfance qui leur sont proposées ? Quelles sont les sources d'information des MNA en migration et comment les expériences passées lors du parcours migratoire influencent leur prise de décision ?

La première contribution, proposée par Océane Uzureau, s'intéresse aux trajectoires migratoires des MNA et aux facteurs qui impactent leur prise de décision entre mobilité et installation. Celle-ci se base sur l'analyse de données empiriques récoltées entre 2017 et 2019 auprès de 39 MNA en situation de migration à travers l'Italie, la France, la Belgique, l'Espagne.

La seconde contribution, proposée par Bastien Roland, analyse les sources d'informations des MNA présents sur les Jungles de Calais à partir de 27 entretiens réalisés entre 2019 et 2021 auprès de mineurs en migration. L'auteur explore leurs canaux d'information durant le parcours migratoire ainsi que le crédit accordé aux informations transmises par les réseaux de pairs, par les intervenants associatifs et institutionnels, en fonction de leur niveau de compréhension et confiance avec ces divers acteurs.

Les deux contributions adoptent une approche centrée sur le point de vue et les perceptions des MNA en migration et offrent un éclairage nouveau sur les trajectoires de cette population afin de comprendre leurs motivations, leurs craintes et les priorités qui guident leurs parcours.

Bibliographie

ALLSOPP, J., CHASE, E., et MITCHELL, M. (2015), The Tactics of Time and Status: Young People's Experiences of Building Futures While Subject to Immigration Control in Britain, in *Journal of Refugee Studies*, vol. 28, (n° 2), p. 163-182.

BERHRENDT, M., LIETAERT, I., & DERLUYN, I. (2021), Continuity and social support: a longitudinal study of unaccompanied refugee minors' care networks. in *Journal of Immigrant & Refugee Studies*, p. 1-15.

DERLUYN, I. et BROEKAERT, E. (2005), On the way to a better future: Belgium as transit country for trafficking and smuggling of unaccompanied minors, in *International Migration*, 2005, vol. 43, (n° 4), p. 31-56.

DUVIVIER, É. (2010), Entre installation et poursuite de la mobilité: Analyse des trajectoires postinstitutionnelles de jeunes isolés étrangers accueillis à l'Aide sociale à l'enfance, in *Migrations Société* 129-130, p. 243-256.

MMNA- MISSION NATIONALE MINEURS NON ACCOMPAGNÉS (2023), Rapport annuel d'activités 2022, Ministère de la Justice, 56 p.

SCHAPENDONK, J., VAN LIEMPT, I., SCHWARZ, I., & STEEL, G. (2018), Re-routing migration geographies: Migrants, trajectories and mobility regimes, in *Geoforum*, n°116, pages 211-216.

SENOVILLA HERNANDEZ, D., TAWFIK, L., BERTHOMIERE, W. (2013), Mineurs isolés étrangers et sans protection en Europe, Projet PUCAFREU, rapport comparatif final. Migrinter, 128 p.

UNICEF, UNHCR, IOM (2023), Refugee and Migrant Children via Mixed Migration Routes in Europe Accompanied, Unaccompanied and Separated, 8 p.

Trajectoires migratoires des Mineurs Non Accompagnés en Europe : entre installation dans la mobilité et précarité dans l'immobilité

Océane Uzureau

DÉPARTEMENT DE TRAVAIL SOCIAL ET DE PÉDAGOGIE SOCIALE

UNIVERSITÉ DE GAND, BELGIQUE

OCEANE.UZUREAU@UGENT.BE

Introduction

Depuis les importantes arrivées migratoires de 2015 et 2016, des changements importants ont affectés les conditions d'entrée sur le territoire européen par voies maritimes et terrestres. Ces derniers se sont traduits par un renforcement de la sécurisation des routes migratoires de la Méditerranée centrale et occidentale entre 2016 et 2017 et l'externalisation des politiques européennes de contrôle migratoire¹. Dans un contexte où les voies légales de migration vers l'Europe sont rares et soumises à de nombreuses conditions, de nombreuses personnes migrantes se résignent à quitter leur pays par des routes migratoires irrégulières.

Parmi ce groupe, les enfants et les adolescents de moins de dix-huit ans qui migrent sans leurs parents, qualifiés de mineurs non accompagnés (ci-après MNA), sont particulièrement exposés à des situations de vulnérabilité et doivent s'adapter seuls à des contextes sociaux et linguistiques divers et à des régimes de protection juridique différents pendant et après la migration (Behrendt, Lietaert, et Derluyn, 2021). À leur arrivée dans l'Union Européenne (UE), ces MNA ont droit à une protection sociale spécifique et à des dispositifs de prise en charge (Lietaert et al., 2020).

Cependant, après leur arrivée et malgré leur droit à une prise en charge, un grand nombre de ces mineurs continue leur parcours migratoire et s'engage pour diverses raisons dans une nouvelle mobilité au sein de l'espace européen (Derluyn et Broekaert 2005; Mougne, 2010 ; Senovilla Hernández, 2013). La mobilité intra-européenne des MNA est mise en lumière grâce à la publication de rapports sur leur disparition après leur arrivée (Radjenovic, 2017) ou par la présence de mineurs en situations de grande précarité dans des camps urbains ou dans des zones frontalières telles que Patras, Vintimille et Calais (Lønning, 2018 ; McLaughlin, 2018).

Sigona et Allsopp soulignent néanmoins l'absence de données empiriques fiables sur les mobilités des MNA au cours de leur trajectoires migratoires en Europe².

¹ La sécurisation des routes migratoires évoquée s'est traduite par l'externalisation des contrôles aux frontières dans les pays de transit, tels que le Niger, la signature d'un accord entre la Turquie et l'Union Européenne en 2016 et d'un autre accord entre le Gouvernement d'Union Nationale de Libye (GUN) et l'Italie en 2017 (renouvelé en 2020). Ce dernier confie aux autorités et aux garde-côtes libyens les missions de sauvetage des navires se trouvant dans leurs zones maritimes. Par ailleurs, l'obstruction progressive par la justice italienne des missions de sauvetages maritimes en Méditerranée Centrale affecte la capacité des ONG à porter secours aux embarcations en détresse.

² Mind the Gap: Why are Unaccompanied Children Disappearing in their Thousands, publication web de Nando Sigona et Jennifer Allsopp, Opendemocracy.net, 22 fevrier 2016,

Malgré les inquiétudes soulevées sur les risques et les vulnérabilités vécues par ces mineurs en migration, leur processus décisionnel et leurs trajectoires après leur arrivée dans l'UE restent relativement peu explorés (Bloch et al., 2011). Les trajectoires migratoires des MNA sont fragmentées par des périodes d'attente nécessaires pour rassembler des ressources nécessaires à la poursuite de leur voyage. Ainsi, cette attente peut servir à accumuler de l'argent, se reposer et reprendre des forces grâce au soutien reçu par des réseaux d'associations et de citoyens solidaires ou bien affronter des conditions de vie difficiles ou des situations de détention avant et après l'arrivée dans l'UE (Derluyn et al., 2023; Rota et al., 2023).

Cet article est structuré en quatre sections. La première section, décrit le contexte, les outils d'enquête et le terrain de recherche effectué. La deuxième section décrit les (im)mobilités de nos participants à leur entrée en Europe par l'Italie, terrain principal de mes enquêtes, ainsi que leurs aspirations à une forme de mobilité sociale et géographique. La troisième section, déconstruit les parcours migratoires des MNA afin d'analyser les mobilités régionales et locales qui s'imbriquent dans leurs trajectoires migratoires après l'entrée dans l'UE. Enfin, je conclue en analysant les apports principaux de l'étude et en identifiant de futures pistes de recherche sur les mobilités des mineurs en migration.

Contexte théorique et contexte des migrations des mineurs non accompagnés en Europe

Au cours des deux dernières décennies, les mobilités d'enfants et d'adolescents migrants sont devenues progressivement visibles. Bien souvent, ces mineurs sont poussés sur les routes migratoires par les violences intra-familiales, la pauvreté, les conflits armés et les persécutions et les discriminations vécues dans leur pays d'origine (Bhabha, 2001). Selon l'Alliance Internationale des Données sur les Enfants en Migration (IDAC), il est estimé que dans le monde, 35,5 millions d'enfants sont des migrants internationaux parmi lesquels 17,5 millions sont réfugiés ou ont enregistré une demande de protection internationale en 2022 (IDAC, 2023). Ces données concernent différents profils d'enfants migrants parmi lesquels celui des « mineurs non accompagnés ». En Italie, lieu d'arrivée des MNA suivis dans ma recherche, les données existantes soulignent que 62.672 jeunes migrants sont arrivés entre 2011 et 2016 (Save The Children, 2017).

La catégorie juridique des MNA offre une définition homogène pour un groupe dont les motivations, les projets et les expériences de la migration varient en fonction du genre (Grabska et al., 2019; Kaukko & Khali, 2018), de l'âge (Lønning, 2018), des appartenances sociales et contextes migratoires historiques, entre autres facteurs. En effet, les motivations au départ sont spécifiques à chaque groupe de jeunes migrants. Peyroux et Le Clève observent que « le projet migratoire des jeunes marocains peut se lire davantage comme une fuite de problématiques non réglées au pays : conflits familiaux, rejet à la suite d'un remariage, déscolarisation, addiction, difficultés de socialisation, etc. » (2018, p.21). La migration et la mobilité représentent alors pour les jeunes migrants des ressources pour s'extraire de situations perçues comme problématiques.

Bien souvent, les mineurs en migration peuvent passer inaperçus et ne pas se déclarer en tant que MNA, surtout s'ils empruntent des routes migratoires irrégulières et souhaitent continuer leur trajectoire migratoire (Lønning, 2018). D'autres jeunes sont contraints à rester juridiquement invisibles lorsqu'ils sont évalués à tort en tant qu'adultes par des autorités de protection dans les pays dits « d'installation » (Bailleul et Senovilla-Hernandez, 2016). Les trajectoires migratoires des MNA sont souvent fragmentées par des périodes d'attente, passées à travailler pour payer leur transport vers leur prochaine destination (Senovilla et Uzureau, 2018 ; Timera, 2018), et durant lesquelles ils sont parfois pris en charge par des associations et groupes de citoyens solidaires (Senovilla Hernandez, 2019).

Malgré leur vulnérabilité, les mineurs non accompagnés prennent des décisions au cours de leurs trajectoires (Boyle et al., 2007). Dans cet article, la prise de décision en matière de migration est étudiée par rapport au désir de migrer et par rapport à la planification effective de la trajectoire migratoire en ce qui concerne la date, la destination et les réseaux sur lesquels s'appuyer, ainsi que la capacité de réaliser cette mobilité planifiée (Carling, 2019). L'expérience migratoire est analysée au prisme des expériences de mobilités et d'immobilités des MNA durant leur trajectoire migratoire. Le « parcours » ou « trajectoire migratoire » ferait référence à la distance parcourue entre le pays de départ et la destination finale (Schwarz 2020), tandis que la notion de « mobilités » (Urry, 2007) est polysémique et englobe différentes « manières d'être mobile » (Sheller et Urry, 2006) qui s'articulent dans des trajectoires migratoires variées (Christensen et Cortès-Morales, 2016). Dans le contexte de notre étude, le terme « migration » caractérise des mouvements à grande échelle et à long terme et la notion de « mobilités » désigne des déplacements courts dans l'espace et dans le temps (Veale et Donà, 2014 ; Urry, 2007).

Analyser les expériences de mobilités et d'immobilités des MNA en migration en Europe

Les MNA, lorsque reconnus comme tels, sont protégés en fonction des contextes nationaux au titre de la protection de l'enfance en danger. À leur arrivée en Italie, contexte principale de notre étude, de nombreux MNA interrompent définitivement leur voyage pour demander la protection internationale ou une prise en charge institutionnelle en tant que « mineur étranger non accompagné », alors que d'autres reprennent leur voyage vers leur pays de destination souhaité. Cependant, cette réalité a été peu documentée dans la littérature sur les migrations juvéniles en Europe. Des études pionnières ont mis en lumière la vulnérabilité des MNA hors du système de protection, leur dépendance à des réseaux d'exploitation pour poursuivre leur route migratoire ou des réseaux associatifs pour surmonter la précarité de leur situation (Derluyn et Broekaert, 2005; Senovilla Hernandez, 2013). Pendant ou à l'issue de leurs migrations, ces MNA développent d'autres formes de mobilités, souvent poussés par la nécessité de s'adapter aux opportunités et aux contraintes d'un contexte d'accueil national ou local particulier (Duvivier, 2010). Dans son étude auprès d'anciens MNA pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) dans le Nord de la France, Duvivier (2010) montre que leurs mobilités doivent être comprises comme une circulation dans et hors des structures de protection. De même,

l'étude de Walker et Gunaratnam a montré comment les mineurs en Sicile « quittent les zones hostiles du sud de l'Italie pour trouver [...] des espaces plus conviviaux [...]», où ils peuvent accéder à un soutien post-18 ans » (2021, p.17). En d'autres termes, les mobilités des MNA après leur entrée dans l'UE reflètent leur ajustement à des politiques d'accueil nationales, et à leur déclinaison dans des pratiques locales hétérogènes, afin de poursuivre leur projet migratoire en quête d'un avenir stable et sûr (Allsopp et al., 2015). Ces études indiquent que les mobilités des mineurs après leur arrivée en Europe méritent une exploration plus approfondie. Ainsi, nous proposons de nous décentrer de l'approche sédentariste prédominant dans les études sur les MNA, bien souvent centrées sur leurs interactions avec les différents acteurs de la prise en charge institutionnelle. Par conséquent, analyser les expériences des MNA dans, hors et entre les différentes structures d'accueil institutionnel (Duvivier, 2010) permet de saisir les tensions et les facteurs complexes influençant leurs décisions migratoires, et les différentes formes de mobilités inhérentes à leurs trajectoires en Europe.

Méthodologie de la recherche

L'article analyse des données collectées dans le cadre du projet européen ERC-Chid-move, combinant des outils de recherche qualitatifs et quantitatifs et appliquant une approche trajectorielle et longitudinale. Celle-ci a consisté à suivre les personnes participantes dans les différents pays européens parcourus au cours des vingt-quatre mois suivant la première rencontre dans le but de réaliser trois entretiens individuels avec chacune d'entre elles. Le terrain de recherche initial a été réalisé en Italie entre octobre 2017 et février 2018 dans les villes de Palerme (Sicile), Rome (Lazio) et Vintimille (Imperia) et a duré treize semaines. L'objectif était de saisir à la fois le processus d'arrivée et d'installation et les mobilités internes des MNA du Sud vers le Nord de l'Italie. Les entretiens semi-directifs et les observations participantes se sont déroulés dans des centres de premier accueil, des centres de transit et des camps de migrants auto-gérés où se trouvaient des MNA. Les seconds et troisièmes entretiens se sont déroulés entre mars 2018 et novembre 2019 et ont été réalisés en Italie, France, Royaume-Uni, Malte, Allemagne et Espagne. Un contact régulier était gardé entre chaque entretien par le biais de conversations régulières par téléphone et via les réseaux sociaux.

Les participants à la première série d'entretiens individuels incluaient trente-cinq mineurs et quatre mineures, âgés de 14 à 17,5 ans et étaient originaires d'Afrique de l'Ouest (Mali, Côte d'Ivoire, Guinée et Sénégal), de la Tunisie, du Soudan, de la Somalie et de l'Érythrée. Pour les seconds entretiens, qui ont eu lieu entre 6 et 12 mois après les premiers, j'ai pu retrouver vingt-quatre jeunes migrants ; et pour les troisièmes, entre 18 et 24 mois après les premiers, quatorze jeunes ont accepté de répondre à mes questions. L'abandon de la recherche par certains participants peut être dû à la perte de contact, la fatigue des entretiens répétitifs ou le manque de temps. Les entretiens individuels ont été menés en présence d'interprètes pour les jeunes parlant Amharique, Tigrinya, Arabe et Somali (41 entretiens sur 77). Avant chaque entretien, le consentement des participants et de leur tuteurs a été obtenu et, en l'absence de tuteur, les mineurs de plus de 14 ans ont décidés seuls de parti-

ciper ou non à la recherche. Les entretiens portaient sur les trajectoires migratoires, les expériences dans leur lieu de résidence actuel, la prise en charge dont ils bénéficiaient et, enfin, leurs projets d'avenir.

Au moment de la première collecte des données (octobre 2017), le nombre de MNA arrivant en Italie avait diminué en raison de la sécurisation de la route de la Méditerranée centrale. Ils étaient principalement des adolescents de sexe masculin âgés de 15 à 17 ans (MLPS, 2018). Le statut juridique de cette population est régi par des permis de séjour temporaires, soit en tant que demandeurs de protection internationale, soit par l'obtention d'un titre de séjour en tant que « mineur étranger » (*minore d'età*). Ils relèvent des services de protection de l'enfance gérés par les autorités locales - les municipalités - jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge adulte. La loi Zampa (Loi n. 47/ 2017) avait constitué une avancée considérable pour l'adoption de conditions d'accueil et de garanties procédurales protectrices pour les MNA en Italie. Cependant, les défis structurels et notamment la capacité limitée du système national d'accueil (4 369 places en juin 2021) produisent un système de protection hétérogène en termes de la qualité de la prise en charge (Rozzi 2018). En outre, la lenteur bureaucratique (Barberis et Boccagni 2014), combinée à des périodes d'attente prolongées dans des structures de premier accueil dans le Sud de l'Italie, produit un sentiment d'immobilité administrative chez les jeunes. Dans un tel contexte, les participants à notre recherche ont adopté des décisions stratégiques différentes quant à leur mobilité une fois en Europe.

Trajectoires transnationales et aspirations de mobilité sociale

À leur arrivée en Italie, les participants étaient partagés entre deux options : celle de demander une protection et s'installer en Italie ou bien celle de poursuivre leur trajectoire migratoire vers d'autres pays européens. Certains étaient déterminés à rejoindre d'autres pays européens tels que la France, les Pays Bas et le Royaume-Uni, où ils espéraient retrouver des membres de leur famille déjà installés ou des amis de leur pays d'origine ayant migré avant eux. Certains autres, à l'inverse, avaient décidé de s'installer en Italie, dans l'espoir que le processus d'obtention d'un titre de séjour serait plus rapide ou plus facile que dans d'autres pays européens.

Lamine, un jeune Gambien nous avait expliqué qu'à son arrivée en Italie il pensait obtenir son titre de séjour rapidement. Cependant, à cause du nombre important de demandes de protection internationale enregistrées à l'époque, ce n'est qu'après un an qu'il obtint un titre de séjour pour « protection humanitaire » d'une durée de deux ans. Adama, rencontré à Rome, évoquait des raisons similaires :

« Tu m'avais demandé pourquoi j'ai décidé de rester en Italie. Je peux te dire que la raison pour laquelle je suis resté est l'obtention du permis de séjour parce que je savais que malgré tout ce qui se passe ici, pour obtenir le permis de séjour italien, c'est plus facile que d'obtenir le permis français »

(Adama, Malien – 3^{ème} entretien en Italie)

Pour ces participants restés en Italie, l'obtention d'un titre de séjour temporaire comme « mineur étranger » ou comme « demandeur d'asile » demeurait précaire et ne sécurisait pas leur séjour à long terme. Leur décision de se stabiliser en Italie souligne l'adaptation de leur trajectoire migratoire par le passage successif d'une longue période de migration et de mobilité à une immobilité dans le contexte d'arrivée. Cette transition traduit la volonté de ces jeunes d'amorcer une première étape vers un processus d'inclusion sociale. En effet, comme exprimé par certains participants, obtenir un titre de séjour représentait un point de départ pour accéder à d'autres ressources telles qu'un réseau local, un parcours diplômant reconnu ou obtenir le permis de conduire. Ceci implique d'abandonner l'agentivité acquise par la mobilité mais, par la prise de décision, d'exercer une autre forme d'agentivité individuelle tournée vers le but précis de stabiliser et sécuriser le statut légal et la situation personnelle en Italie.

Parmi ce groupe, d'autres participants espéraient que leur régularisation en Italie leur apporterait des opportunités de mobilité géographique au sein de l'Union Européenne. Ces participants espéraient obtenir la stabilité et la sécurité de leur droit de résidence en Italie et bénéficier du droit à la mobilité au sein de l'UE. Néanmoins, après avoir traversé de nombreux pays et frontières de façon autonome, ces MNA doivent paradoxalement abandonner toute forme de mobilité à leur entrée dans le système de protection italien et s'adapter à un fonctionnement résolument sédentaire, en collectivité et en foyers. De nombreux participants étaient fascinés par la mobilité conférée par mon statut de citoyenne européenne. Ma capacité à suivre leur trajectoire migratoire et à traverser les frontières européennes sans crainte des contrôles frontaliers s'opposait de manière saisissante aux difficultés auxquelles ils étaient eux-mêmes confrontés (Lønning et Uzureau, 2022). Ces contraintes posées à leurs désirs de mobilité occultaient le champ des possibles et les contraignaient à la patience.

Un participant de 16 ans originaire de Côte d'Ivoire, expliquait lors du deuxième entretien à Palerme que «*lorsque j'aurai des papiers [en Italie], j'irai en France*» pour élargir ses opportunités d'emploi. Farouk, lui, rêvait de retourner en Tunisie, pour équiper la maison de sa mère en appareils électroménagers, rendre visite à la famille pendant les vacances d'été et envisageait même d'entreprendre un projet d'import-export entre la Tunisie et l'Italie. Le droit à la mobilité est devenu un des éléments structurants de nos sociétés contemporaines et est distribué de façon inégalitaire entre régions du Nord et du Sud (Bauman, 2000). Pour ces jeunes et mineurs migrants africains arrivés de manière irrégulière en Europe, leur sentiment d'appartenance en Europe est dès lors symbolisé par l'obtention du droit à la mobilité au sein de l'espace Schengen (Schapendonk, 2020).

Installation dans la mobilité et précarité dans l'immobilité

Les parcours migratoires des mineurs non accompagnés sont fragmentés et révèlent ainsi l'échelle multiple des mobilités qu'ils expérimentent durant leur migration. Notre étude met en lumière leurs mobilités aux niveaux régional et urbain (notam-

ment grâce à des observations réalisées dans les villes italiennes de Palerme, Rome et Ventimiglia). L'échelle locale permet ainsi de capturer et mettre en lumière ces expériences de mobilités en migration.

Rencontrés à Palerme, Seydou et Sekou avaient décidés de demander l'asile et d'arrêter leur trajectoire migratoire. Armés de patience durant la longue période d'attente avant l'examen de leur demande de protection internationale, ces deux jeunes ont alors exploré les opportunités offertes par leur ville d'accueil. Ils ont expliqué comment, outre la fréquentation de l'école, ils ont renforcé leur sentiment d'appartenance et d'inclusion sociale en fréquentant des lieux populaires parmi les jeunes du quartier.

« Quand je suis au terrain [de football] - il y a un terrain à Ballaro ici - [...], les enfants blancs, les petits, beaucoup viennent et m'appellent 'Seydou, Seydou, on arrive'. [...]. Alors quand je viens là, ils m'appellent tous 'Seydou', ils courent, on joue ensemble, on fait tout ensemble et après eux, souvent même les mères viennent nous regarder : 'Ah c'est toi, mon enfant, il vient jouer avec toi ici. Ils me parlent souvent de toi à la maison'. Vous voyez ? »
(Seydou, Ivoirien – 2nd entretien en Italie)

Bien que Sekou et Seydou aient mis fin à leurs trajectoires migratoires en arrivant à Palerme, leur apparente immobilité mets en lumière leur expérimentation de nouvelles formes de mobilité et d'inclusion dans la communauté locale. Celles-ci répondent à leur désir de s'ancrer socialement dans cet espace urbain.

Trajectoire migratoire et périodes d'installation dans le processus de mobilité

Un grand nombre de nos participants ont poursuivi leur voyage après leur arrivée en Italie pour diverses raisons. Nous avons documenté dans d'autres publications les principales expériences qui guident le processus de prise de décisions stratégiques des MNA à leur arrivée à l'UE (Uzureau, 2022 ; Uzureau et al., à paraître). Nos données soulignent comment les cadres législatifs qui gèrent la migration et l'accès à la protection, les périodes d'attente durant les procédures administratives ainsi que les réseaux sociaux et familiaux peuvent influencer les trajectoires des mineurs non accompagnés en migration. Au cours de leur migration irrégulière, leur trajectoire a été fragmentée par des formes localisées de mobilité, notamment dans des zones frontalières, à la frontière italo-française et plus tard à la frontière franco-britannique³ (Uzureau et al., 2022). Lors d'un second entretien à Lille, Abel a expliqué comment ces pratiques ont affecté sa capacité à « rester sur place » et l'ont produit un épuisement mental et physique. Comme de nombreux migrants et mineurs bloqués à la frontière franco-britannique, il a enduré la saisie de ses effets personnels, le gazage lacrymogène et le déplacement constant imposé par les forces de l'ordre. Ces pratiques, décrites comme une « politique de l'épuisement » (*politics of exhaustion*), infligent de la souffrance par la violence directe et indirecte, les expulsions quotidiennes, et l'épuisement physique et mental (De Vries et Guild, 2018).

³ Pour des études plus approfondies sur ces différents contextes, voir les publications de Daniela Trucco (2018) « Prendre en charge et mettre à l'écart. La ville, la frontière et le camp à Ventimille (2015-2017) » in Dubet F., Politiques des frontières, La Découverte, 145-160 et de Bastien Roland dans ce numéro (p. 23-36).

Abel a dû faire face à trois formes de mobilité interdépendantes alors qu'il restait bloqué dans l'espace de la frontière. Afin d'éviter le harcèlement des CRS et les conditions de vie difficiles dans les campements informels de migrants à Calais, il se déplaçait constamment pour répondre à ses besoins quotidiens. Il se rendait dans les lieux où les associations offraient des services de douche ou des distributions alimentaires dans les Jungles. À cette mobilité s'ajoutaient les déplacements effectués durant les week-ends lorsqu'il était accueilli par les membres du réseau d'hébergeurs solidaires Migr'Action, localisés dans les environs de Calais. Ceci lui offrait un répit temporaire face aux pratiques policières hostiles subies par les migrants en situation irrégulière tentant la traversée dans cet espace frontalier. Cependant, les membres du réseau solidaire habitant dans différentes localités, cela a entraîné pour lui une mobilité supplémentaire, parfois même un éloignement géographique conséquent, notamment lorsque les hébergeurs solidaires disponibles étaient localisés loin des lieux de traversée. Enfin, d'autres déplacements de courte distance se produisaient lorsqu'Abel tentait inlassablement de traverser la frontière de façon irrégulière. Ces données montrent que, bien que bloqués par la frontière, les mineurs non accompagnés en migration restent activement mobiles et, par ces mobilités, étirent l'espace géographique de la frontière.

Malgré les difficultés rencontrées dans l'espace frontalier, quasiment tous les mineurs suivis dans notre étude sont parvenus à rejoindre l'Angleterre. Abel a rejoint l'Angleterre après avoir tenté quotidiennement la traversée pendant plus d'un an. Un seul jeune a finalement abandonné son projet migratoire vers l'Angleterre car grièvement blessé par des violences et des blessures permanentes subies lors d'affrontements avec la police dans un campement à Calais. À l'issue d'une longue convalescence à l'hôpital, il a bénéficié d'une prise en charge rapide de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) et a demandé la protection internationale pour s'installer durablement en France.

Précarité dans l'immobilité

D'autres mineurs sont restés en Italie malgré les difficultés vécues. Adama, dont l'âge avait été contesté à son arrivée, a déployé des efforts quotidiens considérables pour survivre à Rome en dehors du système de protection. Il s'est appuyé sur les ONG locales et les bénévoles offrant des services de base tels que le logement, la nourriture, les activités sociales et des cours d'italien. Accueilli pendant plusieurs mois dans un centre d'hébergement d'urgence de nuit pour migrants en transit, Adama passait ses journées dans des lieux publics tels que la gare Termini où il se connectait au wifi. Rester mobile dans l'espace urbain représente une stratégie de survie largement adoptée par les populations marginalisées et en situation d'errance: personnes sans-abri, étrangers en situation irrégulière, toxicomanes, enfants en situation de rue, etc. (Zeneidi-Henry et Fleuret, 2007). Pour Adama, cette mobilité l'a aidé à trouver des ressources locales et à reconstruire des repères quotidiens malgré la précarité de sa situation. La fréquentation régulière de diverses organisations locales était alors un élément supplémentaire à mettre en avant lors de l'examen de sa demande de protection internationale en Italie.

« C'est l'avocat qui cherchait la date de la Commission [pour l'entretien sur l'asile]. Ils [l'avocat et les ONG locales à Rome] m'ont beaucoup aidé parce que j'ai fait beaucoup d'activités là-bas, alors ils m'ont donné beaucoup de certificats [à présenter pour l'entretien de demande de protection internationale] »
(Adama, Malien – 3^{ème} entretien en Italie)

Les certificats d'Adama constituaient une preuve tangible de l'utilisation productive de son temps depuis son arrivée et démontraient sa capacité à identifier des ressources de façon autonome. Grâce à ces réseaux associatifs, de nombreux jeunes ont participé à des projets d'inclusion locale et ont créé des liens interpersonnels au-delà des réseaux d'assistance formels, ce qui leur a offert des opportunités professionnelles et de volontariat additionnelles. Adama explique également comment une association locale lui a permis de voyager afin de représenter la jeunesse italienne lors d'un festival à Milan.

« C'est Laboratorio 53 qui m'a envoyé là-bas. Donc c'était une fête parce que... en 2008 ils ont tué un noir là-bas. C'était un Burkinabé. Bon... c'était la première fois que j'avais participé à... ce genre de choses. Bon, je suis parti là-bas... donc comme je ne parle pas en anglais [il y avait une italienne] qui était là pour traduire parce je me débrouille bien en Italien. Milan, c'est une grande ville, [...] c'était ma première fois aussi [...] d'aller à Milan. [...] J'ai rencontré des différentes nationalités, [...] ça m'a plu beaucoup de partager ce genre d'activités »
(Adama, Malien – 3^{ème} entretien en Italie)

Toujours à Rome, d'autres participants Tunisiens se trouvaient aussi dans une situation précaire similaire à celle d'Adama alors qu'ils attendaient de pouvoir entrer dans le système de protection pour mineurs non accompagnés. Hébergés dans le même centre qu'Adama, ils passaient leurs journées dehors et devaient rester constamment mobiles dans la ville pour éviter le harcèlement de la police locale.

« Je ne veux pas rester à un endroit parce que j'ai peur que la police vienne nous fouiller, nous faire fuir. Nous devons trouver des endroits dans la ville et nous devons bouger tout le temps, pour ne pas attirer l'attention de la police. Nous allons à [la gare] Termini, à [la gare] Tiburtina et [au campement de migrants] Baobab »
(Elyès, Tunisien, 1^{er} entretien à Rome)

Elyès explique comment cette mobilité dans les espaces urbains publics (les gares de Termini et Tiburtina) ou des espaces spécifiques pour les migrants en transit (le camp de transit de nuit et le camp de migrants de Baobab) a pour objectif premier d'éviter le harcèlement quotidien de la police mais aussi la présence dans certains lieux publics d'adultes aux intentions douteuses. Finalement, Elyès n'a pas pu se stabiliser à Rome et a terminé par reprendre son parcours migratoire pour rejoindre un oncle en France.

Conclusion

Les récits des MNA analysés dans cet article révèlent les différentes expériences que les mineurs en migration font de la mobilité et de l'immobilité au cours de leur trajectoire migratoire. Celles-ci sont utilisées comme moyen d'exercer leur agentivité et une forme de contrôle sur leur trajectoire malgré les contraintes – notamment d'ordre administratif et juridique - rencontrées (Adefehinti et Arts, 2019). Certains participants sont restés mobiles de façon répétée pour échapper à des expériences de précarité, au harcèlement des forces de l'ordre, ou simplement dans une quête d'un lieu où pouvoir finalement s'installer. D'autres décident d'interrompre leur migration dans l'espoir de stabiliser rapidement leur situation et d'obtenir leurs documents de séjour. Ils développent ainsi des liens avec des réseaux de soutien locaux qui les accompagnent dans leur parcours d'inclusion (Wernersjo, 2020). Ces récits permettent également de documenter les différentes formes de mobilité vécues par ces jeunes et notamment celles dans l'espace urbain qui sont souvent imbriquées dans les trajectoires des mineurs en migration.

Cette étude n'est pas exhaustive et les données empiriques analysées se limitent aux expériences de mineurs arrivant en Italie par la route de la Méditerranée centrale. On peut alors supposer que les mobilités vécues par les mineurs en migration arrivant par d'autres routes peuvent révéler des expériences différencierées. Les données empiriques analysées dans cette étude soulignent l'importance d'établir des interventions adaptées aux besoins de ce groupe de mineurs en migration tels que des centres d'accueil de bas seuil dans les corridors migratoires ainsi que renforcer le rôle des médiateurs culturels, essentiels à l'établissement d'un lien de confiance. De futures études sur les mobilités des mineurs en migration pourraient approfondir leurs expériences d'installation dans la mobilité et analyser l'impact des dispositifs d'accueil temporaires dédiés à ce groupe.

Bibliographie

- ADEFEHINTI, B. et ARTS, K. (2019), Challenging the Odds of Vulnerability and Resilience in Lone Migration: Coping Strategies of Zimbabwean Unaccompanied Minors in South Africa, in *Children's Geographies*, vol. 17, (n° 4), p. 427-441
- ALLSOPP, J., CHASE, E., et MITCHELL, M. (2015), The Tactics of Time and Status: Young People's Experiences of Building Futures While Subject to Immigration Control in Britain, in *Journal of Refugee Studies*, vol. 28, (n° 2), p. 163-182.
- BAILLEUL, C. et SENOVILLA-HERNÁNDEZ, D. (2016), Dans l'intérêt de qui? Enquête sur l'interprétation et l'application de l'article 3 de la CIDE dans les mesures prises à l'égard des mineurs isolés étrangers en France, MIGRINTER, Poitiers, France, 77 p.
- BARBERIS, E. et BOCCAGNI, P. (2014), Blurred Rights, Local practices: Social Work and Immigration in Italy, in *The British Journal of Social Work*, vol. 44, (n° 1), p. 70-87.
- BAUMAN, Z. (2000), Liquid Modernity, Cambridge, UK: Polity Press, 232 p.

BERHRENDT, M., LIETAERT, I., & DERLUYN, I. (2021), Continuity and social support: a longitudinal study of unaccompanied refugee minors' care networks. in *Journal of Immigrant & Refugee Studies*, p. 1-15.

BHABHA, J. (2001), Minors or Aliens? Inconsistent State Intervention and Separated Child Asylum-seekers, in *European Journal of Migration and Law*, vol.3 (n°3-4), p. 283-314.

BLOCH, A., SIGONA, F. et ZETTER, R. (2011), Migration Routes and Strategies of Young Undocumented Migrants in England: a Qualitative Perspective, in *Ethnic and Racial Studies*, vol 34 (8), p. 1286-1302.

BOYLE, E.H., SMITH, T. et GUENTHER, K.M. (2006), The Rise of the Child as an Individual in Global Society, in *Youth, Globalization and the Law*, Stanford University Press, p. 255-283.

CARLING, J. (2019), Measuring Migration Aspirations and Related Concepts, MIGNEX Background Paper. Oslo: PRIO.

CHRISTENSEN, P. et CORTÉS-MORALES, S. (2016), Children's mobilities: Methodologies, theories, and scales, in NI LAOIRE, C., WHITE, A., SKELTON, T. (eds.), Movement, Mobilities, and Journeys. Geographies of Children and Young People, vol. 6, p. 1-32.

DE VRIES, L.A. et GUILD, E. (2018), Seeking Refuge in Europe: Spaces of Transit and the Violence of migration management, *Journal of Ethnic and Migration Studies* n° 45 (vol. 12), p. 2156-2166.

DERLUYN, I. et BROEKAERT, E. (2005), On the way to a better future: Belgium as transit country for trafficking and smuggling of unaccompanied minors, in *International Migration*, 2005, vol. 43, (n° 4), p. 31-56.

DERLUYN, I., ORSINI, G., VERHAEGHE, F., ELHAJ, R., LIETAERT, I., & PFEIFFER, E. (2023), The impact of trauma and daily hardships on the mental health of unaccompanied refugee minors detained in Libya, in *British Journal of Psychology Open*, vol.9, (n°1), p. 1-6.

DUVIVIER, É. (2010), Entre installation et poursuite de la mobilité: Analyse des trajectoires postinstitutionnelles de jeunes isolés étrangers accueillis à l'Aide sociale à l'enfance, in *Migrations Société* 129-130, p. 243-256.

GRABSKA, K., DE REGT, M., DEL FRANCO, N. (2019), Girls, Transitions and Migration, in *Adolescent Girls' Migration in The Global South. Palgrave Studies on Children and Development*, Palgrave Macmillan, Cham., p. 1-29.

IDAC- INTERNATIONAL DATA ALLIANCE FOR CHILDREN ON THE MOVE (2023), Children on the Move: Key terms, definitions and concepts, UNICEF, New York, 2023.

KAUKKO, M. et KOHLI KS, R. (2018), The Management of Time and Waiting by Unaccompanied Asylum-seeking Girls in Finland, in *Journal of Refugee Studies*, vol. 31 (n°4), p. 488-506.

LIETAERT, I., BEHRENDT, M., UZUREAU, O., ADEYINKA, S., ROTA, M, VERHAEGHE, F, WATTERS, C. et DERLUYN, I. (2020), The Development of an Analytical framework to Com-

pare Reception Structures for Unaccompanied Refugee Minors in Europe, in *European Journal of Social Work*, vol 23 (n°3), p. 384–400.

LØNNING M.N. et UZUREAU, O. (2022), Gender, Racialisation, and Border Regimes: Reflections on Social Positions and Positioning in Research with Young People on the Move, in *Journal of Ethnic and Migration Studies*, nov. 2022.

LØNNING, M.N. (2018), Fragmented Journeys, Social Relations and Age amongst Afghan Young People on the Move Towards Europe. Positioning, Negotiating and Redefining, Thèse de doctorat, NTNU, Norvege.

MCLAUGHLIN, C. (2018), 'They don't look like children': child asylum-seekers, the Dubs amendment and the politics of childhood, in *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol 44 (n°11), p.1757–1773.

MLPS- MINISTERO DEL LAVORO E DELLE POLITICHE SOCIALI (2018), Report di Monitaggio I Minori Stranieri Non Accompagnati (MSNA) In Italia, dicembre 2018.

MOUGNE, C. (2010), Trees only move in the wind: A study of unaccompanied Afghan children in Europe, UNHCR PDES, 52 p.

PEYROUX, O., LE CLEVE, A. (2018), Recherche action sur la situation des mineurs non accompagnés marocains, Trajectoires, 60 p.

RADJENOVIC, A. (2017), Disappearance of migrant children in Europe, European Parliamentary Research Service, March 2017.

ROTA, M., LIETAERT, I. et DERLUYN, I. (2023), EU border migration policy and unaccompanied refugee minors in Greece: the example of Lesvos and Samos, in GOMEZ-CIRIANO, E.J., CABIASI, E. et DEDOTSI, S., Migration and Social Work: Approaches, Visions and Challenges, Bristol, UK: Policy Press, 2023, pp. 177-197.

ROZZI, E. (2018), Unaccompanied Minors in Italy: Children or Aliens?, in BHABHA, J., KAN-ICS, J. et SENOVILLA, D., Research Handbook on Child Migration, Edward Elgar Publishing, p. 241-259.

SAVE THE CHILDREN (2017), Atlante dei minori stranieri non accompagnati en Italia. Prima di tutto bambini, Save The Children Italia, 113 p.

SCHAPENDONK, J. (2020), Counter Moves. Destabilizing the Grand Narrative of Onward Migration and Secondary Movements in Europe, in *International Migration*, vol. 59, no 6, p. 45-58.

SCHWARZ, I. (2020), Migrants Moving Through Mobility Regimes: The Trajectory Approach as a Tool to Reveal Migratory Processes, in *Geoforum*, vol.116, p. 217-225.

SENOVILLA HERNANDEZ, D, coord. (2019), L'attente subie par les mineurs non accompagnés dans le département de la Vienne : raisons et réponses, Résultats 2017-2019 du projet REMIV, Poitiers, MIGRINTER, 126 p.

SENOVILLA HERNÁNDEZ, D. et UZUREAU, O. (2018), Children's voices: listening to young African migrants in France, in BHABHA, J., KANICS, J. et SENOVILLA, D., Research Handbook on Child Migration, Edward Elgar Publishing, p. 478-495.

SENOVILLA HERNANDEZ, D., coord. (2013), Unaccompanied children lacking protection in Europe. Final Comparative Report PUCAFREU Project, Migrinter, Poitiers, 124 p.

SHELLER, M. et URRY, J. (2006), The New Mobilities Paradigm, in *Environment and Planning A: Economy and Space*, vol. 38, (n°2), p. 207-226.

TIMERA, M. (2018), Child Mobility from and Within West African Countries, in BHABHA, J., KANICS, J. et SENOVILLA, D., Research Handbook on Child Migration, Edward Elgar Publishing, , p. 66-81.

URRY, John, *Mobilities*, Polity, 2007, 335 p.

UZUREAU, O. LIETAERT I., SENOVILLA D. et DERLUYN I. (à paraître), Multi-layered mobilities: Unaccompanied minors' trajectories, decision-making and mobility after arrival in Italy, in *Children's Geographies*.

UZUREAU O. (2022), Hidden trajectories: unravelling unaccompanied minors' experiences of mobility and bordering in Europe, Doctoral Dissertation, Ghent University, 329 p.

UZUREAU O., LIETAERT I., SENOVILLA D. et DERLUYN I. (2022), Unaccompanied adolescent minors' experiences of exception and abandonment in the Ventimiglia border space, in *Politics and Governance*, vol. 10 (n°2), p. 267-278.

VEALE, A et DONA, G (eds.). *Child and Youth Migration: Mobility-in-Migration in an Era of Globalization*. Springer, 2014, 252 p.

WALKER, S, et GUNARATNAM, Y. (2021), Young, unauthorised and black: African unaccompanied minors and becoming an adult in Italy, in *Journal of Sociology*, vol. 5 (3), p. 690-706.

WERNERSJO, U. (2019), Across the Threshold: Negotiations of Deservingness Among Unaccompanied Young Refugees in Sweden, in *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 46 (2), p. 389-404

« Ils nous ont tout expliqué ! » : les canaux d'informations des mineurs non accompagnés en situation de migration à Calais

BASTIEN ROLAND

DOCTORANT AU SEIN DU LABORATOIRE CERTOP

UNIVERSITÉ TOULOUSE JEAN JAURÈS

BASTIEN.ROLAND@UNIV-TLSE2.FR

Introduction

Le 28 février 2019, la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) condamnait la France pour ne pas avoir déployé les mesures nécessaires pour la mise à l'abri de Jamal Khan, mineur isolé afghan, âgé de 12 ans en 2016 et vivant sur le bidonville de la Lande de Calais, plus connu sous le nom de « la Jungle de Calais ». Un des arguments avancés dans son mémoire en défense par le ministère de l'Intérieur énonçait que le jeune n'avait pas été diligent pour se mettre à l'abri (Guerin, 2019). Cet argument a été balayé par la CEDH. En effet, l'État français a pour devoir de mettre à l'abri les mineurs en danger en vertu des accords internationaux qu'elle a signés, parmi lesquels, la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE) et cela sans considération de nationalité ou de régularité du séjour sur le territoire français¹. La condition de mineur doit théoriquement primer sur celle d'étranger.

Toutefois, dans sa dimension empirique, le cas de Jamal Khan soulève plusieurs questions : Pourquoi ce jeune ne souhaitait-il pas être mis à l'abri alors même qu'il vivait dans un bidonville dont les conditions de vie étaient extrêmement dangereuses, précaires et insalubres ? Pourquoi, l'État n'est-il pas parvenu à mettre ce jeune à l'abri ?

Depuis la destruction de la « Jungle de Calais » en octobre 2016, des populations exilées, parmi lesquelles des mineurs non accompagnés (MNA), continuent de tenter la traversée vers le Royaume-Uni. Bien que leur nombre ait fortement diminué, passant de 10.000 à environ 1.500 personnes (Refugee Rights Europe, 2021), les conditions de vie ont elles empiré. Le bidonville alors composé d'abris en bois, de commerces et d'une vie sociale intense (Agier et al., 2018), s'est métamorphosé en campements informels composés de tentes dans lesquelles les personnes exilées doivent survivre. À ceci s'ajoute le harcèlement constant des forces de l'ordre qui procèdent à des expulsions quotidiennes (Palmas, 2021). Celui-ci vise à épuiser les corps et les esprits en s'attaquant aux besoins les plus élémentaires : manger, boire, se chauffer, dormir, se sentir en sécurité (Guenebeaud et Lendaro, 2020).

Les mineurs non accompagnés (MNA) ne sont pas épargnés par cette politique alors qu'ils bénéficient d'un droit à la protection (Lendaro et Roland, 2022). En effet,

¹ Article 2 de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant et article L112-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

la décision du Tribunal Administratif de Lille du 2 novembre 2015 imposait à l'État français, le recensement des MNA présents sur la Jungle de Calais en vue de leur placement². Pour autant, cette décision n'a jamais été exécutée du fait de l'incapacité des autorités à pouvoir mener cette tâche à bien. La présence de chaque mineur rencontré est pourtant dûment portée à leur connaissance par les associations sur le terrain, par le biais d'informations préoccupantes envoyées au Conseil Départemental et de signalements envoyés au Procureur de la République.

La problématique de la prise en charge des MNA présents le long de la frontière maritime avec le Royaume-Uni est ancienne (Derluyn et Broekaert, 2005). Un rapport de l'association FTDA note que « depuis la fermeture du camp de Sangatte en 2002 et jusqu'en 2009, chaque année, jusqu'à 2 000 MIE ont été confiés au département du Pas-de-Calais. 99 % des jeunes accueillis en structure fuguaient dans les 48 heures de leur placement, du fait d'un accueil inadapté en structure traditionnelle de l'aide sociale à l'enfance » (France Terre d'Asile, 2014 : 7).

Face à cette situation, le département du Pas-de-Calais à qui échoit la responsabilité de la protection de l'enfance en danger à travers les services de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) décide en 2012 de mettre en place un foyer spécialisé dans l'accueil d'urgence des MNA sur la commune de Saint-Omer situé à 45 km de Calais. Ce foyer, d'une capacité de 80 places, inclut dans ses équipes des médiateurs culturels pour interagir avec les jeunes dans leur langue maternelle, les informer de leurs droits et leur expliquer les avantages de la mise à l'abri. Le foyer de Saint-Omer est également chargé de l'évaluation de la minorité des jeunes qui souhaitent se stabiliser durablement en France. Ce dispositif est cité en exemple par les institutions (UNHCR, 2018) car il se révèle efficace. En effet, parmi les jeunes qui en bénéficient, un certain nombre souhaite passer l'évaluation de minorité dans le département du Pas-de-Calais afin de rester en France ou pour entreprendre une démarche de réunification familiale vers le Royaume-Uni. Un accueil spécialisé dédié aux MNA en migration, notamment avec la présence de médiateurs culturels, apparaît donc comme un prérequis essentiel pour la prise en charge effective de ce public (Derluyn et Broekaert, 2005 ; UNHCR, 2018). Cependant, comme le montre le cas Khan, ce dispositif ne résout pas la problématique de la prise en charge des MNA présents dans les « Jungles ».

En août 2020, le rapport de Refugee Rights Europe (2021) recensait 254 MNA présents sur les campements. Parmi eux, un certain nombre ne souhaitait pas être pris en charge durablement dans des foyers de protection de l'enfance en dépit de l'offre de protection existante. Par ailleurs, les autorités ne parvenaient pas à les y contraindre. Ces jeunes n'ont pas d'adresse, ni de parents présents sur le territoire, ils ne sont pas scolarisés et à l'inverse sont très mobiles et évoluent en dehors des institutions (Grzymala-Kazlowska, 2016). Pour pallier ces difficultés, plusieurs rapports avancent la nécessité de délivrer aux mineurs sur les « Jungles » des informations claires et complètes quant à leurs droits à la protection et au séjour en France (Défenseur Des Droits, 2018 ; UNHCR 2018). En effet, « *Les décideurs politiques et les bureaucrates de terrain semblent souvent supposer que le manque d'accès*

² Conseil d'État, Juge des référés, 23/11/2015, 394540

au ‘bon type d’informations’ fait que les migrants prennent des décisions ‘irrationnelles’ » (Wyss, 2022 : pp.124). Les « bons types d’informations » renvoient ici aux informations données par les autorités ou les spécialistes au sens large. Elles portent par exemple sur leurs droits en France et notamment celui d’être mis à l’abri. Les MNA ont-ils accès à ces « bonnes informations » ? S’ils y ont accès, pourquoi ne les prennent-ils pas en compte ? Quelle rationalité se cache derrière leurs choix ?

Offrir des éléments de réponses à ces trois questions structure les contenus de cet article. Dans une première partie, nous nous concentrerons sur la manière dont les MNA accèdent à l’information durant leur trajectoire migratoire. La seconde partie cherche à comprendre comment ces jeunes vérifient la fiabilité des informations qu’ils obtiennent. La dernière partie porte sur l’analyse des choix des MNA pour voir si ces derniers relèvent d’une mauvaise information. Notre propos cherche à apporter une contribution aux travaux relatifs à l’agentivité et aux ressources mobilisées par les MNA se trouvant hors des systèmes de protection institutionnalisés (Bailleul et Senovilla Hernández, 2016 ; Hameršak et Pleše, 2021 ; Uzureau, 2022)

Méthodologie de l’enquête

Pour répondre à nos questionnements, nous avons conduit une enquête de terrain à Calais dans le cadre du projet européen MiCreate entre octobre 2019 et janvier 2021 auprès des mineurs migrants résidant temporairement à la frontière franco-britannique afin de passer en Angleterre. Le but était de comprendre l’expérience de migration de ces jeunes et leurs rapports aux institutions depuis leur arrivée en Europe. L’enquête repose sur une observation participante sur le terrain calaisien en tant que bénévole – et locuteur arabophone – d’une association d’accès aux droits (Roland, 2021). Elle a été complétée par 27 entretiens biographiques avec 25 MNA et deux mineures accompagnées. L’échantillon porte sur des jeunes âgés de 11 à 18 ans, de nationalité soudanaise, afghane, malienne, érythréenne, tchadienne, libyenne, yéménite ou syrienne. Parmi eux, 7 jeunes étaient hébergés dans des structures au moment de l’entretien alors que les autres (sur)vivaient sur les « Jungles » ou en hébergement citoyen. Tous les participants se trouvaient dans une situation administrative instable. La position d’intervenant socio-juridique, arabophone, a été d’une grande aide pour recruter des enquêtés. Bien que chronophage, cette position a permis d’expliquer notre présence sur les lieux de vie, d’établir une relation de confiance avec les jeunes à travers des sessions d’informations sur l’accès aux droits ou via des accompagnements juridiques. Cette position a aidé également à atténuer la méfiance éventuelle des MNA et d’entrer dans leur univers de sens (Clavé-Mercier et Rigoni, 2017). L’enquête et la position de chercheur n’ont souvent été expliquées aux jeunes que dans un second temps une fois la confiance établie. Nous expliquions alors le cadre de la recherche et l’objectif de recueillir leurs paroles et leur vécu en Europe ainsi que le caractère anonyme et volontaire de leur participation. Après s’être assuré de leur bonne compréhension de la procédure auxquels ils prenaient part (Roland, 2021), le consentement fut recueilli de manière orale. Certains jeunes ont accepté que l’entretien soit enregistré. Hormis pour les locuteurs de nationalité afghane, tous les entretiens se sont déroulés sans interprète, dans la

langue de préférence du jeune (anglais, français ou arabe)³. Les entretiens se sont déroulés dans des lieux divers tels que des espaces d'accueil pour personnes exilées à Calais ou dans des lieux d'hébergement des jeunes. Aucun entretien n'a eu lieu en présence de tiers. Ce corpus de données a été complété par 17 entretiens avec des personnes travaillant avec des MNA au sein d'institutions publiques ou d'associations.

L'accès à l'information des MNA en situation de migration

À Calais, un dispositif institutionnel et associatif vise à informer les jeunes présents sur les « Jungles » sur leur droit à la protection. L'association France Terre d'Asile (FTDA), mandatée par l'État, déploie une maraude (quasi-) quotidienne pour aller vers les mineurs présents sur les campements à Calais, les identifier et les informer de leur droit à se mettre à l'abri (FTDA, 2021). Assurée par deux personnes, les maraudes se déroulent de 14h à 17h. Dans les faits, le dispositif paraît limité pour faire le tour des différents lieux de vie et rencontrer tous les jeunes qui s'y trouvent. En réalité, cette action s'appuie sur le tissu d'associations non mandatées par l'État venant en aide aux personnes exilées (Pette, 2016) et présentes durablement sur les campements. Parmi elles, plusieurs associations assurent des missions de maraudes, de recensement des MNA, d'information et d'orientation vers le dispositif de mise à l'abri de FTDA au moyen de jeux, d'ateliers et de permanences d'accès aux droits deux fois par semaine dans un centre d'accueil de jour.

En effet, les MNA en situation de migration ont un besoin constant d'informations pour faire face aux nombreuses difficultés rencontrées dans des contextes et des pays inconnus. Notamment, ils doivent trouver des ressources pour répondre aux nécessités du quotidien : se nourrir, dormir, être en sécurité, avoir chaud et déjouer les dangers du parcours migratoire. Nombre d'entre eux sont contraints d'avoir recours à des voies de migration irrégulières s'ils souhaitent poursuivre leur voyage (Allsopp, 2017; Uzureau et al., 2022.). Il est alors crucial de s'informer pour déjouer les contrôles migratoires mis en place par les autorités et traverser les frontières. Dès lors, les MNA ont appris à s'appuyer sur des sources d'informations alternatives depuis leur arrivée en Europe. Celles-ci varient selon les ressources monétaires, sociales, linguistiques dont disposent les jeunes en migration.

Une partie de nos enquêtés raconte avoir été guidée à distance par des membres de leur famille élargie qu'ils essaient de rejoindre alors que d'autres ont eu recours à des passeurs pendant tout ou une partie du trajet avant d'arriver à Calais. Les passeurs sont contactés par la famille qui négocie et procède au paiement. Le jeune se trouve alors dans une dépendance pragmatique vis-à-vis de ces derniers (Thompson et al., 2019). Recourir à des passeurs exige toutefois des ressources monétaires dont sont dépourvus la plupart des jeunes que nous avons rencontré. En outre, même pour ceux qui y ont recours, il est fréquent que le contact avec ces passeurs soit rompu pendant un intervalle de temps et il faut alors s'appuyer sur d'autres sources d'informations.

³ Dans le cas des 4 entretiens avec ces jeunes afghans, l'interprétariat a eu lieu par téléphone avec une tierce personne.

Il peut s'agir de pairs partenaires de voyage comme dans le cas de Zakaria, jeune syrien de 17 ans, qui explique avoir quitté la Syrie avec un groupe d'amis et d'adultes de son village. Présent à Calais depuis un mois et demi, il a soigneusement évité les dispositifs de mise à l'abri pour MNA depuis son arrivée en Europe et se concentre sur la traversée vers le Royaume-Uni. Pour avancer dans son voyage, Zakaria raconte que le groupe dont il faisait partie s'orientait via GPS.

« On avait des téléphones. Et on avançait grâce à cela. On en utilisait un seul à la fois, à cause de la batterie. Tu sais, c'est compliqué de charger son téléphone dans la forêt. [...] Dès qu'un téléphone n'avait plus de batterie, on en prenait un autre. [...] On avait aussi des batteries portables, pour charger les téléphones dans la forêt. On pouvait tenir six jours, avec la nourriture »
(Zakaria)

À la possession d'un smartphone s'ajoute la nécessité de le recharger et d'acheter du crédit. Ici c'est la mise en commun des ressources par le groupe qui permet d'avancer dans le périple. L'argent permet notamment d'acheter de la nourriture et de ne pas dépendre des distributions alimentaires associatives. Enfin, être en groupe procure un sentiment de sécurité qui permet d'emprunter des chemins moins surveillés par les autorités et ainsi de limiter les risques d'être intercepté. Les informations fournies par le GPS sur smartphone sont en outre recoupées par les contacts à distance avec des amis qui les ont précédés dans le trajet et fournissent de précieuses indications (Dekker et al., 2018).

« Des amis qui étaient venus à Calais avant nous, on leur a demandé et ils nous ont expliqué où aller. Des Syriens, qui sont maintenant au Royaume-Uni, ils nous ont envoyé la localisation sur le téléphone, ils nous ont dit 'nous on est ici' et avec le GPS on est arrivés là où ils étaient »
(Zakaria)

D'autres enquêtés racontent s'être appuyés sur différents compagnons de voyage tout au long de leur parcours. Les jeunes se tournent prioritairement vers des personnes identifiées comme étant en migration comme eux, qui voyagent temporairement à leur côté ou qui se trouvent à distance et qui partagent des informations par téléphone. C'est ce qu'a fait Ibrahim, un jeune Soudanais de 16 ans après avoir quitté le foyer où il était pris en charge à la suite de son débarquement en Italie :

« Je voulais aller en France mais je ne connaissais pas le chemin. [...] je suis monté dans le train [...] La police m'a dit de descendre parce que je n'avais pas de documents [...] je suis descendu et je suis allé à Bari. Je ne connaissais personne. J'ai dormi dans la rue le premier jour. Sans nourriture, sans eau, je ne comprenais rien. [...] Puis j'ai rencontré des Somaliens, ils m'ont renseigné. J'ai passé genre 3 jours à vivre la vie qu'ils vivaient, genre dans la rue, à manger dans la rue, grâce à une église qui donne de la nourriture. [...] Ils parlent un peu arabe. [...] Moi je lui ai dit « je veux aller en Angleterre ». On m'a dit « si tu veux aller en Angleterre, il faut y aller doucement, jusqu'à ce que tu arrives en France et ensuite en France, tu

passes en Angleterre ». Il m'a dit de prendre un train à neuf heures, parce qu'il n'y a pas la police »
(Ibrahim)

Ibrahim ne se tourne pas vers des pairs seulement pour des raisons linguistiques. Il analyse que ceux-ci possèdent des informations utiles pour identifier les ressources nécessaires pour survivre dans la rue ou pour poursuivre son trajet en évitant les contrôles de police et les autorités. C'est précisément ce type d'informations que recherchent les MNA en situation de migration et que sont peu susceptibles d'être fournies par les informateurs mandatés par l'Etat. Les liens noués avec des pairs au cours de la migration constituent donc des ressources cruciales sur lesquelles s'appuyer pour avancer (Schapendonk et al., 2020). Ils permettent d'accéder à des informations et des savoirs au sujet de la migration qui se transmettent et s'échangent entre migrants, souvent par voie digitale, et qui peuvent être désignés sous le terme de *mobile commons* (Trimikliniotis et al., 2015). Ces « *communs de la mobilité comprennent les connaissances invisibles liées à la mobilité, qui circulent entre les personnes en mouvement [...] une infrastructure de connectivité cruciale pour distribuer ces savoirs [...] une multiplicité d'économies informelles [...] diverses formes de communautés transnationales de justice [...] et la dernière et probablement la dimension la plus cruciale de ces communs de la mobilité, les politiques de soins, le soin en tant que dimension générale de l'attention portée à l'autre, ainsi que les relations immédiates de soins et de soutien entre les différents acteurs de la société* »⁴ (Papadopoulos et Tsianos, 2013: p. 191-192).

C'est ce savoir-faire partagé entre migrants qui a permis à beaucoup de ces jeunes de parvenir jusqu'à Calais. Ces partages d'information compensent le manque d'information de la part des autorités qu'expérimentent nos enquêtés tout au long de leur voyage. Lorsqu'il a rencontré la police dans le train pris en Italie, Ibrahim explique qu'il n'a pas été mis à l'abri mais a été simplement remis à la rue. Ainsi, lorsque les MNA arrivent à Calais ils continuent de s'appuyer sur ces solidarités intra-migrants pour acquérir des informations utiles. De plus, il s'agit souvent du premier soutien identifiable sur place :

« Quand je suis arrivé à Calais, j'ai marché, j'ai trouvé des gens qui dormaient dans des tentes, des Soudanais. [...] les Soudanais m'ont dit d'aller voir les associations, ils m'ont dit qu'ils allaient me donner une tente, une couverture, pour bien dormir. Ensuite, j'ai demandé aux Soudanais comment aller en Angleterre. Ils m'ont dit qu'il fallait que je monte dans un camion. Ils m'ont dit de ne pas prendre de voiture ou de bateau »
(Ibrahim)

Les pairs sur les campements informent sur les ressources disponibles et orientent vers les distributions de nourriture. Ils expliquent aussi les dangers de la vie à la frontière franco-britannique, les risques et les manières de tenter le passage. Les campements sont à la fois des lieux de vie, de sociabilité et des carrefours d'échanges et d'apprentissage pour continuer la migration. La mise à l'abri dans un foyer éloigné,

⁴ Traduction de l'auteur.

tel que celui de Saint Omer, encourt le risque de se couper de cette sociabilité, de ces liens personnels et des informations qu'ils fournissent.

Certains jeunes en revanche sont dépourvus de cet accès aux informations des pairs migrants lorsqu'ils arrivent à Calais. L'absence d'un réseau constitué au cours de leur parcours migratoire et de liens sur les « Jungles » les rend plus rapidement réceptifs aux opportunités de prise en charge après leur arrivée à Calais. C'est ce que relate Estelle, une éducatrice bénévole, au sujet d'Abdul. Originaire d'un pays d'Afrique francophone, ce dernier n'avait, à notre connaissance, aucun compatriote présent à son arrivée sur les « Jungles ».

« C'est son premier jour, il vient d'arriver, il n'a pas encore de contacts avec les communautés, il ne sait pas trop comment ça fonctionne, [...] donc, je lui parle de l'Aide Sociale à l'Enfance, et il accepte. [...] il me dit direct : 'J'ai 16 ans, j'ai peur, je viens d'arriver de Paris, j'étais hier en Italie' »
(Estelle, éducatrice bénévole)

Toutefois, les opportunités de soutien associatif peuvent aussi faire partie du savoir-faire migrant. Des pairs orientent des jeunes compatriotes vers des associations afin que ces dernières les aident dans leur migration. C'est ce que constate Chloé quand elle est appelée par des MNA qu'elle ne connaît pas. Travaillant pour une association facilitant les procédures de réunification familiale à l'intérieur de l'espace Schengen, Chloé est identifiée comme une personne ressource par certains MNA ou certaines familles de MNA qui ont obtenu son contact par des connaissances ayant bénéficié ou entendu parler de son travail. Elle sensibilise ces derniers de façon simple et accessible sur les procédures de réunification familiale, notamment pour ceux ayant un proche ou un membre de la famille résidant légalement au Royaume-Uni.

Les sources d'informations des jeunes dépendent donc des liens qu'ils nouent en amont et au cours de leur migration. Ces liens amicaux, familiaux et relationnels contribuent fortement à orienter leurs trajectoires (Uzureau, 2022). Ainsi, l'offre de mise à l'abri offerte par les bénévoles calaisiens semble être plus facilement considérée par les jeunes n'ayant pas encore noué de liens et avoir moins d'intérêt pour les jeunes qui ont des contacts et une vie sociale importante sur les « Jungles ». En outre, cette offre n'est pas toujours en lien avec le projet migratoire des MNA présents à Calais et est parfois mise en contradiction par les autres informations que ces derniers reçoivent des autres migrants.

Ainsi, si l'accès à l'information est un premier enjeu pour ces jeunes en situation de migration, vérifier la fiabilité de celles qui leur parviennent (et qui sont parfois contradictoires) paraît un second défi essentiel. Dès lors, comment les jeunes présents sur les « Jungles » accordent-ils du crédit aux diverses indications qu'ils reçoivent ?

Vérifier la fiabilité des informations

Contraints de naviguer dans l'univers incertain, précaire et potentiellement dangereux que constitue la vie en migration, les MNA doivent constamment peser leurs choix et les risques qu'ils engendrent (Le Courant, 2022). Lever une incertitude peut s'avérer coûteux ou, au contraire, permettre d'accéder à de nouvelles opportunités qui facilitent ou redessinent le projet migratoire. Il faut donc réduire au maximum cette dernière.

Contrairement au gage de fiabilité de l'information portée par des instances officielles (Wyss, 2022), la méfiance prédomine pour certains MNA tant qu'ils n'ont pas acquis de certitudes quant à la bienveillance de l'offre d'aide institutionnelle. S'agit-il de les aider ? De les contrôler ? De les enfermer ? L'offre d'aide a-t-elle une contrepartie ? A contrario, les jeunes ne se posent pas de questions sur les objectifs de leurs pairs qui leur apparaissent plus évidents : passer la frontière ou obtenir des papiers.

Face à plusieurs sources : associations, institutions, pairs migrants, etc... qui peuvent fournir des informations contradictoires, les MNA usent de diverses techniques pour tenter de démêler le vrai du faux. Ils s'assurent tout d'abord avec leurs moyens, de la crédibilité du locuteur qui transmet l'information. Ils s'appuient également sur leurs expériences passées. Enfin, les situations qu'ils constatent tout au long de leur parcours constituent également une source d'information.

« En fait quand tu arrives dans un pays, n'importe quelle personne que tu vas croiser, tu vas le voir comme un inconnu, parce qu'il parle pas ta langue, tu ne peux pas avoir une conversation avec la personne. À chaque fois que je mange, je vois que j'ai envie de voir les autres [ses amis érythréens], parce qu'avec eux je fais tout, et c'est eux aussi qui décident un peu pour moi, parce que je suis le plus jeune »
(Moustafa)

Ainsi, parler la même langue, avoir la même nationalité, avoir effectué une partie du trajet ensemble, partager la même condition migrante et les mêmes conditions de vie, sont autant de facteurs qui donnent de la crédibilité aux locuteurs qui fournissent une information. Par opposition, le discours d'inconnus travaillant (ou pas) pour une institution, dans une langue étrangère, et qui ne partagent pas le même statut administratif sont moins dignes de confiance. Il faut ajouter à cela, des phénomènes de domination liés à l'âge. Comme le montre le témoignage de Moustafa, les discours et les choix de certains adultes, ou du groupe auquel le jeune appartient, ne sont pas toujours questionnés par ce dernier. En effet, les remettre en cause entraînerait un risque de perdre la sécurité et les liens que fournit le groupe⁵.

Si tous les jeunes ne sont pas insérés dans un groupe ou soutenus par des adultes, la solidarité de leurs pairs contribue néanmoins à forger des liens et à donner du

⁵ Il faut signaler que ce type d'interactions au sein d'un groupe de pairs-migrants peut éventuellement cacher des situations d'emprise subies par les plus jeunes dont l'objectif de traverser la frontière peut surpasser leur besoin de protection. Ces situations - non repérées dans le cadre de notre enquête - mériteraient d'être creusées et analysées sous l'angle du risque d'exploitation intracommunautaire et de la traite des êtres humains.

crédit aux informations qui leur sont transmises. Certaines ont une dimension pratique et sont aisément vérifiables puisque l'informateur met également en pratique les informations qu'il a donné (comme se rendre à une distribution de nourriture ou effectuer une tentative de passage).

Cependant, toutes les informations données par les pairs ne possèdent pas cette dimension pratique vérifiable. C'est notamment le cas pour les informations relatives à l'action des autorités. Les autorités constituent pour les jeunes migrants à la fois une menace et un espoir (Le Courant, 2022). Elles disposent à la fois d'un pouvoir coercitif, mais aussi d'un pouvoir de régularisation voire de celui de faire passer la frontière. Aussi, il convient pour les mineurs de se tenir constamment informés des dangers qu'elles recèlent tout en exploitant les opportunités qu'elles offrent. Difficile cependant pour les MNA d'avoir des certitudes. Les « Jungles » bruissent régulièrement de diverses rumeurs qui portent essentiellement sur l'action des autorités. Comme expliqué par Wyss, les rumeurs ont une double fonction : venir combler un manque dans les connaissances et entretenir l'espoir (2022). Ainsi, Youssef, 16 ans, ne souhaite pas se rendre au foyer de mise à l'abri de Saint-Omer dont il a entendu dire qu'il s'agissait d'un lieu d'enfermement et d'expulsion. Ayant fait l'objet d'un enfermement en centre de rétention administrative (CRA) peu après son arrivée à Calais, il juge la rumeur sur le foyer de Saint-Omer « suffisamment vraie pour agir en conséquence » (Eule et al., 2018, p. 129) car elle recoupe sa propre expérience sur le littoral.

Ces expériences vécues à Calais ou préalablement lors de l'arrivée en Europe sont cruciales pour comprendre le rapport que les jeunes entretiennent avec les autorités (Scheel, 2017 ; Schmoll, 2020). Ce fut le cas pour Jamal qui exprime son incompréhension face aux objectifs du recueil d'empreintes et de la procédure d'asile en Italie:

« Ils nous ont dit 'ce sont juste des empreintes pour les fichiers de police'. [...] ils nous ont dit que ça ne poserait aucun problème si on allait dans un autre pays. Et après qu'on a donné nos empreintes, ils nous ont dit que c'étaient les empreintes qui disaient qu'on était enregistrés en tant que demandeurs d'asile en Italie. Mais nous, on n'a pas demandé l'asile ! »
(Jamal)

À leur arrivée en Europe, les jeunes sont confrontés à la prise de leurs empreintes par les forces de l'ordre et découvrent les pratiques parfois douteuses de contrôle (Tazzioli, 2018). En même temps qu'ils subissent ces pratiques, les mineurs apprennent à se méfier des autorités et à échapper à leurs tentatives de contrôle (Chamayou, 2015; Wyss 2022). Certains jeunes choisissent de retenir certaines informations les concernant afin de ne pas se sentir piégés (Auger-Voyer et al., 2014 ; Thompson et al., 2019). Il faut devenir invisible aux yeux des autorités ou du moins insaisissables (Allsopp, 2017). Les tactiques de dissimulation se transmettent. Être mobile, donner une fausse identité, deviennent des réflexes habituels pour les jeunes :

« B : Et vous vous préparez avant ? Vous savez quel nom donner à la police ?
Y : Non, quand ça arrive je dis 'Fahim' ou 'Abdallah' ou 'Isaac'. Je peux dire que je m'appelle 'Lunettes' [en français], ça ne me dérange pas (rit) [...] C'est les grands qui nous ont dit que si on donnait notre vrai nom, et qu'après on finissait par avoir des papiers, on risquait d'avoir des problèmes avec la police »
(Youssef)

La violence subie à la frontière franco-britannique consolide également la volonté des mineurs de se rendre au Royaume-Uni : avoir fait l'expérience de comportements racistes dans l'espace public ou avoir été frappé, gazé ou emprisonné par les forces de l'ordre renforce la détermination de certains mineurs à quitter la France coûte que coûte. En voulant empêcher la mobilité et le passage de la frontière par des politiques de harcèlement des personnes migrantes (Lendaro et Roland, 2022 ; Welander, 2021), les forces de l'ordre renforcent paradoxalement la volonté de ces jeunes de se rendre au Royaume-Uni :

« Pendant une minute, ils m'ont aspergé avec leur gazeuse, et m'ont frappé. Ça, c'est vraiment la scène qui m'a fait détester la France [...] Même s'ils me donnent une carte de séjour de 10 ans, je ne reste pas en France (il pleure) »
(Jamal)

Tous les mineurs n'ont pas une expérience personnelle délétère dans leurs interactions avec les autorités. Ainsi Youssef, qui refusait initialement une mise à l'abri par l'influence des discours négatifs de ses pairs soudanais, a changé sa perspective après qu'un de ses amis ait obtenu des papiers en France :

« Les gens qui disaient que c'était impossible la France, et qu'il fallait passer en Angleterre, jusqu'à aujourd'hui ils sont dans la Jungle ! [...] Et donc tu les rencontres, et ils te disent 'je te jure, ici ils ne donnent pas de papiers, moi, qui suis devant toi, j'ai donné mes empreintes et ils ne m'ont pas donné de papiers' [...] Mais petit à petit, j'ai vu qu'il y a des gens qui réussissaient. Je me suis dit qu'ils avaient dit n'importe quoi. Et donc j'ai décidé de rester en France »
(Youssef)

Se reposer sur les informations partagées par les communautés de pairs peut visibiliser des expériences sélectives de personnes qui par choix ou par dépit se tiennent à distance des autorités et qui ne perçoivent pas d'évolution dans leur situation administrative. Néanmoins, lorsque les jeunes sont confrontés à des exemples contraires, leurs certitudes sont alors modifiées. Confrontés à des exemples similaires de stabilisation réussie en France, comment expliquer que certains jeunes choisissent de demeurer sur les « Jungles » ?

Le coût des choix rationnels

Lors de leur passage à Calais, les MNA peuvent hésiter entre continuer à tenter le passage vers le Royaume-Uni, accepter une mise à l'abri en protection de l'en-

fance pour se stabiliser en France ou, pour certains cas limités, entreprendre des démarches de réunification familiale. Ces différents choix comportent des contraintes et des coûts différents. Pour les jeunes, connaître ces différentes contraintes aux-quelles ils vont faire face va déterminer leurs choix et leurs trajectoires.

Ainsi, bien que présentée comme inconditionnelle, la mise à l'abri en protection de l'enfance comporte des contraintes pour les jeunes. La première porte sur la socialisation. Partir en foyer implique pour certains jeunes de se couper de liens présents sur les campements comme dans le cas de Zakaria. La mise à l'abri aurait pour conséquence de le séparer de son groupe sans pour autant faire avancer son objectif d'atteindre le Royaume-Uni.

La seconde contrainte tient aux conditions de vie à endurer et à l'attente. Si la vie sur la Jungle est épuisante et dangereuse (Unicef, 2016), la vie en foyer n'est pas toujours vue comme attrayante. Le manque d'intimité, la promiscuité, l'ennui dû aux manques d'activités, les consignes à respecter, la qualité de la nourriture sont des motifs de griefs (Uzureau, 2022). Et ces conditions de vie sont d'autant plus dures à endurer qu'il faut y ajouter l'attente des différentes procédures.

« J'ai demandé aux jeunes qui vivaient là-bas. Je leur ai dit 'si je veux demander à être reconnu mineur, ça marche comment ?' Ils m'ont dit 'tu viens, tu restes un, deux, trois mois, tu demandes, tu fais un entretien, et ensuite ils te trouvent un logement' [...] Mais je ne voulais pas. À Saint-Omer, ils ne t'envoient même pas à l'école. Les gens restent là à s'ennuyer. C'est tout. Je n'ai pas aimé »
(Ayman)

Une attente parfois vide de sens et sur laquelle les jeunes n'ont aucune prise (Vitus, 2010). Or, ils estiment ne pas avoir de temps à perdre. Leur migration s'est doublée d'une immobilité existentielle (Hage, 2009; Wyss, 2022) qu'il leur faut combler au plus vite en débutant une nouvelle vie, en obtenant des papiers, en retournant à l'école, en apprenant un métier. Face aux incertitudes, certains choisissent de retourner sur les « Jungles » dans l'espoir de passer au Royaume-Uni où ils espèrent que les procédures seront plus faciles.

A contrario, l'attente sur les campements est d'une nature différente et, selon les jeunes interrogés, apporte la sensation d'avoir un peu de prise sur son parcours. Les succès de ceux qui passent entretiennent l'espoir d'un passage prochain. En revanche, l'épuisement et les échecs répétés amènent certains jeunes à considérer d'autres perspectives. Vivre sur les « Jungles » ou demander à se stabiliser constituent deux épreuves d'endurance aux modalités différentes que peuvent expérimenter les jeunes présents dans le Calaisis. Face à des difficultés dans une des deux épreuves, les jeunes peuvent essayer l'autre solution ou s'appuyer alternativement sur les deux.

Conclusion

L'accès à l'information des MNA en situation de migration dépend des liens et des réseaux sur lesquels ils peuvent s'appuyer tout au long de leur migration en Europe. Ces liens peuvent dessiner une migration en autonomie sans contact avec les autorités ou s'appuyer à certains moments sur certaines ressources offertes par les institutions. Confrontés à des pouvoirs publics qui tentent de contrôler et de restreindre, parfois violemment, leur mobilité, les mineurs entretiennent un rapport ambivalent à l'État, à la fois vu comme une menace et un espoir (Le Courant, 2022). Expériences vécues, rumeurs entendues et situations constatées sur le terrain alimentent alors la peur ou l'espoir et dessinent les horizons possibles. Toutefois, même en accordant du crédit aux « bonnes informations » que les autorités souhaitent leur délivrer, les mineurs n'adoptent pas toujours le comportement que ces dernières attendent. Les prises en charge qu'ils expérimentent leur apprennent en effet que celles-ci n'ont rien d'inconditionnelles et exigent d'eux des formes de contreparties, d'endurance et de transparence, sans garantie de succès. Face à ces incertitudes entretenues par des autorités perçues comme illisibles et arbitraires, certains MNA choisissent alors de reprendre la route de l'errance.

Bibliographie

- AGIER M., BOUAGGA Y., GALISSON M., HANAPPE C., PETTE M. et WANNERSON P. (2018), *La jungle de Calais*, Ed. Presses Universitaires de France, Paris, 218 p.
- ALLSOPP J. (2017), Unaccompanied minors and secondary migration between Italy and the UK, Research Brief 8, *Becoming adult project*, 4 p.
- AUGER-VOYER V., MONTERO-SIEBURTH M. et PEREZ L.C. (2014), Chasing the European Dream: Unaccompanied African Youths' Educational Experience in a Canary Islands' Reception Centre and Beyond, in *Education Policy Analysis Archives*, vol. 22 (n° 76), p. 1-23.
- BAILLEUL C. et SENOVILLA HERNÁNDEZ D. (2016), Dans l'intérêt supérieur de qui? enquête sur l'interprétation et l'application de l'article 3 de la Convention internationale des droits de l'enfant dans les mesures prises à l'égard des mineurs isolés étrangers en France, MIGRINTER, Poitiers, 145 p.
- CHAMAYOU G. (2015), *Les chasses à l'homme*, Ed. La Fabrique, Paris, 161 p.
- CLAVÉ-MERCIER A. et RIGONI I. (2017), Enquêter sur les migrations : une approche qualitative, in *Migrations Société* vol. 1 (n° 167), p. 13-28.
- DÉFENSEUR DES DROITS (2018), *Exilés et droits fondamentaux, trois ans après le rapport Calais*, Défenseur des droits, 76 p.
- DEKKER R., ENGBERSEN G., KLAVER J. et VONK H. (2018), Smart Refugees: How Syrian Asylum Migrants Use Social Media Information in Migration Decision-Making, in *Social Media + Society*, vol. 1 (n° 4), p. 1-11.

DERLUYN, I. et BROEKAERT, E. (2005), On the way to a better future: Belgium as transit country for trafficking and smuggling of unaccompanied minors, in *International Migration*, 2005, vol. 43, (n° 4), p. 31-56.

EULE T.G., BORRELLI L.M., LINDBERG A. et WYSS A. (2018), Migrants before the law : contested migration control in Europe, Ed. Palgrave Macmillan, Cham, 264 p.

FRANCE TERRE D'ASILE (2014), Les migrants et le calaisis. Quelle sortie de crise?, France Terre d'asile, 15 p.

FRANCE TERRE D'ASILE (2021), Rapport de terrain, fiche 24, FTDA, https://www.france-terre-asile.org/images/Rapport_terrain_2021/FTA-terrain-fiches_24.pdf

GRZYMALA-KAZLOWSKA A. (2016), Social Anchoring: Immigrant Identity, Security and Integration Reconnected?, in *Sociology*, vol. 50 (n° 6) p. 1123- 1139.

GUENEBAUD C. et LENDARO A. (2020), Mettre le feu aux poudres ou passer inaperçu? Stratégies de résistance à Lampedusa et à Calais, in *Cultures Conflits*, vol. 117 (n° 1) p. 79-96.

GUERIN A. (2019), Arrêt Khan contre France de la CEDH : l'arbre qui cache la Jungle, in *Journal d'actualité des droits européens* vol. 17, p. 1-4.

HAGE G. (2009), Waiting, Ed. Melbourne Uni Press, Melbourne, 246 p.

HAMERŠAK M. et PLEŠE I. (2021), Passing by In/Visibly: The Lone Child in the Croatian Section of the Balkan Refugee Corridor, in *Journal of Borderlands Studies*, Routledge, vol. 36, p. 219-237.

LE COURANT S. (2022), Vivre sous la menace: les sans-papiers et l'État, Ed. du seuil, Paris, 359 p.

LENDARO A. et ROLAND B. (2022), Protection or Dissuasion? Experiences of Unaccompanied Children with the Border Regime in France, in *Monitor ISH: Journal for the Humanities and the Social Sciences*, vol. 24 (n° 1) p. 119-147.

PALMAS L.Q. (2021), « Now is the real Jungle! » Institutional hunting and migrants' survival after the eviction of the Calais camp, in *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 39 (n°3) p. 496-513.

PAPADOPOULOS D. et TSIANOS V.S. (2013), After citizenship: autonomy of migration, organisational ontology and mobile commons, in *Citizenship Studies*, Vol. 17 (n°2), p. 178-196.

PETTE M. (2016), Venir en aide aux migrants dans le Calaisis, in *Savoir/Agir*, vol. 36 (n° 2) p. 47-52.

REFUGEE RIGHTS EUROPE (2021a), Cinq ans plus tard, une analyse de la situation à la frontière franco-britannique depuis la démolition de la "Grande Jungle" de Calais, 55 p.

REFUGEE RIGHTS EUROPE (2021b), The failure of French authorities to respect, protect and guarantee the rights of at-risk unaccompanied children (UAC) at France's internal land borders (French-Italian, French-Spanish and French-British), 31 p.

ROLAND B. (2021), France, in Reflexive methodology report 8.3. Migrant children and communities in a transforming Europe, p. 10-37.

SCHAPENDONK J., VAN LIEMPT I., SCHWARZ I. et STEEL G. (2020), Re-routing migration geographies: Migrants, trajectories and mobility regimes, in *Geoforum*, vol. 116 (n° 11) p. 211-216.

SCHEEL S. (2017,) Real fake? Appropriating mobility via Schengen visa in the context of biometric border controls, in *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol.44 (n° 16), p. 2747-2763.

SCHMOLL C. (2020), Les damnées de la mer: femmes et frontières en Méditerranée, Ed. La Découverte, Paris, 247 p.

TAZZIOLI M. (2018), Containment through mobility: migrants' spatial disobediences and the reshaping of control through the hotspot system, in *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 44 (n° 16), p. 2764-2779.

THOMPSON A., TORRES R.M., SWANSON K., BLUE S.A. et HERNÁNDEZ Ó.M.H. (2019), Re-conceptualising agency in migrant children from Central America and Mexico, in *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 45 (n° 2), p. 235-252.

TRIMIKLINITIS N., PARSAVOGLOU D., & TSIANOS V. (2015), Mobile Commons, Migrant Digitalities and the Right to the City, Ed. Palgrave Macmillan UK, London, 144 p.

UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES (2018), C'est bien qu'on nous écoute - intérêt supérieur, accès à une protection et à une solution durable, expériences et points de vue d'enfants non accompagnés étrangers en France, UNHCR, 84 p.

UNITED NATIONS INTERNATIONAL CHILDREN'S EMERGENCY FUND (2016), Ni sains, Ni saufs, enquête sur les mineurs isolés dans le nord de la France, UNICEF, 116 p.

UZUREAU O. (2022), Hidden trajectories: unravelling unaccompanied minors' experiences of mobility and bordering in Europe, Doctoral Dissertation, Ghent University, 329 p.

UZUREAU O., LIETAERT I., SENOVILLA D. et DERLUYN I. (2022), Unaccompanied adolescent minors' experiences of exception and abandonment in the Ventimiglia border space, in *Politics and Governance*, vol. 10 (n° 2), p. 267-278.

VITUS K. (2010), Waiting Time: The de-subjectification of children in Danish asylum centres, in *Childhood*, vol. 17 (n° 1), p. 26-42.

WELANDER M. (2021), Refugees, displacement, and the European politics of exhaustion, in *International migration*, vol. 59 (n° 3), p. 29-46.

WYSS A. (2022), Navigating the European Migration Regime: Male Migrants, Interrupted Journeys and Precarious Lives, Ed. Bristol University Press, Bristol, 200 p.



{PAROLES DE JEUNES}

Stephen Ngatcheu- L'avenir de l'Afrique

L'avenir de l'Afrique- Stephen Ngatcheu

Je suis Stephen Ngatcheu, en tant qu'Africain vivant en occident, je me considère plutôt comme un explorateur et la migration comme une opportunité d'explorer le monde et de découvrir de nouvelles cultures. Pour moi, la migration ne doit pas être perçue comme une fuite, mais plutôt comme une aventure qui nous permet de grandir et de nous développer en tant qu'individus.

Cependant, je suis conscient que l'immigration peut causer des problèmes, tant pour les pays d'origine que pour les pays d'accueil. C'est pourquoi je suis convaincu que nous devons agir pour encourager que les Africains puissent rester chez eux.

Pour moi, la principale cause de l'immigration est le manque d'opportunités économiques en Afrique. Beaucoup de jeunes Africains sont confrontés à un avenir incertain et à un manque de perspectives d'emploi, ce qui les pousse à chercher une vie meilleure ailleurs. Nous devons donc travailler à créer des emplois et des opportunités économiques pour ces jeunes.

Je suis personnellement engagé dans cette mission, en travaillant dur pour acquérir les compétences dont j'ai besoin pour retourner en Afrique et contribuer à son développement. Je suis convaincu que je peux apporter une contribution significative en aidant à créer des centres de formation spécialisés qui aideront à créer des emplois et à stimuler l'entrepreneuriat.

Je crois que pour réussir dans cette mission, nous devons créer un environnement où le rêve africain est possible. Cela signifie refaire certaines mentalités et avoir la capacité de se projeter et de rêver grand. Les Africains ont leur propre génie, et c'est à nous de créer un environnement qui nous permettra d'éclore.

Je suis fier de mon héritage africain, et je suis convaincu que l'Afrique a un avenir radieux. Nous devons travailler ensemble pour créer un avenir où les jeunes Africains peuvent réaliser leur plein potentiel, où l'entrepreneuriat est encouragé et où les opportunités sont abondantes.

Pour terminer, je suis convaincu que nous pouvons mieux gérer les migrations en créant des opportunités économiques pour les Africains chez eux. Je suis engagé dans cette mission et je travaille dur pour acquérir les compétences dont j'ai besoin pour contribuer à la création de cet avenir. Je suis convaincu que si nous travaillons ensemble, nous pouvons créer un avenir où l'Afrique sera prospère et où les Africains pourront réaliser leur plein potentiel.

Stephen Ngatcheu est l'auteur de « Chez moi ou presque », Dacres éditions, 2020
Il prépare actuellement son deuxième livre, « Le mystère de mes ancêtres »



Stephen Ngatcheu, chez lui (ou presque) à Chambéry



Croquis : Eddy Vaccaro

{Dossier 2}

**Territorios de protección (o desprotección)
de los menores que migran solos en España**

Presentación del dossier 2

TERRITORIOS DE PROTECCIÓN (O DESPROTECCIÓN) DE LOS MENORES QUE MIGRAN SOLOS EN ESPAÑA

Chabier GIMENO MONTERDE

Las migraciones infantiles y juveniles que protagonizan este número de Jeunes et Mineurs en Mobilité han sido abordadas de formas muy diversas en cada territorio del actual Reino de España. Como en otros Estados europeos, la responsabilidad administrativa y política sobre la acogida a estas niñas, niños y adolescentes que migran solos recae en las autoridades regionales, aquí denominadas Comunidades Autónomas. Y, como también es común en el contexto sureuropeo, el rango de adaptación de las políticas públicas a este perfil migratorio ha reflejado las grandes diferencias regionales en el desarrollo de los servicios sociales, así como las orientaciones políticas de los gobiernos locales (Giovannetti, 2016), más o menos adheridas al concepto de hospitalidad.

Este último factor, las diferentes adscripciones de las políticas públicas a la hospitalidad, se examinan en los tres artículos que siguen, reflejando tres realidades muy distantes. Por un lado, una comunidad autónoma fronteriza con Francia, en el caso de Aragón, escasamente poblada y con un rol económico secundario en el contexto español, que ha implementado programas específicos para adaptar sus servicios sociales a los cambios en el flujo migratorio que aquí observamos. Por otra parte, una administración como la catalana, en un territorio económica y demográficamente con gran peso en el territorio español, cuyas políticas de acogida presentan evidentes contradicciones, a la vista de los testimonios de los jóvenes entrevistados para el artículo. Y, en tercer lugar, la Comunidad Autónoma vasca, densamente poblada y con una posición de liderazgo económico frente al resto, con políticas más orientadas a la inserción laboral y, por tanto, a la empleabilidad, como factor que condiciona la voluntad política local.

Al contrario de lo que ocurre al norte de los Pirineos, en sociedades como la francesa, en la que los adolescentes que migran solos pueden solos pueden descansar y reponerse gracias al apoyo que reciben de los colectivos y asociaciones ciudadanas solidarias, tal y como lo recoge Océane Uzureau en su artículo, en España el tejido asociativo apenas ha desplegado su red de protección para cubrir aquellas necesidades que las administraciones locales dejan a la intemperie. Con un desarrollo del asociacionismo muy condicionado por su progresiva profesionalización y su especialización en la prestación de servicios a las administraciones públicas (Alberich, 2007), el espacio para la hospitalidad, en tanto que acción comunitaria, queda como una fortaleza pendiente de desarrollar. Y esto es clave, para analizar la posible evolución de las políticas públicas aquí estudiadas.

Las aportaciones en este dossier nos son muy útiles para pasar del análisis del progresivo deterioro de los dispositivos de acogida a la infancia y la adolescencia que migra sola, a un rol más propositivo y emancipador. Sea cual sea el contexto local, con mayor o menor presupuesto, con mayor o menor afinidad a las políticas emancipatorias, podemos pasar a tomar conciencia, en el sentido que nos proponía Paulo Freire (1992), de nuestras tres libertades. Hay formas institucionales y no institucionales de hospitalidad al sur de los Pirineos. Sea cual sea el contexto político, ambas pueden desplegarse, complementándose o compensándose. De la misma forma que las limitaciones administrativas que coartan esta primera libertad a la movilidad pueden ser transformadas. Son creaciones humanas y, por tanto, temporales y, según la tercera libertad, admisibles o eludibles, en función de nuestro derecho a avanzar.

Como también plantean Graeber y Wengrow (2022), somos seres humanos. Hemos vivido gran parte de nuestra historia yendo y viniendo de diferentes sistemas políticos, durante 150.000 años. Ante quienes se posicionan como administraciones, organizaciones políticas u otras formas colectivas de manera hostil contra la movilidad de personas, es hora de preguntarnos lo mismo que han hecho estos dos científicos sociales: “¿cómo nos hemos quedado atascados en la actual forma de organización social?”. En nuestro caso, ¿pueden atascarse las administraciones locales en una labor de control fronterizo, fracaso tras fracaso? Más bien, las migraciones climáticas y otras movilidades recientes nos dicen que mañana, en un sentido histórico global, todas estaremos en la posición de querer abandonar nuestras comunidades, todas ellas temporales, para buscar otros espacios donde instalarnos. La hospitalidad será clave en tales procesos.

Bibliografía

- ALBERICH, T. (2007), Contradicciones y evolución de movimientos sociales en España, in *Documentación social* 145, p. 183-210.
- FREIRE, P. (1992), Pedagogía de la Esperanza. Buenos Aires: Siglo XXI.
- GIOVANNETTI, M. (2016), I comuni e le politiche di accoglienza dei minori stranieri non accompagnati. Roma: Cittalia-ANCI.
- GRAEBER, D. y WENGROW, D. (2022), El amanecer de todo. Una nueva historia de la humanidad. Madrid: Editorial Ariel.

Estrategia aragonesa para los niños, niñas y adolescentes que migran solos: el sistema de protección ante las migraciones juveniles

CHABIER GIMENO MONTERDE

UNIVERSIDAD DE ZARAGOZA

CHABIERG@UNIZAR.ES

Introducción

Los niños, niñas y adolescentes que migran solos han planteado de forma global un nuevo reto a las instituciones públicas responsables de la protección de la infancia (Bhabha, Kanics & Senovilla, 2018). En el contexto español, las administraciones públicas responsables de su acogida se sitúan en el nivel regional¹ y han desarrollado dispositivos e itinerarios de incorporación con diferentes grados de adaptación a este perfil (Rodríguez y Gimeno, 2019). De forma que, como señala de forma recurrente la literatura (Quiroga, 2010; Gimeno, 2018), las vulnerabilidades específicas de estas personas adolescentes no les permiten acceder a sus derechos de la misma forma en todas las Comunidades Autónomas, ni como menores ni posteriormente como jóvenes en edad adulta. En este artículo vamos a analizar la relación entre las políticas públicas de la comunidad autónoma de Aragón² y la movilidad e inmovilidad en las trayectorias de estos jóvenes.

Las migraciones infanto-juveniles a España y Aragón

Las migraciones infanto-juveniles han desbordado a las instituciones públicas responsables de la protección de la infancia en el sur de Europa, desde principios de este siglo (Menjívar y Perreira, 2019). Estas no han armonizado sus políticas (Kanics, Senovilla y Touzenis, 2010), que se encuentran tensionadas por el régimen de fronteras y sus estrategias de control. En contraposición, los mandatos éticos de las profesiones de la intervención social implicadas, así como las organizaciones humanitarias y de defensa de los derechos civiles, demandan la priorización de la protección de cualquier menor, sea cual sea su *status jurídico* (McLaughlin, 2017; Senovilla, 2017).

En el contexto español, este flujo ha atravesado ya dos ciclos migratorios (Quiroga y Chagas, 2021). Un primero en los que dos tercios de los menores eran magrebís, una cuarta parte subsaharianos y el resto de países asiáticos (Save the Children, 2018). De entre ellos, apenas un 5% eran niñas y adolescentes que viajan solas o mal acompañadas. En el actual segundo ciclo migratorio, que comienza en 2016 y alcanza su mayor incidencia en los años 2017 y 2018, la mayoría de los servicios sociales especializados, responsables regionales de la acogida de estos adolescentes, han multiplicado de nuevo los recursos residenciales y humanos (Gimeno y Gómez,

¹ En España, las regiones se denominan “comunidades autónomas”.

² Territorio al noreste de la Península Ibérica, fronterizo entre los estados español y francés.

2021). Todo ello, mayoritariamente, de acuerdo con entidades privadas, con y sin ánimo de lucro. Y siguiendo, de esta forma, la tendencia tradicional en las políticas públicas en protección de la infancia y la adolescencia: regulación y financiación públicas con ejecución desde el sector privado (Monteros, 2018).

Al igual que ocurre en el contexto europeo, en España esta acogida tampoco está armonizada en el nivel local. Frente a otras comunidades autónomas más pobladas, que han precarizado la acogida, como es el caso de Madrid (Castillo y García, 2021), en Aragón, una comunidad más despoblada que la media, la acogida se caracteriza por la innovación en la atención a estos jóvenes y la ampliación tanto de la tipología de dispositivos como de la capacidad de acogida residencial (Gimeno y Gómez, 2021). Así, en sus tres provincias se acoge actualmente a jóvenes varones (98,7%), con orígenes mayoritariamente africanos (82,5% magrebís y 10,3% subsaharianos) que son detectados en edades próximas a la mayoría de edad: el 60,3% tienen 16 años o más (Gimeno y Mendoza, 2022).

Uno de los factores que ha favorecido esta innovación y ampliación de la política pública aragonesa es que, desde 2016, el Instituto Aragonés de Servicios Sociales (IASS)³ ha propuesto a la universidad pública (Universidad de Zaragoza)⁴ y al *Observatoire de la Migration des Mineurs* (Migrinter- CNRS- Universidad de Poitiers, Francia)⁵ que le acompañasen en la detección y superación de barreras sociales, jurídicas y administrativas a la integración de esta población (p.e. dificultades en el acceso a la autorización de residencia), dependientes mayoritariamente del nivel administrativo estatal, armonizado con el actual régimen de fronteras sureuropeo (López y Godenau, 2016).

Acompañar a la administración local

A partir de la visita del coordinador del citado *Observatoire* a Aragón en 2016, la Universidad de Zaragoza ha colaborado con el Instituto Aragonés de Servicios Sociales en diversos contratos de investigación, cuyos resultados debían tener forma de propuestas de mejora en la acogida de los menores en situación de migración independiente. Este texto forma parte de un análisis, actualmente en marcha, de esa colaboración y de sus consecuencias sobre las políticas públicas de atención a la infancia y la adolescencia que migra sola. En concreto, se observan y analizan dos fases de colaboración entre diferentes actores territoriales.

Una primera fase, en 2019, en la que el IASS encargó a la universidad la organización de cinco mesas técnicas, entre profesionales del instituciones públicas y privadas, que debían concluir en la elaboración de informes donde se reflejasen las dificultades en la acogida y las recomendaciones para su superación. Las mesas se celebraron en este orden cronológico:

³ Ver la web de la Mesa Técnica SAIA (Sistema de Atención a la Infancia y la Adolescencia): <https://www.aragon.es/-/mesa-tecnica-saia>

⁴ Ver la web de esta universidad sobre migraciones juveniles: <https://migration.unizar.es/>

⁵ Ver la información sobre esta colaboración en la web del OMM: <https://o-m-m.org/index.php/category/recherche-valorisation/projet-adimena/>

1. Mayoría de edad y emancipación;
2. Modelo de acogida residencial;
3. Acceso a la autorización de residencia y representación legal independiente;
4. Determinación de la edad;
5. Mediación, familia y referentes.

En estas sesiones participaron una media de 32 profesionales por mesa, incluyendo representantes del Instituto de Medicina Legal de Aragón (forenses, etc.), del Justicia de Aragón (*ombudsman* regional) y diversos departamentos del Gobierno aragonés (educación, derechos sociales, etc.). A partir de los resultados de esta experiencia se publicó una «Guía de recomendaciones para profesionales» (Gimeno, 2020)⁶.

Durante ese mismo año 2019, también se realizaron seis talleres con 65 jóvenes no acompañados (2 mujeres), dentro del proyecto ADIMENA- «Asegurar el Derecho a la Información de los Menores No Acompañados»⁷, de los cuales fueron publicados posteriormente los resultados (Senovilla y Gimeno, 2020).

En 2021, en una segunda fase de esta investigación aplicada, el IASS encargó al equipo universitario la redacción de la “Estrategia aragonesa para los niños, niñas y adolescentes que migran solos (2022-2025)”⁸. Para ello, este equipo⁹, junto a la cooperativa “Atelier de Ideas”¹⁰, implementó un grupo motor compuesto de seis profesionales participantes del sector público y privado¹¹. Este grupo trabajó sobre propuestas redactadas por el equipo universitario, validando, rechazando o ampliando los textos. Con ese primer documento, el IASS y la universidad convocaban a profesionales especializados a un taller¹². En él se discutía la propuesta del grupo motor, se ampliaban, añadían o rechazaban puntos concretos y, con toda la información recogida, se devolvía al equipo universitario que redactaba una nueva versión del documento, la enviaba al grupo motor y este la validaba en una nueva sesión

⁶ Ver la guía en la web del IASS: https://www.aragon.es/documents/20127/2152324/Gu%C3%A1a_profesional_menores_migrantes.pdf/a4281930-c4ae-2972-172b-02fac80da54a?t=1657532942989

⁷ Ver la información sobre esta colaboración en la web del OMM: <https://o-m-m.org/index.php/2020/10/23/informe-del-proyecto-asegurar-el-derecho-a-la-informacion-de-los-menores-no-acompanados-adimena-en-aragon-espagne/>

⁸ Ver la estrategia en la web del IASS: https://www.aragon.es/documents/20127/2152324/Estrategia_Menores_Migrantes.pdf/06e81923-b4fe-05ec-2080-6d415c49c640?t=1657532454978 y su presentación en Youtube en ese link: <https://youtu.be/RAGNUarTlpq>

⁹ Equipo compuesto por Chabier Gimeno (Departamento de Psicología y Sociología), trabajador social y doctor en sociología, coordinador del equipo; Begoña Heras (Departamento de Derecho Público) y abogada especializada en migraciones; y Juan David Gómez (Departamento de Psicología y Sociología), sociólogo.

¹⁰ Cooperativa especializada en facilitación: <http://www.atelierdeideas.com/>

¹¹ Dos profesionales del IASS, tres profesionales de entidades privadas que gestionan centros de acogida para el IASS y el coordinador del equipo universitario. Desde la cooperativa Atelier de Ideas, por su parte, se dinamizaban las reuniones, se tomaban las actas y se distribuía la información de cada sesión del grupo motor, de acuerdo con la universidad.

¹² Profesionales de instituciones públicas y privadas. Las instituciones estatales invitadas, dependientes de ministerios del gobierno central en Madrid, como Fiscalía de Menores o las Oficinas de Extranjería, no asistieron a ninguna sesión, ni en 2019 ni en 2021, a pesar de haber sido invitadas de forma reiterada por el gobierno aragonés. Con todo, forman parte de una mesa interinstitucional, en la que abordan la gestión de esta migración de forma colegiada entre estado y comunidad autónoma.

de trabajo. Con este esquema, se realizaron cinco talleres en los que participaron profesionales especializados en el tema tratado en cada sesión:

1. Primera atención y acogida;
2. Mayoría de edad y emancipación;
3. Apoyo y acompañamiento en el acceso a derechos (autorización de residencia, representación legal especializada e independiente, determinación de la edad);
4. Participación (familia, asociacionismo juvenil y referentes);
5. Mejora e innovación en el sistema de atención a la infancia y adolescencia (profesionales, entidades privadas y entidades públicas).

En los talleres se aprobaron los principios que inspiran el conjunto de la Estrategia y cada una de sus cinco líneas estratégicas, además de los cuarenta y cinco objetivos que se quieren alcanzar en los próximos cuatro años, así como más de ciento treinta medidas o actuaciones concretas permitiendo trasladar cada objetivo a prácticas evaluables de mejora de la acogida.

Proactividad de la administración local

El análisis de la colaboración entre un ente institucional y actores universitarios ha ofrecido dos tipos de resultados. El primero, quedó limitado al ámbito de las recomendaciones para profesionales, publicadas con formato de Guía (Gimeno, 2020). Los retos detectados en ese texto y las consiguientes propuestas de mejora, aunque no eran vinculantes para la administración, tomaban ya como referencia las orientaciones sobre buenas prácticas del Consejo de Europa (Consejo de Europa, 2019). De esta forma, se transcendía lo local y se reconocía la necesidad de basarse en evidencias establecidas en una escala mayor.

El segundo resultado de esta colaboración, en el que nos centramos en este texto, constata la proactividad de los servicios sociales especializados (a nivel autonómico), en ausencia de la administración responsable de la gestión de la migración (a nivel estatal), y su impacto en la movilidad juvenil. Esta proactividad local ante un flujo migratorio que supera su marco geográfico y, por tanto, también sus competencias administrativas, ya había comenzado en 2018, creando un “programa puente” hacia la emancipación de los menores que pasaban a la edad adulta (Programa 17 Plus)¹³.

De esta forma, el gobierno aragonés se adaptaba a un cambio en el perfil sociodemográfico de esta migración: como en otros estados sureuropeos, la edad media de los jóvenes acogidos se había incrementado durante la segunda década del siglo y se aproximaba mucho a la mayoría de edad: el 28,5 % llegaban a Aragón con 17 años o más (Gimeno, 2021). Por ello, para cerca de un tercio de los jóvenes resultaba casi imposible, en tan pocos meses, conseguir el acceso a una autorización de residencia (cuyo otorgamiento es dependiente del nivel administrativo estatal)

¹³ Anteriormente, el acceso a los programas de transición a la vida adulta se iniciaba, en términos administrativos, al cumplir la mayoría de edad. Con este nuevo programa, los jóvenes se mantienen dentro del circuito de atención desde los 17 años hasta los primeros años de su segunda década como nuevas y nuevos aragoneses.

dentro del marco de la acogida en protección de la infancia. El apoyo a los jóvenes con un nuevo programa específico que mantuviese la acogida residencial y el acompañamiento sociojurídico desde los 17 años hasta su posterior emancipación, ha permitido evitar la exclusión de un alto porcentaje de estos jóvenes. Se ha facilitado además la posible fijación de su residencia en Aragón, al menos durante sus primeros años de la edad adulta. Más si tenemos en cuenta cómo estos jóvenes evalúan y comparten la información sobre las oportunidades que cada territorio les ofrece, permitiendo situar esta comunidad autónoma menos poblada como un posible lugar donde asentarse (Gimeno, 2014).

Este tipo de respuestas proactivas por parte de una administración local también han tomado forma dentro de la Estrategia que examinamos, en la que, implícitamente, se recoge la necesidad de mantener un volumen mínimo de recursos de atención. De hecho, en el proceso de elaboración de la Estrategia se ha debatido abiertamente sobre la estabilidad de este flujo de menores migrantes, que ha pasado y previsiblemente pasará por incrementos y descensos cílicos (Gimeno y Gutiérrez, 2019). Este posicionamiento institucional evitaría situaciones de carencia en los recursos de acogida, por los que ésta y otras comunidades autónomas han pasado en la primera década del siglo, y que desembocaban en la continuación de las trayectorias migratorias de los jóvenes, ante la dificultad de acceder a sus derechos y ser atendidos en los mismos términos que los adolescentes "autóctonos" (Suárez, 2004).

Ampliar la mirada, desde la comunidad

Por tanto, de la reactividad inicial en la que se desplegaban recursos sin una estrategia global, favoreciendo así que Aragón fuese un territorio "de paso" (Gimeno, 2018), esta administración ha avanzado hacia una planificación que facilita el arraigo de los menores, con el consiguiente impacto sobre su movilidad. Y esto puede verse favorecido en un futuro por tres innovaciones que vamos a analizar más detalladamente: la ampliación de la mirada del sistema de protección; la incorporación de nuevos actores; y la implementación del enfoque comunitario.

La Estrategia aprobada culmina un proceso de diálogo que ha permitido abordar nuevas vulnerabilidades, actores y enfoques que, antes de iniciar esta colaboración, estaban "ocultos", bien por ser cuestionada su viabilidad técnica, bien por cuestionarse su legitimidad en la acogida.

En primer lugar, la línea 1 de la Estrategia incorpora objetivos que amplían la mirada del sistema de atención hacia adolescentes para los que actualmente se carece de recursos adecuados o suficientes. Por un lado, se señala que es necesario "*elaborar una estrategia para atender a la detección de perfiles con vulnerabilidades específicas en cualquiera de las fases*" (objetivo 1.8.), reconociendo así situaciones como: la violencia durante el viaje, las víctimas de trata, la explotación sexual o el abuso sexual, los solicitantes de asilo, la violencia de género, etc. (Consejo de Europa, 2019).

Por otra parte, emerge también la necesidad de incorporar la perspectiva de género y la diversidad afectivo-sexual en la primera atención y la acogida» (objetivo 1.7). Para ello, se deberán implementar durante los próximos años medidas como:

1. El diseño de un procedimiento específico de primera atención y acogida de niñas y adolescentes que migran solas.
2. La elaboración de una guía de información sobre detección de situaciones de vulnerabilidad de niñas y adolescentes que migran solas.
3. La elaboración de un acuerdo de colaboración con entidades especializadas en migración infanto-juvenil femenina en contextos de vulnerabilidad específica (Gimeno, 2017).
4. Y la incorporación de contenidos sobre la perspectiva de género, la diversidad afectivo-sexual y las migraciones juveniles femeninas al plan de formación anual de profesionales de la acogida.

De la misma forma, se reconoce la necesidad de evaluar qué necesidades tienen estos adolescentes en cuanto a su salud mental. Para lo que se propone «Garantizar la atención a la salud mental de los niños, niñas y adolescentes migrantes acogidos» (objetivo 1.10). A esta evaluación, le deberán seguir varias acciones posteriores, como el diseño de una guía de salud mental y migraciones infanto-juveniles o la incorporación de la salud mental al Plan Educativo Individual en todas las fases de la acogida de los adolescentes. En cuanto a los profesionales, la Estrategia propone la incorporación de mediación intercultural y traducción en las intervenciones (de diagnóstico, observación o terapéuticas) relacionadas con la salud mental, así como la participación de profesionales especializados en salud mental en la observación y acompañamiento en los centros residenciales, en cada fase del itinerario. Y, conscientes de las dificultades para abordar este ámbito de la salud desde las competencias profesionales de los actuales equipos, se propone, por un lado, el concierto de formación y asesoría sobre intervenciones terapéuticas con entidades especializadas y con profesionales e investigadores expertos en etnopsicología y etnopsiquiatría y, por otro lado, la formación anual del personal (del sector público y privado) sobre la salud mental infanto-juvenil en el ámbito de las migraciones.

En segundo lugar, la Estrategia incorpora nuevos actores a la atención a estos jóvenes. Actores que forman parte de escenarios y contextos que van más allá de los límites administrativos que actualmente se imponen los servicios sociales especializados en la infancia y la adolescencia. En estos escenarios, descritos en investigaciones previas (Gimeno, 2013a), las redes familiares de la familia nuclear o extensa, los grupos de pares etarios con presencia en Aragón u otros territorios europeos y la diáspora migrada, con sus manifestaciones comunitarias, religiosas, etc., emergen como actores clave para promover o diluir, según el caso, efectos positivos o negativos de la movilidad y la inmovilidad de adolescentes y jóvenes que migran solos.

En este sentido, la Estrategia apuesta por la incorporación al itinerario de acogida de aquellas variables relacionales que favorezcan el arraigo de los jóvenes a la sociedad de destino. De esta forma, se reconoce a la familia (nuclear y extensa) como

un actor legítimo en la intervención y se incorporan propuestas de vinculación entre equipos profesionales y familiares (Gimeno y Mendoza, 2022), rompiendo así la tendencia previa de los sistemas de protección tendentes a actuar “*como si la familia no existiese*” (Peris, 2015).

Conocedores de las dificultades de los jóvenes para establecer vínculos positivos con la comunidad donde se sitúan los centros de acogida (Sirriyeh y Ní Raghallaigh, 2018), los profesionales participantes en el proceso de elaboración de la Estrategia han propuesto favorecer la capacitación de jóvenes migrantes referentes o “*role models*”. Estos, tras un periodo de captación y formación, pueden difundir entre los jóvenes acogidos estrategias exitosas de inclusión a partir de la transmisión de relatos de experiencias biográficas en primera persona.

Con el fin de promover esos mismos vínculos comunitarios, otras medidas de la Estrategia proponen el establecimiento de estrategias propias de participación de estos referentes o “*role model*” en proyectos de sensibilización social contra el racismo, la rumorología o la discriminación contra los jóvenes migrantes. Asimismo, se fomenta la participación activa de los jóvenes migrantes en el ámbito comunitario (deporte, cultura local, etc), el apoyo al asociacionismo o las acciones para garantizar el ejercicio de los derechos relacionados con su libertad religiosa, ideológica y de culto (Ní Raghallaigh, 2011).

Y, en tercer lugar, en respuesta a las dificultades para abrir centros de acogida o a los discursos de estigmatización sobre esta migración (Gómez, Aguerri y Gimeno, 2021), el IASS propone abordar la acogida residencial desde un enfoque comunitario con un enfoque que combine atención a las necesidad específicas del colectivo pero con una perspectiva de interés general. Por lo tanto, se necesita plantear desde el inicio una intervención orientada a la comunidad, contando con aportaciones que superen la intervención asistencial e impliquen la participación de todos los actores locales, incluida la ciudadanía, los recursos técnicos (públicos y privados), los diferentes niveles de las administraciones, así como las iniciativas privadas de carácter empresarial (Gimeno y Álamo, 2018).

Así, de acuerdo a lo aprobado en la Estrategia, este enfoque debe incorporarse «en la planificación y gestión de los centros de acogida» (objetivo 1.6.), pasando a ser un requisito en los conciertos con las entidades privadas de gestión. Para facilitar este cambio de paradigma, el desarrollo de la Estrategia incluirá la creación de un catálogo de buenas prácticas de relación de los centros de acogida con su territorio, así como un documento-guía sobre apertura de centros y estrategias para el establecimiento de relaciones comunitarias.

Discusión

A la vista de todos estos cambios realizados en la política pública de acogida a jóvenes que migran solos en Aragón, proponemos a continuación el análisis de tres factores que pueden influir en la decisión de estos jóvenes de continuar su movilidad

o instalarse definitivamente en este territorio.

El primer factor es la colaboración entre distintos niveles de la administración pública. La distancia entre el ámbito estatal y el regional (o autonómico) que se ha reflejado en la elaboración de esta Estrategia, no se da en otros ámbitos. De forma que, aunque el nivel estatal no se ha implicado en el diseño de mejoras en la acogida que es responsabilidad de los servicios sociales especializados a nivel regional, sí que han existido comisiones interinstitucionales durante los últimos tres años para abordar aspectos de responsabilidad estatal que afectan a la atención de estos menores: acceso a la autorización de residencia, seguridad pública en el entorno de los centros de acogida, determinación de la edad, etc. Los contenidos de ambos espacios de colaboración son diferentes, y nos remiten a la permanente paradoja de “protección vs control” en la que se sitúan los estados europeos con respecto a la población que nos ocupa (Gimeno, 2013b). Así, la ausencia de la administración estatal en espacios en los que se debaten medidas que facilitan el arraigo tiene un doble efecto. Por un lado, al debilitar las posibilidades de empleabilidad que dependen de la autorización de residencia, responsabilidad del Estado, dificulta la instalación definitiva de los jóvenes en el territorio.

Por otro lado, la ausencia de representantes estatales en la redacción de la Estrategia acentúan la percepción de su rol de control migratorio y su desresponsabilización respecto a los efectos negativos que tal rol genera en las comunidades locales: sinhogarismo, presencia en squats, infracciones delictivas y otros escenarios donde se sitúan los jóvenes excluidos de la autorización de residencia. Este rol de control y de filtro administrativo para evitar el “efecto llamada” (Gimeno y Gutiérrez, 2019) está más expuesto a la presión de los discursos xenófobos y racistas contra estos jóvenes y podría estar retrayendo la implicación del Estado en la mejora de su acogida por los servicios sociales regionales (Olivier et al., 2017).

En segundo lugar, los representantes profesionales han planteado y han conseguido introducir en la Estrategia propuestas que hasta ahora permanecían fuera del debate, al carecer de un espacio donde abordarse. Así, la Estrategia indica que se avanzará en la promoción de espacios técnicos estables entre profesionales, en la formación de estos y en la mejora de la definición de los perfiles profesionales y sus funciones técnicas. Todo ello favorecería, si la Estrategia se desarrolla de acuerdo a sus principios inspiradores (colaboración, innovación, interculturalidad, etc.), una mejor praxis profesional en la acogida y, por consiguiente, también un mayor arraigo e inclusión de los jóvenes en las comunidades locales. Con todo, la literatura advierte sobre la necesidad de incluir dentro de estas mejoras la estabilidad de los empleos del sector asistencial. Sin embargo, la posición de algunos actores privados y del gobierno aragonés, siguiendo la trayectoria previa de relaciones entre sector público y privado en el ámbito de la protección de la infancia (Monteros, 2018), han dejado fuera de la Estrategia las propuestas de supervisión de las condiciones laborales de los trabajadores de las entidades privadas contratadas para la acogida. Estas dificultades para introducir garantías sobre las relaciones laborales existentes en las entidades privadas como parte del diseño de una política pública es un factor de riesgo, por el efecto que tiene sobre los jóvenes acogidos la precariedad laboral

de los profesionales que les acompañan (Meagher et al., 2016). A la precariedad se unen las dificultades para ofrecerles, dada esa inestabilidad en el empleo, formaciones adecuadas para relacionarse con jóvenes con perfiles muy alejados de los descritos en los contenidos formativos de las universidades de trabajo social europeas (McDonald 2016).

En tercer lugar, también nos interesamos por el impacto de los eventuales futuros cambios en la representación política en el nivel regional, en cuanto a la continuidad, modificación e incluso posible supresión de las medidas acordadas en la Estrategia, y el efecto de esos cambios sobre la movilidad de los jóvenes acogidos. Los cambios en las políticas públicas locales están vinculados, a menudo, a los cambios en las orientaciones políticas de parlamentos, ayuntamientos, etc. (Giovanetti, 2016). Esta incertidumbre debilita la implementación de las medidas acordadas en la Estrategia, que quedan pendientes de próximos períodos electorales en la escala regional.

Al mismo tiempo, este escenario, aparentemente ajeno a la gestión de la reconstrucción de la vida cotidiana de los jóvenes acogidos (Kohli, 2006), se ve tensionado por los discursos que desarrollan narrativas excluyentes en torno a estos jóvenes migrantes de “welfare chauvinism” (Plener et al., 2017) y “welfare tourism” (Keskinen, 2016). Tales discursos, que reclaman que los servicios sociales atiendan única o prioritariamente a jóvenes “nativos”, condicionan algunas medidas propuestas en la Estrategia para favorecer el arraigo de los jóvenes (acceso a formación profesional con contrato de trabajo, etc), por temor a las retóricas de abuso del Estado del Bienestar, a las que no se contrapone, en el caso estudiado, una política pública propia de comunicación. Ámbito este, la sensibilización, que está recogido en la Estrategia. En su objetivo 5.8.1. se propone la “creación de un grupo estable de trabajo, con la participación de responsables de instituciones públicas, entidades de gestión, Universidad de Zaragoza y jóvenes migrantes sobre sensibilización, estigmatización e interculturalidad en las migraciones juveniles, orientado tanto a la sociedad como a los actores que intervienen en la acogida”.

En suma, el proceso participativo mediante el que ha nacido la Estrategia contribuye a crear factores que, en el caso de continuar desarrollándose en el futuro, favorecerán los factores de arraigo para las personas menores y jóvenes que migran solas. Como toda investigación aplicada, la nuestra tiene todavía pendiente (*pending research*) la observación de la implementación de esta Estrategia. Esta, diseñada desde el consenso entre actores territoriales muy diversos, se enfrenta ahora a un contexto político marcado por el impacto de los populismos excluyentes sobre los servicios sociales.

Bibliografía

BHABHA, J., KANICS, J. & SENOVILLA, D. (eds.) (2018), Research Handbook on Child Migration, Cheltenham: Edward Elgar.

CASTILLO, A. Y GARCÍA, T. (2021), De las demandas, respuestas y tensiones en la Comunidad de Madrid, en V. QUIROGA Y E. CHAGAS (Ed.), Empuje y audacia. Migración transfronteriza de adolescentes y jóvenes no acompañados/as, Madrid: Siglo XXI, p. 231-258.

CONSEJO DE EUROPA (2019), Cómo transmitir información adaptada a los niños en situación de migración: Un manual para los profesionales de primera línea, Strasbourg, Council of Europe.

GIMENO, C. (2013a), Jóvenes que migran solos. Actores y escenarios fuera de los sistemas de protección de menores, en *Alternativas: cuadernos de trabajo social*, vol. 20, p.41-56.

GIMENO, C. (2013b), Trabajo Social y control migratorio. Tensiones en los Sistemas de Protección de Menores, en *Portularia*, vol. 13 (2), p.15-24.

GIMENO, C. (2014), Buscavidas. La globalización de las migraciones juveniles, Zaragoza: Prensas Universitarias de Zaragoza.

GIMENO, C. (2017), Propuestas de protección para las menores extranjeras prostituidas. En A. JIMÉNEZ (coord.), Reconstruyendo un mundo con ojos de niñas, Granada: Ed. GEU, p. 231-258.

GIMENO, C. (2018), Retos de la acogida residencial a menores que migran solos: hacia un Trabajo Social transnacional, en *Cuadernos de Trabajo Social*, vol. 31(1), p. 95-108.

GIMENO, C. (2020), Niños, niñas y adolescentes que migran solos. Guía de recomendaciones para profesionales, IASS: Zaragoza.

GIMENO, C. y ÁLAMO, J.M. (2018), Trabajo social comunitario: hacia unas políticas públicas sostenibles, en *Trabajo Social Global* vol. 8 (14), p. 167-194.

GIMENO, C. y GUTIÉRREZ, J.D. (2019), Fostering unaccompanied migrating minors. A cross-border comparison, in *Children and Youth Services Review* vol. 99, p. 36-42.

GIMENO, C. y GÓMEZ, J.D. (2021), Aragón, llegar de paso... y quedarse, en V. QUIROGA y E. CHAGAS (Eds.), Empuje y audacia. Migración transfronteriza de adolescentes y jóvenes no acompañados/as, Madrid: Siglo XXI, p. 259-280.

GIMENO, C. y MENDOZA, K. (2022), Making the family relationships of the unaccompanied youth visible: an opportunity to include a new actor in children care, in *Residential Treatment for Children & Youth*.

GIOVANNETTI, M. (2016), I comuni e le politiche di accoglienza dei minori stranieri non accompagnati, Roma: Cittalia-ANCI.

GÓMEZ, J.D., AGUERRI, J., y GIMENO, C. (2021), *Media representation of minors who migrate on their own: The 'MENA' in the Spanish press*, in *Comunicar*, vol. 66, p. 91-101.

KANICS, J., SENOVILLA, D., & TOUZENIS, K. (2010), Migrating alone: Unaccompanied and separated children's migration to Europe, París: UNESCO.

KESKINEN, S. (2016), From welfare nationalism to welfare chauvinism: Economic rhetoric, the welfare state and changing asylum policies in Finland, in *Critical Social Policy*, vol. 36 (3), p. 352–370.

KOHLI, R.KS (2006), The comfort of strangers: Social work practice with unaccompanied asylum-seeking children and young people in the UK, in *Child & Family Social Work*, vol.11(1), p. 1–10.

LOPEZ, A. y GODENAU, D. (2016), Integrated border management and irregular migration at the South European-North African border: The case of Spain, in R. BOSSONG y H. CAR-RAPICO (coords.), EU Borders and Shifting Internal Security: Technology, Externalization and Accountability, Springer International Publishing, pp. 81-100.

MCDONALD, K. (2016), The social networks of unaccompanied asylum seeking young people in the transition to adulthood, PhD dissertation, University of York.

MCLAUGHLIN, C. (2017), They don't look like children': Child asylum-seekers, the Dubs amendment and the politics of childhood in *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 44, p. 1757–1773.

MEAGHER, G., LUNDSTRÖM, T., SALLNÄS, M. y WIKLUND, S. (2016), Big business in a thin market: understanding the privatization of residential care for children and youth in Sweden, in *Social Policy & Administration*, vol. 50, p. 805-823.

MENJÍVAR, C. y PERREIRA, K. M. (2019), Undocumented and unaccompanied: Children of migration in the European Union and the United States, in *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 45 (2), p. 197–217.

MONTEROS, S. (2018), Reconfiguraciones del Estado de Bienestar español: El ejemplo de la intervención con menores extranjeros en desamparo o infractores, in A. RODRÍGUEZ y C. GIMENO (coords.), Las migraciones de jóvenes y adolescentes no acompañados. Una mirada internacional, Granada: Editorial UGR, p. 87-118.

NI RAGHALLAIGH, M. (2011), Religion in the lives of unaccompanied minors: An available and compelling coping resource, in *The British Journal of Social Work*, vol. 41(3), p. 539-556.

OLIVIER, C., SCHRÖER, W., & SCHWEPPE, C. (2017), Social work transnationally revisited, in *Transnational Social Review*, vol. 7(2), p. 123–128.

PERIS, L.F. (2015), La tutela trasnazionale condivisa come superiore interesse dei minori stranieri non accompagnati con vincoli familiari, Tesi di dottorato, Roma: Sapienza Università.

PLENER, P. L., GROSCHWITZ, R.C., BRÄHLER, E., SUKALE, T., & FEGERT, J.M. (2017), Unaccompanied refugee minors in Germany: attitudes of the general population towards a vulnerable group, in *European child & adolescent psychiatry*, vol. 26(6), p. 733–742.

QUIROGA, V. (coord.) (2010), Sueños de bolsillo. Menores migrantes no acompañados en España, Barcelona: Fundación Pere Tarrés.

QUIROGA, V. y CHAGAS, E. (coords.) (2021), Empuje y audacia. Migración transfronteriza de adolescentes y jóvenes no acompañados/as, Madrid: Siglo XXI.

RODRÍGUEZ, A. y GIMENO, C. (coords). (2018), Las migraciones de jóvenes y adolescentes no acompañados. Una mirada internacional, Granada: Editorial UGR.

SAVE THE CHILDREN (2018), Los más solos, Madrid: Save the Children España.

SENOVILLA, D. (2017), Normas y migraciones: entre gestión de la vulnerabilidad y control de la credibilidad, in Anduli-Revista andaluza de ciencias sociales, vol. 16, p. 1–17.

SENOVILLA, D. y GIMENO, C. (2020), Asegurar el derecho a la información de los menores no acompañados (ADIMENA) en Aragón, Zaragoza: IASS & Migrinter.

SIRRIYEH, A., & NÍ RAGHALLAIGH, M. (2018), Foster care, recognition and transitions to adulthood for unaccompanied asylum seeking young people in England and Ireland, in *Children and Youth Services Review*, vol. 92, p. 89–97.

SUÁREZ, L. (2004), Inmigración de los menores migrantes no acompañados, in CONRED, Actas del Seminario Europeo Menores Migrantes No Acompañados en Europa, Fundación Pere Tarres, p. 6-12.

El impacto del aumento de llegadas de adolescentes y jóvenes emigrados solos en Cataluña

Estudio de la atención simultánea en protección a la infancia y adolescencia y justicia juvenil

DIANA ULLDEMOLINS URREA, LAIA CAMPS FILOMENO, JORDI CAPARRÓS JIMENEZ, SILVIA MARTOS MARTÍNEZ Y NÚRIA CIVIT BE¹

Introducción

El Centro de Estudios Jurídicos y Formación Especializada de Catalunya (CEJFE), a través de una beca para la investigación en 2020, nos ofreció la posibilidad de estudiar la realidad que viven algunos niños y jóvenes migrados solos que llegan a Cataluña y que son acogidos por las instituciones de protección. El estudio partió de una preocupación creciente en el mundo de las personas profesionales que ejercemos el trabajo socioeducativo: la alta prevalencia de estos jóvenes en los centros de justicia juvenil que no se explica solamente por las experiencias vividas en origen, sino también por la influencia de las situaciones experimentadas durante los tránsitos en condiciones extremas y en la atención recibida en el lugar de acogida.

De este modo, el estudio (Ulldemolins et al., 2022) se centró simultáneamente en los jóvenes atendidos por la Dirección General de Ejecución Penal a la Comunidad y Justicia Juvenil (de ahora en adelante DGEPCJJ), por la Dirección General de Atención a la Infancia y Adolescencia (de ahora en adelante DGAIA) y entre los años 2017 y 2019, en cualquiera de los 7 centros educativos de cumplimiento de medidas privativas de libertad en Cataluña.

En síntesis, por un lado, se analizó el recorrido que hacen los niños y jóvenes migrados solos que, una vez en Cataluña, transitaron por centros de protección y de justicia, definiendo un itinerario errático y no deseado. En relación a las principales características de estos jóvenes, conviene apuntar que son, por encima de todo, adolescentes, chicos de entre 16 y 17 años, procedentes mayoritariamente de Marruecos, del ámbito rural y que provienen de familias con bajo nivel socioeconómico. Chicos que no disponen de documentación (sin pasaporte ni documento de autorización de residencia), con solamente un expediente abierto de desamparo; es decir, con una medida cautelar de protección, y que empezaron a cumplir la privación de libertad transcurrido un año desde el primer contacto con el sistema de protección. Un sistema de protección sobresaturado en determinados momentos y con escasa capacidad de respuesta a casos con problemáticas específicas².

¹ Profesionales de servicios de intervención social con niños y jóvenes migrados solos.

² De los 147 expedientes analizados, correspondientes a los años 2017, 2018 y 2019, la totalidad eran chicos, entre un 67% y un 83% tenían entre 16 y 17 años, más de un 85% provenían de Marruecos y en un 58'5% de los casos no constaba informado la posesión de pasaporte o documento de autorización de residencia (Ulldemolins et al., 2022: 38-43).

Así pues, partiendo del conocimiento fruto de la práctica profesional, desarrollamos una investigación para conocer cuáles son las características sociodemográficas, identificar los factores personales y contextuales y recoger propuestas orientadas a minimizar y prevenir su paso por las instituciones del sistema judicial. Para ello, se utilizó una metodología mixta, descriptiva y participativa.

El estudio se nutrió de otras investigaciones que han aportado valioso conocimiento alrededor de los procesos migratorios y vasta literatura sobre la infancia en movimiento. Además, se realizaron entrevistas a profesionales y académicos/as expertos en migraciones, racismo y la intervención socioeducativa con jóvenes migrados solos. Entre los resultados de estas entrevistas, conviene destacar que se consensuaron 6 dimensiones de análisis: origen, niño/joven, viaje migratorio, sociedad de destino, centros de protección y justicia juvenil. A partir de estas dimensiones, y con la ayuda de los grupos focales con profesionales, agentes clave y expertos, se identificaron aquellos factores de riesgo y protección considerados como más críticos, además de definir orientaciones y buenas prácticas en la intervención.

También se revisaron 147 expedientes de adolescentes migrados solos atendidos en la DGAIA y que, a su vez, en fecha 31 de diciembre de los años 2017, 2018 y 2019 constaba que cumplían una medida de internamiento en un centro de justicia juvenil³. Con estos expedientes se realizó un análisis cuantitativo, diferenciando entre presencia o ausencia (o desconocimiento) de los factores críticos previamente descritos.

Finalmente, para dar voz a los niños y adolescentes migrantes se realizaron entrevistas en profundidad a 8 chicos que habían experimentado esta doble atención en protección y justicia juvenil.

El artículo que presentamos a continuación es un extracto de la información y los conocimientos más relevantes del estudio, desde el contexto catalán, enfatizando en los factores de riesgo estructurales: sociopolíticos, derivados del propio sistema de protección y los específicos de la sociedad de destino, para llegar a identificar buenas prácticas y recomendaciones en las políticas públicas.

¿Tránsito o destino?

Es evidente el peligro en los recorridos migratorios que realizan la mayoría de estos jóvenes. Conviene mencionar que las migraciones de estos niños y adolescentes se asemejan al resto de migraciones internacionales, ya que las rutas y las expectativas de mejora son similares. Así pues, es necesario incluir la dimensión internacional de estos procesos, a la vez que deben ser tratados de forma transnacional (Jiménez, 2003).

Según sus testimonios, la forma más común de llegada al Estado español es por vía marítima o terrestre. De esta forma, se suele realizar el trayecto en patera, haciendo

³ Datos de Sini@: Sistema de registro de información de la DGAIA.

risky o saltos colectivos de la valla fronteriza en Ceuta o Melilla, después de sobrevivir a largas estancias en situación de calle y/o exponiéndose a graves peligros, que incluyen arriesgar la propia integridad física.

« Tardamos 31 horas en la patera, éramos unas 30 personas de todas las edades. El viaje fue difícil porque éramos mucha gente. No comimos nada y vomitamos hasta salir sangre, estábamos muy mareados. Tenía miedo de morir en la patera y dejar a mis padres, ... Ahora no pienso. Cuando llegué estaba contento, no sé dónde llegué, a La Línea, creo »

M. A., joven marroquí

Una vez lograda la entrada en la península, algunos de los niños y adolescentes continúan su viaje hacia otras ciudades del país; continúan en movimiento. Así, Cataluña y, en especial Barcelona, son a la vez tierra de tránsito y destino para muchos jóvenes que migran solos, en la mayoría de los casos marroquíes (el 73,8% de los acogidos en los años 2017, 2018 y 2019). Muchos jóvenes en Marruecos tienen la voluntad de migrar, de partir a la búsqueda de oportunidades y derechos como son la sanidad y la educación. Un fenómeno que crece, en el que los niños y jóvenes son los protagonistas de un mundo globalizado. El imaginario en el cual se sitúan respecto a la migración es aquel que se muestra a través de las redes sociales, de alcance internacional y que relatan aquellos que han encontrado *El Dorado*, el sueño europeo (Vacchiano, 2021).

Para algunos, Barcelona ya es el destino soñado antes de partir de su país natal porque les han llegado historias de familiares, amigos y conocidos a quienes les ha ido bien. Para otros, su llegada y arraigo a la ciudad es más circunstancial. La voluntad de mejorar su situación les impulsa a desplazarse a otras ciudades del norte de Europa.

Protección y justicia

A nivel autonómico, en el año 1981 Cataluña asumió la competencia en materia de tutela y protección de menores. Desde entonces, tanto el sistema de protección de menores como la atención a los jóvenes infractores han vivido reformas constantes y novedosas en el contexto catalán, orientadas a la mejora de la atención y la educación. No obstante, las diferentes experiencias y realidades autonómicas, así como la disparidad de políticas sociales en relación a menores que migran solos, no se han traducido en un conocimiento compartido, a nivel estatal, para detectar deficiencias y mejorar la atención.

El gran número de llegadas a Cataluña que se produjeron durante los años 2017 y 2018⁴ supuso un reto para el Departamento de Trabajo, Asuntos Sociales y Fami-

⁴ La Generalitat de Catalunya ofrece datos actualizados mensualmente sobre adolescentes y jóvenes acogidos por la DGAIA y sobre nuevas llegadas. Pueden consultarse en: https://dretssocials.gencat.cat/ca/ambits_tematicos/infancia_i_adolescencia/estrategiacatalanaacollida/dades/

Según los datos presentados en estos informes, el número total de llegadas de niños y jóvenes emigrados

lías de la Generalitat de Catalunya, especialmente para la DGAIA, duplicando el número de plazas disponibles de recursos residenciales a través de resoluciones de emergencia para acoger a los niños y adolescentes migrados solos.

Desde entonces, la Generalitat de Catalunya ha promovido distintas normativas y estrategias de mejora en la acogida: en enero del 2019, desde ese mismo Departamento, se presentó la Estrategia Catalana para la acogida y la inclusión de los niños y jóvenes emigrados solos. Y en diciembre de 2020 entró en vigor la Directriz General de Actuación 6/2020, en la que se regula la gestión del expediente de desamparo⁵, incorporando los objetivos y criterios de determinación de edad, documentación, cierre del expediente e integración social recogidos en el Comité de Derechos del Niño de Naciones Unidas.

Sin embargo, con la pandemia COVID-19 y la disminución de llegadas consiguiente, se han paralizado las mejoras en este sentido. La cuestión es ¿cabe plantearse si estas medidas pueden ser suficientes en posibles nuevos escenarios que impliquen un aumento de llegadas? o ¿se tendrá suficiente capacidad de adaptación a los futuros cambios?

La Ley Orgánica 5/2000, de 12 de enero, reguladora de la responsabilidad penal de los menores, es la norma estatal en relación a la delincuencia juvenil. Esta ley tiene una doble finalidad: punitiva, persiguiendo que el menor de edad asuma la responsabilidad de sus actos, y educativa, persiguiendo erradicar la conducta delictiva y garantizando la participación social del menor de edad como ciudadano de pleno derecho.

Por su parte, la Ley 27/2001 de justicia juvenil establece la responsabilidad de la Generalitat de Catalunya para la ejecución de las medidas adoptadas por los juzgados de menores. Cinco años más tarde, la Ley orgánica 6/2006 de reforma del Estatuto de Autonomía de Cataluña confirma las competencias de la Generalitat en materia de menores infractores o de justicia juvenil. Así pues, la Generalitat tiene la competencia exclusiva en materia de protección de menores, también cuando estos son reconocidos como infractores. En Cataluña, el porcentaje de población extranjera en justicia juvenil respecto al total de la población atendida oscila entre el 32% y el 37% para los años 2017, 2018 y 2019⁶.

No existen registros fiables en relación al número de niños y jóvenes migrados y/o atendidos por ambos Departamentos. En la base de datos SIJJ⁷ se ha empezado a registrar recientemente información relacionada con la guarda y la tutela, la situación del expediente, el equipo de protección responsable y el centro de protección

solos se doblaron en los años 2017 y 2018 respecto al año anterior, situándose en 1.489 nuevas llegadas en el 2017, 3.742 nuevas llegadas en 2018 y 2.202 en 2019.

⁵ Puede consultarse la Directriz en: https://treballaferssocials.gencat.cat/web/.content/01departament/04legislacio/directives_instruccions_circulars/infancia_adolescencia/directrius/DGA-gestio-exp-MENA-Versio-sig-nada.pdf

⁶ Los datos estadísticos de Justicia Juvenil pueden consultarse en: https://justicia.gencat.cat/ca/department/Estadistiques/justicia_juvenil

⁷ SIJJ son las siglas del Sistema de Información de datos de Justicia Juvenil catalán.

que el chico tiene asignado. Ahora bien, el registro de esta información es, a día de hoy, insuficiente, quedando todavía sin registrar la mayoría de los casos. Así pues, no hay información disponible en relación a si los menores que pasan por los centros educativos de justicia juvenil con medidas de privación de libertad son adolescentes migrados sin referentes familiares.

Tal y como apuntábamos, el sistema de protección a la infancia y a la adolescencia en Cataluña, durante los años 2017, 2018 y 2019 se vio desbordado a causa del gran número de llegadas de niños y adolescentes migrados solos. La saturación del sistema llevó a una intervención socioeducativa asistencial y a la carencia de recursos para dar una atención individualizada a las necesidades de la población atendida. Todo ello tuvo un efecto directo en el número de niños y adolescentes migrados solos que eran sentenciados a cumplir medidas educativas de internamiento en un centro de justicia juvenil. Así pues, los principales resultados del estudio muestran un incremento significativo de niños y adolescentes migrados solos internados en los centros de justicia juvenil en Cataluña (pasando de 23 jóvenes en el año 2017 a 83 en el 2019).

Factores de riesgo críticos y recomendaciones

El estudio de los factores críticos permite entender que la situación vulnerable de los niños y jóvenes tiene raíces exógenas y estructurales, ofreciendo la posibilidad de dibujar estrategias de detección y prevención con el objetivo de convertir los factores de riesgo en factores de protección. Para favorecer una acogida integradora, que respete los derechos de los niños y niñas y les ofrezca todas las herramientas para el pleno desarrollo es conveniente conocer, potenciar y compartir las buenas prácticas en la intervención. Es importante adecuar las intervenciones socioeducativas y prevenir conductas antisociales y/o delictivas, así como también introducir cambios en factores estructurales de la sociedad. Para ello, es necesario implementar políticas públicas y modelos de intervención socioeducativos individualizados que aborden, de manera integral, los factores de riesgo en todas las dimensiones.

Resulta evidente que todos estos factores críticos, si bien han sido estudiados desde su singularidad, están ligados e interconectados unos con otros y no pueden leerse de manera aislada. No obstante, para facilitar la comprensión y el análisis, el texto diferencia los factores críticos en sociopolíticos, factores de riesgo derivados del propio sistema de protección y de la sociedad de destino.

Factores sociopolíticos

Los factores sociopolíticos son aquellos con los que, de manera estructural y de forma más común, topan los chicos que deciden migrar solos. El sistema de políticas de fronteras a nivel de la Unión Europea deja, ineludiblemente, a los niños migrantes a la deriva, situándolos, en numerosas ocasiones, en escenarios de desprotección. Algunos de los factores de riesgo sociopolíticos más destacados, y que apremia revertir, son: la prevalencia de la ley de extranjería sobre los derechos de la infancia, el

racismo institucional, la vulneración de derechos de la infancia y la percepción social negativa de la infancia en movimiento.

Como consecuencia de la ley de extranjería y de la política de fronteras, en ocasiones, la condición de migrantes prevalece por encima de la condición de menores, exponiéndolos a situaciones de riesgo extremo y desprotección. Para erradicar los riesgos de un viaje migratorio clandestino, se propone la creación de rutas migratorias seguras, en especial para los menores de edad, vinculadas a planes de estudio y dirigidas a la acogida de jóvenes en situaciones desfavorables en el país de origen reduciendo, así, situaciones de extrema vulnerabilidad. Tal y como propone el Pacto Mundial para la Migración Segura, Ordenada y Regular, en el objetivo 7, en el cual se establece un compromiso de los estados firmantes a la hora de defender el interés superior del menor.

«...Con 10 años me fui de casa. Con 12 años y medio crucé la frontera para venir a España. Imagínate a un niño de 13 o de 14 años que se va de su familia, de su casa, tus amigos »
H. K., joven marroquí

Esta coyuntura sociopolítica genera y reproduce el racismo institucional, entendido como las violencias directas e indirectas que perpetran el conjunto de instituciones públicas hacia las personas racializadas y que fomentan un sistema discriminatorio. Este racismo institucional, patente en los diferentes recursos en los que son atendidos los menores, a su vez ayuda a la construcción de prejuicios y estigmas que alimentan la visión negativa a nivel mediático de la infancia y la adolescencia migrada. Un claro ejemplo sobre el tipo de racismo al que estamos haciendo referencia es el acceso al circuito de protección en Cataluña, ya que, tal y como se apunta en el estudio (Ulldemolins et al., 2020: 109-110) se realiza a través de las comisarías de *Mossos d'Esquadra* y, en la mayoría de los casos, sin acompañamiento socioeducativo. La garantía de los derechos de la infancia migrante debería ser una prioridad para los organismos encargados de su protección. El derecho a la no discriminación, el derecho al interés superior del menor o el derecho a ser escuchado no siempre son preservados en las instituciones públicas.

« Aunque seamos extranjeros, somos humanos y tenemos derechos. Tenemos derecho de trabajar y de todo. Hemos venido a este país menor de edad, no sé cuántas cosas hemos hecho, las buenas y las malas, pero ¿dónde está nuestro futuro? Tu futuro mira dónde está, está en el parque dando paseos hasta que vas a ahogarte tú mismo »
H. K., joven marroquí

Para garantizar los derechos de los niños, se hace necesario aumentar las inversiones públicas en políticas sociales que mejoren las oportunidades de los niños y jóvenes migrados solos en la sociedad de acogida. También, escuchar, informar, asesorar y acompañar en los procesos administrativos, educativos y sociales. Situarlos en el contexto socioeconómico del país receptor, ajustar las expectativas respecto a reali-

dad de los niños y adolescentes en el territorio de acogida, explicar el tiempo y las gestiones que requieren determinados procesos de regularización documental y legal, fomentar la participación activa en los diferentes itinerarios, además de ofrecer apoyo en el desarrollo de los mismos.

« Antes de venir no sabía cómo funcionaba el tema de los papeles y me lo explicaron en el centro. Ahora tengo los papeles en trámite, la primera renovación. Llevo un año esperando por los problemas de las causas que he tenido. Estoy esperando el recurso »

M. M., joven marroquí

Factores de riesgo derivados del propio sistema de protección

En Cataluña, son los centros de protección los que tienen la guarda de los niños y adolescentes que se encuentran en una situación de desamparo. Por lo tanto, tienen la obligación y responsabilidad de ofrecer una atención integral a las necesidades de los chicos atendidos. Uno de los factores de riesgo que se apuntan en el estudio como relevantes (Ulldemolins et al., 2022: 110) es la existencia de centros exclusivos para niños migrados solos, posicionándose en el debate sobre las mayores dificultades de estos niños, que tienen menor contacto e interacción con grupos de iguales de origen catalán o español y fomentando el aislamiento social.

A la hora de impulsar itinerarios de acogida favorables y reducir los factores de riesgo críticos propios del sistema de protección, se hace necesario repensar el sistema de protección sin diferenciación entre niños por trayectoria migratoria.

Otro de los elementos críticos que se destaca en el marco del sistema de protección es la descoordinación interinstitucional, lo que conlleva desprotección y dificulta la continuidad en los procesos personales de los jóvenes y las intervenciones socioeducativas. Para minimizar las consecuencias de este factor crítico es necesario establecer mecanismos de coordinación eficientes entre las diferentes administraciones de protección de la infancia (ya sea de otras comunidades autónomas o de otros países) con el objetivo de dar continuidad a las intervenciones, planes de estudio y formación de los jóvenes, teniendo en cuenta la alta movilidad nacional y transnacional que presentan. Además, la legislación vigente sobre protección de datos para el mantenimiento de la intimidad de los niños no debería suponer la creación de protocolos que vayan en contra del interés de los menores y sean una barrera a la continuidad de las intervenciones socioeducativas, como, por ejemplo: trámites administrativos, formaciones profesionales, seguimiento médico, promoción del arraigo en el territorio, entre otros.

Otro factor de riesgo es la tendencia a la externalización de la gestión de los centros, la cual fomenta la rotación de los profesionales y supone un impedimento en la generación y estabilidad de los vínculos socioeducativos. Por el contrario, poner en valor y reconocer la tarea de los profesionales, así como garantizar unas condiciones que permitan minimizar la rotación de personal y la ruptura de vínculos favorecerá dinámicas de mayor éxito en la integración e independencia futura de los menores.

« Han pasado 5 directores diferentes desde que yo estaba ahí. Las normas han cambiado 5 veces también. La verdad es que cuando la gente veía que cambiaban tanto las normas, la gente empezaba a hacer sus propias normas. Incluso yo, yo también hacía mis propias normas »
Y.E., joven marroquí

Es asimismo primordial revisar la mirada del profesional hacia los niños y jóvenes migrantes solos, en especial en aquellos casos que presentan más dificultades, para evitar estigmatizar y emitir prejuicios que supongan un riesgo para el desarrollo individual de los niños y niñas. A su vez, hay que velar por los derechos fundamentales de la infancia y que el eventual paso por justicia juvenil no suponga una pérdida de derechos y posibilidades (acceso a la salud, a la educación o a la documentación...).

« Primero Llimoners, Pisos Maragall, Can Llupià, Alzina, Pisos Maragall, Castanyers. He salido sin nada. No fue culpa de los centros abiertos, fue culpa de justicia. Estuve un año y medio (en Justicia) y no me arreglaron los papeles. Tengo el pasaporte caducado, el NIE caducado y el CIN marroquí también caducado...»
Y.E., joven marroquí

Dentro del propio sistema de protección, no podemos dejar de mencionar que la falta de agencia y de empoderamiento personal en el marco de la institución no prepara a los jóvenes para la vida autónoma adulta. La institucionalización, entendida como la dependencia de los niños a la vida del centro (Ulldemolins et al. 2022: 109)⁸, a menudo, va muy ligada a la incapacidad para la toma de decisiones propias e individuales, que a su vez se ven influidas por la falta de información veraz y fiable sobre los procesos que tienen que sostener, por ejemplo, con su documentación o situación administrativa.

« No esperaba esto. ¿Quieres que te diga la verdad? Cuando estás en Marruecos tienes una opinión diferente de España: que llegarás y empezarás a trabajar y que conseguirás dinero. [Entrevistadora: ¡pero tenías 12 años! ¿Pensabas ponerte a trabajar?] Sí. [...] Si alguien explica que no es así, se creen que les quieren mentir para que no suban. Creen que es mentira que aquí se pase mal »
Y.E., joven marroquí

Para reducir el impacto negativo causado por la institucionalización se propone la creación de centros con pocas plazas y diversificados territorialmente, que faciliten la atención individual e integral para cada niño y joven. Además, facilitar el acceso a los jóvenes a formaciones en empresas que sean motivadoras y que tengan una salida real al mercado laboral, independientemente de su situación documental, es decir, generando itinerarios de inserción sociolaborales.

« En el centro había unos 250 chicos. Muy grande. Pensé que ahí no me ayudarían y salí a la calle y busqué dinero para el autobús hacia Barcelona »
M. A., joven marroquí

⁸ Como dicen Manzani y Arnoso (2014: 36) "el contexto sociofamiliar no suele estar presente en el contexto de los centros residenciales, en los cuales, empieza un doloroso viaje hacia la institucionalización".

Por otro lado, consideramos necesario crear en los lugares de acogida un ambiente familiar y de confianza, teniendo en cuenta el desarraigo y las experiencias previas de abandono (Kohli, 2006). Y a su vez, reajustar las expectativas de los jóvenes, así como hacerles partícipes de las decisiones que se toman y explicar los motivos que las sustentan.

« Tenías que bajar abajo para llamar y había un traductor que escuchaba y escribía en un papel todo lo que decías y luego los educadores leían todo lo que habías dicho. Pero ya han cambiado esas normas, porqué los chavales no querían más llamar »

H. K., joven marroquí

También se detecta la carencia de una figura profesional que ofrezca apoyo y seguimiento socioeducativo durante las diferentes etapas por las que transita el joven, bien sea en el momento de iniciar la escuela, en los cambios de centro o recurso, incluida la etapa de paso por justicia juvenil si se ocasiona. Así pues, si el joven tiene que cumplir una medida privativa de libertad, lo oportuno sería que la figura referente del centro de protección ofreciera continuidad al proceso de acogida, acompañando emocionalmente y afectivamente al chico.

« Estuve en la calle Leiva y después en Can Santoi. Estuve una semana y luego me fui porqué no me gustaba. Había muchos chicos y mucho ruido. Diez chicos en cada habitación, no me gustaba. Estuve fuera dos días y después entré en Cabrera [...] A los nueve meses el centro cambió de lugar, a Rubí »

M. A., joven marroquí

A la falta de acompañamiento socioeducativo, se suma la alta movilidad entre centros derivada de la inestabilidad del propio circuito. Esto explica que los jóvenes pasen largos períodos en centros de diagnóstico para ser trasladados, finalmente, a centros masificados. Todo esto influye en un aumento de la frustración del joven que, en algunas ocasiones, puede acabar viviendo situaciones de alta vulnerabilidad como el hecho de ser excluido de los centros y tener que vivir en la calle. Para atenuarlo se recomienda el hecho de reducir el tiempo de estancia en los centros de diagnóstico y, posteriormente, dar la máxima estabilidad posible a la acogida de los jóvenes en centros vinculados a un mismo territorio.

« Fui a un centro en Castelldefels, Costabona. Allí estaba bien. Con los educadores, bien. Estuve allí un año y después cambiaron el centro a Sabadell y en una semana me llevaron a un IPI. Estuve dos meses y tuve una causa «por la cara» y me echaron a la calle »

H.B., joven marroquí

La falta de competencias interculturales y/o perfiles profesionales poco adecuados en los equipos de trabajo tiene un alto impacto en la vinculación, arraigo social y estabilidad emocional de los jóvenes en los centros de protección. Se recomienda por

tanto garantizar la intervención y el acompañamiento de los niños por profesionales especializados en competencias interculturales con el fin de abordar la complejidad de la migración en la infancia y adolescencia. A su vez, dotar a los profesionales de formación específica en herramientas de intervención en salud mental y drogodependencias, especializándose en el trabajo con chicos que presentan dificultades para mantenerse en el circuito de protección, aumenta las posibilidades de implementar una intervención socioeducativa ajustada a las necesidades de cada joven.

« [Cuando estás en el centro] Vienes de una historia que también te afecta a la cabeza, no puedes ni dormir tranquilo. Tienes que ir a hablar cada semana con un psicólogo, ¿sabes? Para alejarte de las drogas y olvidarte de los problemas que has pasado de pequeño »

H.K., joven marroquí

En esta misma línea, se propone atender y garantizar el tratamiento adecuado a las dificultades psicológicas y emocionales de los niños y adolescentes migrantes solos, trabajando la autonomía y el autoconcepto (entendido como la idea que tiene el propio niño de sí mismo).

« Cuando llegué aquí a España, en Andalucía ya me metieron a un psicólogo y no entendía nada. No sabía que era un psicólogo y no quería ni hablar con él. No entendía nada. Había un traductor, pero me sentía como raro. Nunca había hablado de estos temas. Nunca había sacado la rabia que tengo dentro, nunca. Nunca había llorado delante de la gente, ¿sabes? No sabía qué era eso. Pero luego he visto que está bien »

H.K., joven marroquí

En este sentido, por un lado, se considera oportuno promover acciones y proyectos que permitan disminuir los tiempos de desarraigo y las situaciones de calle. Por ejemplo, creando recursos de asistencia voluntaria y baja exigencia para trabajar el vínculo y acompañar socioeducativamente el acceso o el retorno al centro de protección, así como ofrecer alternativas terapéuticas en las fases del diagnóstico y del tratamiento para minimizar el uso de psicofármacos. Se entiende como una buena práctica optimizar los procedimientos y protocolos de acceso a centros terapéuticos para dar respuestas ágiles y efectivas a las diferentes situaciones de los niños y jóvenes.

«...Todo lo que me ha pasado, algunas se olvidaron, pero algunas graves se me han quedado en la cabeza y me han afectado a la cabeza. Pues como no tengo nadie con quien hablar ni con quien pagarlo, pues lo pago conmigo mismo, tomando drogas. Me hacía daño a mí mismo, hasta que lloraba. Cuando estoy solo y me hago daño, me relajo...»

H.K., joven marroquí

Por último, y ya más en un plano de intervención psicosocial en promoción de la salud, se recomienda el impulso de talleres y dinámicas grupales con el fin de rom-

per con ideas preconcebidas respecto a la asistencia al psicólogo y/o psiquiatra, así como para trabajar la desestigmatización de la salud mental desde una perspectiva transnacional.

"... En el centro estaba con chicos malos que robaban y consumían drogas y teníamos problemas, hachís, pastillas. Yo sólo probé tres veces las pastillas, hachís sí fumaba, en Marruecos también había hachís y otras cosas... En el centro las tomaba para olvidar que no estaba bien aquí. Tenía otra cabeza, no como ahora. De menor tienes otra cabeza, piensas como un niño pequeño. Me sentía mal por los papeles, la familia, la falta de trabajo después de dos o tres años..."

M.A., joven marroquí

Factores de riesgo en la sociedad de destino

En tercer y último lugar, advertimos de los factores de riesgo críticos identificados en la sociedad de destino y se aportan una serie de recomendaciones, desarrolladas a partir de la experiencia profesional cuya implementación se considera que estimularía las políticas públicas inclusivas.

Uno de los riesgos que se identifica en la sociedad de destino es la escasa relación que tienen los jóvenes con los recursos formativos, deportivos y/o de ocio, y a su vez, la falta de referentes adultos prosociales próximos, generando una alta desconfianza en la figura del adulto. Éstos sitúan al joven en una situación de alta soledad, en la que hay una evidente carencia de red de apoyo familiar y vecinal en el país de destino. Además, esta escasa red social y familiar provoca que haya una falta de reconocimiento y visibilidad del propio niño o joven.

Todo ello podría reducirse si se potenciasen las relaciones sociales entre el grupo de iguales y de adultos prosociales, es decir con adultos que fomenten relaciones sociales positivas. Así, como también la integración del menor en redes sociales variadas (McDonald, 2016): en la escuela, con entidades y/o recursos de ocio y tiempo libre, etc.

A su vez, es interesante generar y potenciar los proyectos de mentoría que asesoran, acompañan y dan soporte a los niños cuando están en los centros (Prieto et al., 2021), así como su continuidad al cumplir la mayoría de edad, fomentando así las posibilidades de permisos de pernocta de fin de semana con las familias colaboradoras.

« Cuando llegué aquí a Barcelona yo pensaba que iba a tener una familia como todo el mundo, ¿sabes? Que iba a vivir con mi primo. Pero solo estaba en mi mente. Cuando llegué aquí fue todo al revés. Me quedé en casa de mi primo 20 días, luego otra casa. Me llevaron al centro. Me dijeron vete al centro. Me acogió la mujer de mi primo y encima no le quería decir que era la mujer de mi primo, ¿sabes? Le dijo a la policía que me había encontrado por la calle. No sé por qué dijo esa cosa, porqué al final la DGAIA sabe que yo tengo familia aquí, ¿no? »

M.A., joven marroquí

En cuanto al factor crítico que supone la falta de reconocimiento y responsabilización de la red de apoyo familiar y vecinal en el territorio sería conveniente fomentar e impulsar proyectos de acogida familiar, dando información sobre la acogida a familias extensas y a familias ajenas (Epelde, 2017), garantizando asimismo a las familias el soporte económico, gestiones documentales y acompañamiento profesional durante la acogida.

« *Tengo familia en Cataluña, pero no me han ayudado. Ninguna llamada, ni un 'hola, ¿cómo estás?', nada. Tengo tíos y primos aquí, ellos están bien. ... Yo no les he ido a visitar. Solo los llamé una vez, pero no les pedí ayuda ni ellos me la ofrecieron. Nunca pensé que me ayudarían. Pero me hubiera gustado* »

H.B., joven marroquí

Finalmente, se propone generar iniciativas comunitarias dirigidas a la inclusión de los jóvenes migrantes solos, explicando y acercando la realidad de estos niños y jóvenes a la comunidad más próxima y generando redes de apoyo comunitario. También fomentar a través de las redes sociales y de los medios de comunicación, la difusión de discursos ajustados a la realidad de los procesos migratorios hacia las comunidades de origen, evitando así el denominado efecto maquillaje social (entendido como aquella actitud de minimización de las situaciones de vulnerabilidad en territorio de tránsito o destino) y reforzando la migración consciente.

Conclusiones

Como hemos señalado, de 2017 a 2019 aumentaron las llegadas de niños migrados solos a Cataluña desbordando el sistema de protección. Paralelamente, se produjo un incremento en los ingresos de esta población en los centros educativos de justicia juvenil. Por lo tanto, las intervenciones que se propusieron desde el sistema de protección en este periodo no fueron suficientes para hacer frente a las necesidades de un sistema de acogida que pretenda alejarse de la idea del asistencialismo.

Desde esa experiencia y con el conocimiento generado a través del análisis de los factores de riesgo que no se pudieron paliar, se confirma que, por un lado, es necesario implementar políticas y modelos de intervención individualizados que aborden integralmente los factores de riesgo a los que se enfrentan los jóvenes migrados solos, incluyendo todas las esferas de la vida y todas las dimensiones.

Por otro lado, la incapacidad de implementar este tipo de intervenciones centradas en el individuo, tiene consecuencias directas en el malestar de cada chico, incrementando el riesgo de la comisión delictiva, y, por lo tanto, de ingresar en centros de justicia juvenil (Georgopoulos, 2005).

Los resultados del estudio pusieron en evidencia la importancia de implementar cambios estructurales en el marco actual. A raíz de la investigación se pone de manifiesto la relevancia de potenciar buenas prácticas aplicables a las intervenciones socioeducativas de los profesionales con el propósito de mitigar las consecuencias

que se derivan de los factores de riesgo a los que están expuestos los niños y adolescentes que deciden migrar. Hemos de recalcar la importancia que le otorgamos a la necesidad de promover intercambios profesionales, sociales y educativos, generando espacios donde las profesionales se puedan nutrir de otras experiencias, en otros países, y compartir acerca de las diferentes prácticas socioeducativas, ampliando, de este modo, el conocimiento del fenómeno con el objetivo final de mejorar la calidad de atención que se ofrece.

Así pues, tanto la investigación realizada como este artículo de divulgación pretenden aportar conocimiento especializado, sumar y compartir ejemplos de buenas prácticas, con el objetivo final de orientar e inspirar políticas públicas que rentabilicen la intervención y el trabajo social en las sociedades destino, fortaleciendo, a su vez, nuevas e innovadoras estrategias de acogida que permitan el desarrollo y el crecimiento de esos niños en igualdad de oportunidades.

Bibliografía

ALARCÓN, X., BOBOWIK, M. y PRIETO, Ò. (2021), Mentoring for Improving the Self-Esteem, Resilience, and Hope of Unaccompanied Migrant Youth in the Barcelona Metropolitan Area, in *International journal of environmental research and public health*, vol. 18(10), 5210.

EPELDE, M. (2017), Migrantes no acompañados. El proyecto Izeba de Gipuzkoa, in A.S. JIMÉNEZ (Ed.), Reconstruyendo un mundo con ojos de niñas. Entre la pobreza y la educación, Madrid: GEU Editorial, p. 175–185.

GEORGOPoulos, A. (2005), Beyond the Reach of Juvenile Justice: The Crisis of Unaccompanied Immigrant Children Detained by the United States, in *Law and Inequality*, vol. 23, p. 117–33.

GENERALITAT DE CATALUNYA (2019), Estratègia catalana per a l'acollida i la inclusió dels infants i joves emigrats sols, Barcelona: Departament de Drets Socials / Generalitat de Catalunya.

JIMÉNEZ, M. (2003), Buscarse la vida. Análisis transnacional de los procesos migratorios de los menores marroquíes no acompañados en Andalucía, Madrid, Eds. SM.

KOHLI, R. (2006), The comfort of strangers: Social work practice with unaccompanied asylum-seeking children and young people in the UK, in *Child & Family Social Work*, vol 11 (1), p. 1–10.

MANZANI, L. y ARNOSO, M. (2014), Bienestar psicosocial en menores y jóvenes extranjeros sin referente familiar adulto: factores de riesgo y protección, in *Norte de salud mental*, vol. 49 (XII), p. 33-45.

MCDONALD, K. (2016), The social networks of unaccompanied asylum seeking young people in the transition to adulthood, PhD dissertation, University of York.

ULLDEMOLINS, D., CAMPS, L., CAPARRÓS, J., MARTOS, S. y CIVIT, N. (2022), El impacto en el incremento de llegadas de adolescentes y jóvenes migrados solos en Cataluña: Estudio de la atención simultánea en protección a la infancia y adolescencia y justicia juvenil, Barcelona: Centre d'Estudis Jurídics i Formació Especialitzada / Generalitat de Catalunya.

VACCHIANO, F. (2021), *Antropologia della dignità. Aspirazioni, moralità e ricerca del benessere nel Marocco contemporaneo*, Verona: Ombre Corte.

Menores y jóvenes sin referentes familiares en el País Vasco: entre la necesidad y el rechazo

ANDREA RUIZ BALZOLA Y XABIER AIERDI URRAZA

FUNDACIÓN BEGIRUNE FUNDAZIOA

MAITE FOUASSIER ZAMALLOA

IKUSPEGI-OBSERVATORIO VASCO DE INMIGRACIÓN – UPV/EHU

¿De qué movilidad estamos hablando?

Breve caracterización de jóvenes y menores sin referentes familiares en el País Vasco

Al referirnos a menores y jóvenes extranjeros sin referentes familiares en el País Vasco debemos tener en consideración que hablamos de un colectivo dinámico y cambiante en cuanto a su volumen (Setién y Barceló, 2009; Moreno Márquez, 2012; Etxeberria Balerdi et al., 2012). Ahora bien, de cara a lo que entenderemos por menores y jóvenes sin referentes familiares en este artículo debemos deslindar a este colectivo del de las personas en tránsito (Barbero, 2022). Con esto no negamos que parte de las personas que componen la migración en tránsito son menores y que según los datos de que disponemos desde 2018 muestran escasa voluntad de asentarse en el País Vasco. Nos consta incluso que una de las recomendaciones en la que más insisten las redes ciudadanas de acogida en frontera van dirigidas a que los menores que están en tránsito no prosigan su travesía a Europa. También por este motivo, y analíticamente, cuando mencionemos menores y jóvenes sin referentes familiares estaremos refiriéndonos únicamente a quienes terminan asentándose o residiendo en el País Vasco. En el análisis de este colectivo en el País Vasco aparece que desde el punto de vista de la acogida institucional ha sido un lugar más amable y, por ello, de recalada quasi definitiva.

En el caso de los jóvenes, no es tarea fácil aportar un número aproximado de cuántos son, tanto por su movilidad residencial como por la situación de irregularidad documental de que adolecen. Tampoco se cuenta con registros fiables desde las administraciones que intervienen en la protección, atención e intervención de este colectivo, si bien vamos a tomar como referencia la estimación realizada por el Ararteko¹ (2021), en su informe diagnóstico sobre jóvenes inmigrantes sin referentes familiares en Euskadi. Para elaborar tal estimación se dispuso de diversas fuentes de datos, como la Encuesta a Población Extranjera en Euskadi², datos ofrecidos por las tres diputaciones vascas de los programas dirigidos al colectivo, los recuentos censales nocturnos de personas en situación de exclusión residencial grave (Berritz, 2022) y, por último, los datos recogidos sobre el volumen de personas sin hogar que vivían en el País Vasco durante el estado de alarma decretado por el Gobierno por la COVID-19, que llevó a las instituciones vascas a confinar a estas personas en recursos públicos. En base a estas diversas fuentes estadísticas, se estimó que entre 844

¹ El Ararteko es la defensoría del Pueblo del País Vasco.

² La EPIE es una operación estadística de carácter oficial realizada por el Órgano Estadístico del Departamento de Igualdad, Justicia y Políticas Sociales del Gobierno Vasco, que viene realizándose cada cuatro años desde 2010.

y 897 personas jóvenes extranjeras de entre 18 y 23 años sin referentes familiares residen en el País Vasco. De igual forma, se debe tener en cuenta que puede haber un número de jóvenes que no participan o no están registrados en ninguna de estas bases de datos y, por lo tanto, lleve a pensar que esta estimación pueda estar más cerca de las 900 personas.

En relación a los menores extranjeros, contamos con los datos que ofrece la memoria 2021 de la Fiscalía General del Estado, que a 31 de diciembre de 2020 recogía en su registro un total de 471 menores extranjeros sin referentes familiares bajo la tutela o acogimiento de los servicios de protección en el País Vasco. Un número inferior al recogido por Segú y González (2021) que en su artículo sobre menores migrantes no acompañados hablan de 990 menores en 2018, el año con el máximo histórico de acogidas registrado hasta el momento. Ahora bien, al no contar con datos más actualizados para el País Vasco – más allá de los de 2020 - por parte de la Fiscalía, tan solo podemos lanzar la hipótesis que tal disminución ha podido deberse a la irrupción de la Covid-19 y la medida de cierre de fronteras, que provocó una caída en los movimientos migratorios en todo el mundo. Desconocemos los datos concretos que indiquen un aumento en las llegadas de menores extranjeros, si bien sí que creemos que haya ocurrido.

Por finalizar esta breve caracterización, los menores y jóvenes sin referentes familiares en el País Vasco, proceden en gran medida del Magreb, concretamente de Marruecos. En menor medida también provienen de Argelia y de África subsahariana. Por sexo, mayoritariamente son hombres.

Causas de esta movilidad

Son varias las motivaciones que llevan a la migración de menores y jóvenes sin referentes familiares hacia el País Vasco. Razones que no dejan de ser comunes a la decisión de migrar a cualquier otro territorio, ya que hablamos de factores que promueven su salida desde sus países de origen. Una de las principales causas que llevan a estos menores y jóvenes a migrar es la situación socioeconómica de origen. Una segunda causa la encontramos en las expectativas sociales y culturales del migrar junto con una visión esperanzada de Europa como continente de oportunidades; una visión condicionada tanto por los medios de comunicación como por las experiencias previas de otros compatriotas que transmiten su éxito migratorio (Quiroga, 2009). Una tercera causa que se recoge en un informe de UNICEF (2009), señala la precariedad del sistema de protección de la infancia marroquí, que es insuficiente para intervenir en situaciones de pobreza. Si pensamos en aquellos factores que atraen a estos menores y jóvenes al País Vasco, se pueden señalar la cuestión de su estratégica situación geográfica como puerta de entrada a Francia, Reino Unido y otros países del norte de Europa, así como las políticas asistencialistas que se establecieron en el País Vasco desde comienzos del siglo XXI.

Percepción de este colectivo

Una notable parte de la población vasca considera que las administraciones vascas deben atender a los menores extranjeros sin referentes familiares. Ahora bien, esta afirmación debe ser doblemente matizada, ya que cerca de la mitad de la población sostiene que hay que atenderlas hasta un límite y algo más de un tercio de la población es partidaria de proporcionarles pisos o residencias tuteladas.

Estos datos proceden del barómetro que realiza Ikuspegi (2022) anualmente, donde recoge las percepciones y actitudes de la población vasca hacia la población de origen extranjero. En este mismo estudio, la sociedad vasca sostiene que aquellos jóvenes que han alcanzado la mayoría de edad deben seguir siendo atendidos, sobre todo en el asesoramiento necesario para garantizar su avance académico y laboral. Mientras una cuarta parte de la población está de acuerdo con poner en marcha algún programa específico de apoyo para estos jóvenes, una persona de cada diez condiciona la permanencia de este colectivo a su inserción laboral.

La población vasca percibe que se debe hacer un esfuerzo desde las instituciones para facilitar su integración y para garantizar sus derechos. También sostiene que no se les está protegiendo excesivamente y que se les está ofreciendo la ayuda básica. Así mismo, piensa que este colectivo tiene muchos más problemas para acceder al mercado laboral. Y una cuarta parte de la población percibe que su presencia genera inseguridad ciudadana. Estas imágenes más bien positivas sobre este colectivo van de la mano de otras en las que su estigmatización es una pauta común.

Abordaje de la acogida

Contexto legal

La condición jurídica de los menores queda dibujada a partir de una variedad de normativas de diferente índole. En primer lugar, dentro de la normativa internacional, contamos con la Convención sobre los Derechos del Niño (1989), ratificada por España en noviembre de 1990. En ella queda establecida que el principio rector en la materia ha de ser el interés superior del menor que, además, no podrá ser tratado de manera diferente a causa de su nacionalidad. Con este mismo sentido, contamos a nivel europeo con la Carta Europea de los Derechos del Niño (1992) y con el Convenio Europeo sobre el Ejercicio de los Derechos del Niño (1996) y la Carta de los Derechos Fundamentales de la Unión Europea (Art. 24).

La doble condición de menor de edad e inmigrante hace que el estatus jurídico de este colectivo se integre en dos normativas que chocan entre sí: por un lado, la Ley Orgánica 1/1996 de Protección Jurídica del Menor donde queda claro que el principio rector en la actuación de los poderes públicos ha de ser el interés superior del menor; y por otro lado la Ley Orgánica 4/2000 sobre Derechos y Libertades de los Extranjeros en España y su Integración Social e instrumentos reglamentarios de desarrollo. Esta última considera a estos menores como personas extranjeras que han accedido y se encuentran en el territorio en situación administrativa irregular.

Por ello pueden ser repatriados en el caso en que se considere que es en su interés superior y se les puede asimismo aplicar todo tipo de medidas restrictivas. La tensión entre estos dos polos pivota continuamente sobre la situación jurídica de los menores.

De acuerdo a la Constitución y los diferentes Estatutos de Autonomía, son las CCAA quienes tienen asumidas las competencias para declarar el desamparo del menor y acordar las medidas necesarias para su protección. Dentro del marco institucional vasco esta competencia ha sido asumida por cada una de las tres Diputaciones (Álava, Gipuzkoa y Bizkaia), y el papel del Gobierno Vasco es poco relevante. Cada Diputación cuenta con diferentes dispositivos residenciales de acogida y desarrolla programas dirigidos a la inserción de los menores desamparados con independencia de su nacionalidad. Es decir, que estos centros y programas son, de acuerdo a la legislación citada, tanto para menores "autóctonos" como de origen extranjero.

Inevitabilidad institucional

La acogida y atención de las personas menores sin referentes familiares recae en las administraciones y, concretamente en el País Vasco, en la administración foral. Aparte de los programas que se establezcan para este colectivo, lo decisivo es la actitud positiva que deben mantener las instituciones porque el objetivo último de tal atención y programas es la inserción social de estos menores y jóvenes en la sociedad receptora. Esta inserción requiere de un firme pulso institucional que prime la formación y la incorporación laboral de este colectivo en el transcurrir cotidiano de la sociedad.

En otros tiempos, la emergencia de flujos migratorios de menores y jóvenes se hubiera resuelto por meros mecanismos sociales de inclusión o exclusión. Allá a donde hubieran accedido es muy probable que les estuviese esperando un mercado de trabajo dinámico que asumiría las carencias que portasen estos menores, canalizándolos hacia procesos productivos específicos. Esto es lo que sucedía con gran parte de la infancia que abandonaba las aulas con un nivel básico de formación. A partir de ese momento era responsabilidad del menor aprovechar y maximizar las vías de inserción que se le hubieran abierto.

En la actualidad, tal mecanismo de inserción laboral es inexistente tanto para la población autóctona como para la población de origen extranjero. La población autóctona se enfrenta a este escenario alargando los procesos formativos y quedando lógicamente bajo el cuidado de sus familias. Es más, sociológicamente puede afirmarse que esta dilatación en el tiempo del proceso formativo es una respuesta a las disfunciones de un mercado laboral crecientemente tecnológico que no absorbe tanta juventud como la que existe³. En ausencia de este mecanismo integrador, el papel que desarrollaba la sociedad queda hoy indefectiblemente en manos de las instituciones. En efecto, corresponde a éstas cubrir todas aquellas deficiencias tanto formativas como de empleo que la sociedad no proporciona. Las instituciones

³ Este conjunto de medidas que se adoptan entre el mercado laboral y el ámbito educativo suelen ser de carácter coyuntural y suelen cambiar a medida que varían las condiciones.

públicas se ven hoy en día constreñidas desde varios frentes: tienen la obligación de generar responsablemente las estructuras de certidumbre que los procesos sociales no aportan. Así, han de crear ciclos formativos *ad hoc* y planes de empleo de todo tipo, cubrir demandas empresariales, y garantizar la inclusividad de la sociedad en su conjunto. En este tipo de situaciones, se están formulando propuestas de muy difícil delimitación que intentan conjugar la activación laboral con la inclusión social. Se llega a la paradoja de tener que formular binomios como el formado por inclusión activa *versus* activación inclusiva, de difícil delimitación.

En este contexto, la población de origen extranjero menor y joven se encuentra sin las seguridades sociales de las que sí disponen los autóctonos y en consecuencia su recorrido biográfico queda enteramente en manos de lo que las instituciones quieran instaurar.

Actualmente, vistas las dificultades de otros procesos anteriores, tal y como hemos señalado en párrafos anteriores, se abre una ventana de oportunidad que vincula a este colectivo con las necesidades locales de empleo que genera nuestra estructura demográfica. Ésta se caracteriza por un menor número de personas jóvenes que puedan cubrir las necesidades laborales sustituyendo a la población laboral que abandona tanto por arriba como por los lados la estructura de empleo. Nos referimos tanto a la población trabajadora mayor que va jubilándose como a los puestos laborales que han quedado desiertos por una leve versión local del “gran abandono”.

Por ejemplo, en el País Vasco se habla de la necesidad de cubrir 110.000 puestos de trabajo para 2030 y de 400.000 para 2050. Estas cifras obligan a generar institucionalmente marcos de actuación que no se pueden posponer. Estos marcos demandan cambios en la Ley de Extranjería, en los procesos formativos y en las dinámicas de inserción laboral, que deberán ser acomodadas a una nueva y específica realidad que es la de este colectivo. *A priori* y en estas circunstancias es factible un juego win-win.

Buenas prácticas

En este apartado nos vamos a referir a algunos ejemplos de políticas públicas destinadas a este colectivo que se han desarrollado recientemente en el País Vasco. Como consecuencia de la relevancia que ha tenido este territorio como lugar tanto de establecimiento como de tránsito para muchos menores, las Diputaciones Forales y las entidades del sector social han tenido que dar respuesta a la urgencia de esta situación y a las problemáticas que plantea (Epelde Juaristi, 2017). Sobre un volumen constante de llegadas se han experimentado picos que generaban alarma social y también cierta sensación de descontrol en las administraciones y entidades sociales porque los medios existentes eran insuficientes para el volumen que este colectivo había adquirido.

Una de estas situaciones fue la que tuvo lugar en 2018 con el pico de llegadas mencionado más arriba. Como consecuencia de ello, se pensó en diseñar una estrategia integral que dada la complejidad institucional del País Vasco tenía que incorporar al Gobierno Vasco, a las Diputaciones Forales y, en menor medida, a las entidades locales. Especialmente relevante es el caso de Bilbao, municipio en el que se concentra un volumen significativo de menores, así como de entidades dedicadas a su atención. Bilbao es un destino preferido para este colectivo (Moreno y Fernández, 2019).

Esta estrategia denominada Euskarri - que en euskera significa punto de apoyo o piedra angular - se centra en la articulación de proyectos formativos *ad hoc* o estandarizados, proyectos de inserción laboral y estructuras de mantenimiento vital. En el entramado institucional vasco, los dos primeros aspectos corresponden al Gobierno Vasco y, el tercero, a las Diputaciones Forales. El objetivo de la estrategia sería garantizar la inclusión sociolaboral de los menores dentro de la estructura de empleo vasca (Gobierno Vasco, 2021).

Para ello, la estrategia ha consistido en tratar de suprimir los obstáculos de índole jurídica y administrativa que entorpecen la inclusión, estableciendo canales de interlocución entre los diferentes niveles administrativos. Y ello porque se constata que los diferentes programas y trayectorias que se establecen desde diferentes instancias para este colectivo presentan siempre dificultades derivadas de la falta de articulación y diálogo en el seno de un entramado institucional complejo que carece de una comprensión global e integral de este hecho.

Esta estrategia, todavía inconclusa, ha adoptado la forma de un conjunto de prioridades de las que debe responsabilizarse cada departamento o institución competente: educación tiene que desarrollar una estrategia coherente en sus diferentes recorridos educativos; empleo y trabajo han de articular las demandas del empresariado con los ciclos formativos de educación, y todos ellos conjuntamente han de garantizar la transición de la minoría a la edad con alta capacidad de empleabilidad. Todo ello se une a un seguimiento que garantice y trabaje la dimensión material (vivienda y sustento económico fundamentalmente) junto con la dimensión comunitaria (establecimiento de vínculo social). Estamos ante la necesidad de conseguir una doble garantía: la formativa y la vital.

Paralelamente y a consecuencia de la pandemia de COVID-19, las autoridades vascas se vieron obligadas a afrontar el caso del sinhogarismo, gran parte del cual estaba y está compuesto por menores y jóvenes de origen magrebí (Fundación Eguía Careaga, 2020). Se tomó la rápida decisión de acogerlos en centros deportivos acondicionados para tal fin, y se decidió igualmente poner en marcha un proyecto que en parte fuera la encarnación de la estrategia Euskarri y que se denominó *Trapezistak* – trapecistas – (Gobierno Vasco, 2022). En concreto, el programa acompaña a jóvenes de entre 18 y 25 años sin red familiar en su inicio de la vida adulta, ofreciéndoles una guía psicosocial, de formación e intermediación laboral, sacándoles de la calle y dándoles un recurso habitacional. Tras su futura evaluación parte

de esta experiencia se incorporará a la estrategia Euskarri. Se trata pues de buscar una nueva trayectoria para que la mayor parte de aquellos jóvenes que previamente han sido menores tutelados puedan emanciparse una vez llegados a la edad adulta.

Una propuesta integral de gestión

La descripción anterior nos lleva a recomendar una propuesta integral y pragmática de gestión de la acogida de los menores y jóvenes sin referentes familiares que precisaría aunar las siguientes dimensiones:

Desestigmatización

Un primer elemento de esta propuesta radica en cambiar nuestra mirada sobre este colectivo. Una cuestión nada fácil porque conlleva toda una serie de estereotipos previos que tienen que ver con un origen muy concreto, con la religión y con comportamientos violentos. Este cúmulo de atributos hace que sea la población que peor valoración recibe en los estudios de percepción sobre la inmigración (Ikuspegi, 2022).

Una visión pragmática de la realidad y de los posibles entornos laborales pueden ser útiles en los procesos de desestigmatización. Como hemos adelantado es indispensable construir imágenes sobre la idea de la ganancia multilateral. Es muy probable que dentro de los procesos migratorios de las próximas décadas la juventud de origen magrebí ocupe una posición relevante como candidata a la cobertura de muchas de nuestras necesidades laborales en Euskadi. En este cambio de percepción parecen indispensables las experiencias y prácticas que se están desarrollando en el territorio vasco.

Inserción laboral

La inserción laboral de este colectivo tiene dos consecuencias muy importantes: una, de carácter interno, que consiste en la vivencia de su propia inserción exitosa; y otra externa que redunda en la aceptación o la buena imagen social de la persona y del colectivo al que pertenece. Indirectamente, es por tanto un potente elemento de desestigmatización del grupo.

La inserción laboral dependerá de los instrumentos educativos que posibiliten el ascenso social y de la eliminación de las trabas legales y administrativas que la faciliten.

Construcción del vínculo social

Una garantía de éxito en los procesos formativos y de inserción laboral no puede obviar la necesidad de que estos menores y jóvenes creen y establezcan un vínculo con los entornos sociales en los que se insertan. La dimensión psico-social ha de ser trabajada por personas especialistas en la materia para que la persona pueda

sostener y hacer suyos el resto de procesos. En este sentido, y para comprender y recoger los múltiples malestares que esos menores presentan en las sociedades receptoras, es indispensable analizar la realidad vivida previamente en los contextos de origen. También hay que tener en cuenta, tal y como señalan algunas investigaciones (Jimenez e Izquierdo, 2013; Suarez-Navaz y Jiménez, 2011) que este colectivo recurre de nuevo a la movilidad como estrategia frente al maltrato institucional o la imposibilidad de establecer el vínculo social reseñado.

Corresponsabilidad de los países de origen

Muchos son los factores que generan las diferentes movilidades humanas. En el caso de este colectivo las causas expulsoras obligan a plantear la situación en términos de corresponsabilidad entre el país de origen y el de recepción. La concreción de esta corresponsabilidad es difícil, pero esquemas como el del co-desarrollo han abierto algunas vías de interpretación y trabajo en la que no se vea al menor únicamente como víctima sino como un sujeto que ante un contexto determinado toma sus decisiones y desarrolla estrategias para llevarlas a cabo. El co-desarrollo se basa en la hipótesis de que el hecho migratorio puede ser beneficioso tanto para el país de origen como para el de llegada. En este caso, la cualificación que los menores puedan experimentar en el país de llegada da pie al menos teóricamente a que estos jóvenes se transformen en prescriptores de procesos de desarrollo en sus países de origen. Por tanto, este sujeto que se ve impelido a mantener una relación tan invisible como densa con su origen, puede ser un sujeto decisivo en el discurrir de la sociedad receptora.

Esta doble posición apela a las autoridades de los países de origen en la medida en que los jóvenes pueden ser agentes estratégicos de desarrollo local.

Una profecía inminente: iremos a buscarlos

La valoración social de los colectivos suele estar ligada a las diferentes coyunturas que caracterizan a las sociedades. Por un lado, el fenómeno de los menores sin referentes familiares sorprende a las sociedades europeas en la medida en que los menores son un bien preciado. Pero, por otro, los desplazamientos de este colectivo son la consecuencia de diferentes fuerzas que concurren en espacios sociogeográficos caracterizados por enormes diferencias socioeconómicas y culturales. Por tanto, este hecho tiene una parte de inevitabilidad. Los jóvenes africanos continuarán desplazándose hacia Europa de la misma manera que los jóvenes rurales nigerianos o senegaleses se desplazan a las capitales de sus países en cifras altísimas (Smith, 2021)

Vistas las dinámicas demográficas recientes, es el momento de convertir en oportunidad estos desplazamientos, en beneficio de las sociedades europeas. Europa por su idiosincrasia histórica piensa en términos de homogeneidad y autenticidad (Beck, 2004 y 2006), pero esa ilusión no podrá mantenerse largo tiempo. Es probable que en los próximos años España tenga que desarrollar políticas de inmigra-

ción que, como las de otros países, vayan a buscar mano de obra a diferentes zonas geográficas, entre ellas el Magreb. Pero esperamos que, a diferencia del pasado, estas políticas de inmigración vayan acompañadas de las necesarias políticas de acogida e integración que garanticen una sociedad futura basada en la igualdad y en una ciudadanía inclusiva. Ha llegado el momento de catalogar necesidades y de ensamblar soluciones justas.

Bibliografía

ARARTEKO (2021), Jóvenes migrantes sin referentes familiares. Diagnóstico y propuestas de actuación, 158 p.

BARBERO, I. (Ed.) (2022), El tránsito de personas migrantes desde la perspectiva de los derechos y la acogida digna, Tirant Editorial.

BECK, U. (2004), Poder y contrapoder en la era global: la nueva economía política mundial, Madrid: Ediciones Paidós Ibérica.

BECK, U. (2006), Reinventar Europa: una visión cosmopolita, Barcelona: Centro de Cultura Contemporánea de Barcelona.

BERRITUZ (1 noviembre 2022), *Recuento de personas en situación de exclusión residencial grave.*

EPELDE JUARISTI, M. (2017), Nuevas estrategias para la integración social de los jóvenes migrantes no acompañados, in *Revista sobre la infancia y la adolescencia*, vol. 13, p. 57-85.

ETXEBERRIA BALERDI, F., MURUA CARTÓN, H., GARMENDIA LARRAÑAGA, J., ARRIETA ARANGUREN, E. (2012), Menores Inmigrantes No Acompañados (MENA) en Euskadi y Aquitania: elaboración y puesta en marcha de un Plan de Formación para Educadores/as y Responsables, in *RES Revista de Educación Social*, vol. 15, p. 1-15.

FUNDACIÓN EGÚÍA CAREAGA (2020), V Estudio sobre la situación de las personas en situación de exclusión residencial grave en la CAPV, 151 p.

GOBIERNO VASCO (2021), Declaración Interinstitucional Euskarri. Estrategia compartida para la inclusión sociolaboral de menores y jóvenes en situación de vulnerabilidad (Consejo de gobierno 15-6-2021).

GOBIERNO VASCO (2022), El Gobierno Vasco presenta Trapezistak de acompañamiento a 115 jóvenes sin red familiar para evitar su exclusión social, 17 de octubre de 2022.

IKUSPEGI (2022), Barómetro 2022. Percepciones y actitudes hacia la población de origen extranjero, 159 p.

JIMÉNEZ, L. y IZQUIERDO, A. (2013), Lo que se oculta detrás de la categoría "menores inmigrantes no acompañados": miedos cruzados, contradicciones europeas y consecuencias para el trabajo social, in *Cuadernos de Trabajo Social* nº 261, p. 193-202.

MORENO MÁRQUEZ, G. (2012), Actitudes y opinión sobre los menores extranjeros no acompañados en la Comunidad Autónoma del País Vasco, in *Migraciones* nº 31, p. 43-68.

MORENO MÁRQUEZ, G. y FERNÁNDEZ ARAGÓN, I. (2019), Sinhogarismo y jóvenes extranjeros en Bilbao: la atención en un contexto de desbordamiento múltiple y secuencial de los recursos, in *Zerbitzuan* nº 70, p. 61-70.

QUIROGA, V., ALONSO, A. y SORIA, M. (2009), Sueños de Bolsillo. Menores migrantes no acompañados en el País Vasco, Vitoria-Gasteiz: Departamento de Empleo y Auntos Sociales Gobierno Vasco.

SEGÚ ODRIozOLA, M. y GONZÁLEZ GOYA, E. (2021), Caminos del Norte, caminos de tránsito, in V. QUIROGA y E. CHAGAS (eds.), Empuje y audacia. Migración transfronteriza de adolescentes y jóvenes no acompañados/as, Ed. Siglo XXI, p. 281-303.

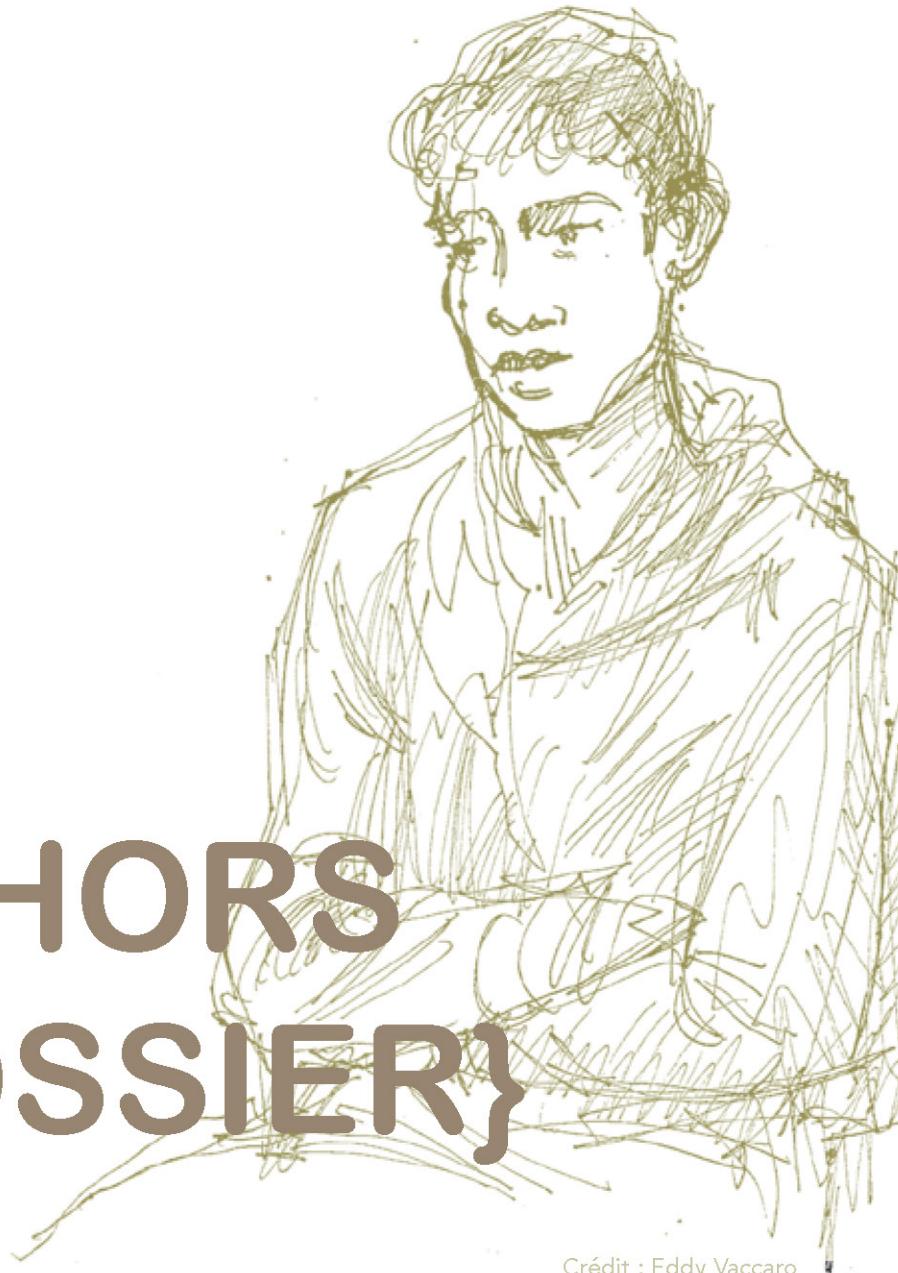
SETIÉN, M.L. y BARCELÓ, F. (2008), La atención a los menores extranjeros no acompañados en el País Vasco: modelos de intervención y luces y sombras del sistema de acogida, in *E-Migrinter* nº 2, p. 78-88.

SUÁREZ-NAVAZ, L. y JIMÉNEZ ÁLVAREZ, M. (2011), Menores en el campo migratorio transnacional. Los niños del centro (dravi d'sentro), in *Papers*, 96 (1), p. 11-33.

SMITH, S. (2021), La huida hacia Europa. La joven África en marcha hacia el viejo continente, Arpa: Madrid.

UNICEF (2009), Ni ilegales ni invisibles. Realidad jurídica y social de los menores extranjeros en España, 14 p.

{HORS DOSSIER}



Crédit : Eddy Vaccaro

¡Como tú quieras! : La réappropriation de l'espace de vie pour favoriser un sentiment d'inclusion sociale des mineurs non accompagnés et ex-tute-lados à Saragosse, en Espagne

LECONTE-LÉON, MEGHAM

TRAVAILLEUSE SOCIALE ET ANCIENNE ÉTUDIANTE À LA MAÎTRISE EN TRAVAIL SOCIAL DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, CANADA

LECONTEMEGHAM@GMAIL.COM

¡Como tú quieras! est une expression ayant parfois symbolisé la fin d'un dialogue entre un mineur non accompagné ou un ex-tutelado¹ avec une éducatrice sociale du Programme 17+² (ACCEM, 2019) à l'Asociación Comisión Católica Española de Migración (ACCEM)³ à Saragosse, en Espagne. *¡Como tú quieras!* apparaissait, dans ce contexte, comme étant une formule utilisée par les jeunes pour exprimer ironiquement une absence de pouvoir sur une situation dont « seules » les éducatrices des services sociaux locaux pouvaient apporter une réponse. C'est sur cette expression que s'est constituée la toile de fond de mes réflexions⁴ pour un projet de stage en co-construction effectué du 2 septembre au 27 décembre 2019. Ce projet a été implanté, plus précisément, dans les dispositifs résidentiels (*pisos*) d'Emeline 16 (Rue 16 Emeline Pankrust de Saragosse) et de Marquina 6 et (Rue 6 Maestro Marquina de la même ville) pendant un peu plus d'un mois. Observant que l'expression « *¡Como tú quieras!* » caractérisait une capacité d'agir limitée des jeunes, mon projet de stage visait donc à réduire l'impact de la dimension politique de l'exclusion sociale (espaces de pouvoir et décisionnels) (Guibet-Lafaye, 2012) sur cette population en transition vers l'âge adulte.

Misant sur les assises théoriques de la théorie de la reconnaissance d'Axel Honneth (Bellot et Rivard, 2013; Boukala et Pastinelli, 2016; Courtel, 2008; Foessel, 2008; Honneth et coll., 2008), de l'approche narrative (Denborough, 2012; Doan, 1997; Jacobs, 2018; Morgan, 2016) et de la méthodologie de groupe (Berteau, 2003; Coopman et Janssen, 2010; Omland et Andenas, 2019; Turcotte et Lindsay, 2014), le Proyecto X (Projet X) s'est premièrement construit à travers des réflexions ainsi que des observations communes concernant les jeunes entre les éducatrices sociales du programme d'accueil résidentiel, la coordonnatrice de l'équipe et moi-même. À titre d'exemple, nous avons relevé certains constats dont le manque d'apparte-

¹ Terme utilisé en Espagne pour désigner un mineur non accompagné ayant atteint l'âge de la majorité.

² Programme implanté en 2019 dans la Communauté autonome d'Aragon offrant des services auprès des mineurs non accompagnés âgés entre 17 et 20 ans dans leur transition à l'âge adulte.

³ Organisme dans lequel j'ai effectué mon stage de maîtrise en travail social auprès des mineurs non accompagnés et ex-tutelados de la ville de Saragosse en Espagne.

⁴ Cet article est tiré de l'essai critique de maîtrise en travail social de Megham Leconte-Léon (2020), *¡Como tú quieras! La réappropriation de l'espace de vie pour favoriser un sentiment d'inclusion sociale chez les mineurs non accompagnés et ex-tutelados à Saragosse, en Espagne*, Université de Montréal, Canada.

nance des jeunes pour leur milieu de vie (entretien déficient des lieux) et l'absence de projets d'avenir à court terme. Or, les dispositifs résidentiels présentaient une décoration plutôt sobre (peinture blanche, tableaux décoratifs neutres) et indiquant les règles de fonctionnement du milieu de vie régie par ACCEM. Dans le cadre du Proyecto X, nous avons convenu avec l'équipe éducative, dont ma superviseure de stage, de proposer aux jeunes en transition vers l'âge adulte une transformation esthétique (chambre ou piso) de leur milieu de vie reflétant davantage leur présence (voir Gimeno Monterde, 2016; Gude, 2008; Mendoza Pérez et Morgade Salgado, 2018; Mendoza Pérez et Morgade Salgado, 2020) ainsi que l'organisation des ateliers créatifs portant sur différentes thématiques et favorisant une démarche réflexive. Pour ce faire, nous avons procédé à une collecte préalable de données concernant les intérêts des jeunes prenant la forme de discussions informelles pendant les différents accompagnements hors des pisos.

Plus précisément, le projet proposait deux volets : la transformation du milieu par la décoration et les ateliers créatifs. Le premier volet du projet misait sur une « réappropriation » du projet migratoire dans une mesure accessible pour les jeunes : une prise de position et de décision sur la décoration de leur chambre ou du piso. Dans un contexte où un sentiment de contrôle est réduit face aux situations de la vie quotidienne en raison d'un état de dépendance envers les éducateurs sociaux (Antúnez Álvarez et al., 2016) et où l'impact de la sélection institutionnelle sur les mineurs non accompagnés et les ex-tutelados en Espagne est considérable, le Proyecto X tente à sa manière de permettre aux jeunes d'effectuer des choix correspondant à leurs inspirations. Selon Gimeno Monterde « il s'agit de filtrer les mineurs capables de réussir les parcours d'insertion sociale configurés au préalable par les professionnels et les sciences sociales, et qui sont diffusés par les guides de bonnes pratiques professionnelles » (Gimeno Monterde, 2014, p.118). Or, ces itinéraires d'insertion sociale laissent donc une marge de manœuvre accédant à un potentiel statut social à la majorité pour « bonne conduite » (*ibid.*).

Lancé en novembre 2019, le projet a été présenté à ACCEM devant six jeunes dont quatre mineurs non accompagnés et deux ex-tutelados d'Emeline 16. Nous avons recruté trois jeunes dont deux mineurs non accompagnés (un mineur d'origine marocain et un mineur d'origine guinéen) et un ex-tutelado d'origine marocain. Les jeunes inscrits étaient invités à signer le formulaire de participation et à inscrire leurs besoins pour le projet dans un document à cet effet. Six séances étaient initialement prévues, mais seulement cinq ont été effectuées. En ce qui concerne le piso de Marquina 6, trois jeunes sur quatre se sont joints au projet. Enfin, le projet a été présenté à la Casa Añon, autre logement géré par ACCEM en milieu rural, devant sept mineurs non accompagnés dont quatre jeunes ont émis le choix de prendre part à l'aventure (le projet a été mis en œuvre dans ce milieu au-delà de mon stage).

Résultats à Emeline 16

Les transformations physiques de deux chambres à Emeline 16 avaient été possibles dans un délai relativement court (1 mois). Les informations relevées dans le document de collecte de données mentionnaient que les jeunes émettaient le souhait que leurs chambres soient peinturées, donc nous nous sommes concentrées uniquement sur cet aspect. Nous avons également eu des discussions informelles sur leurs choix de couleur pour les chambres : rouge pour les deux participants marocains et vert pour le mineur non accompagné guinéen. Nous avons effectué l'achat de matériel de peinture (teinture de couleur compte tenu que l'organisme possédait un pot de peinture blanche) et nous avons procédé à la transformation de la première chambre lors du deuxième atelier. Toutefois, la peinture espérée par les deux participants marocains n'a pas donné le bon résultat. La couleur était rose. Les jeunes ont continué de peindre malgré leur déception et nous leur avons proposé de racheter une nouvelle teinture, mais un des jeunes a refusé notre proposition. Selon le jeune marocain, l'aspect rose de la chambre lui rappelait l'intérieur des maisons au Maroc : « *Es como en Marruecos, en casa* »⁵ (Participant 1, 26 novembre 2019). La première chambre avait donc été « transformée », basée en partie sur une décision contestée entre les deux jeunes. En ce qui concerne la deuxième chambre, la peinture a été terminée en 2020, après la fin de notre stage à ACCEM.

Une troisième séance a été consacrée à la prise de photos ainsi qu'à la sélection de celles préférées pouvant servir à créer un espace personnalisé pour les jeunes. Elle a été effectuée dans les locaux d'ACCEM. À cette étape de l'implantation du projet, nous avions observé que le Projet X tentait de prendre sa place dans le quotidien des jeunes. Mais le projet a pris une tout autre tournure lors des dernières séances compte tenu d'enjeux sur les plans organisationnels et structurels entraînant des conséquences directes sur nos jeunes (notamment à cause du départ d'un des participants en lien avec sa situation juridico-administrative). Néanmoins, c'est dans ce climat d'incertitude que des résultats tangibles ont été observés autant dans le processus décisionnel des jeunes et que dans la transformation du milieu de vie.

La quatrième séance se voulait être un lieu d'échanges ouvert pour discuter avec les jeunes sur le départ de leur ami et compagnon de piso ainsi que sur l'avenir du projet. Étant d'un commun accord, l'ex-tutelado marocain et le mineur non accompagné guinéen ont choisi de ne pas aborder le sujet du départ de l'ancien participant et ont préféré poursuivre avec le projet. En réponse à leur demande, nous avons donc récolté leurs nouvelles idées (entre autres l'achat de plantes et la proposition d'installer une muraille de couleur or dans le piso). Enfin, la cinquième séance a donné lieu à la transformation physique de la chambre du mineur non accompagné guinéen (Image 1) et de l'ex-tutelado marocain (Image 2). Collectivement, nous avons mis les photos préférées des jeunes dans des cadres et nous les avons installés dans leur chambre. De plus, nous avons effectué avec les jeunes des insignes d'identification afin de désigner leur chambre (voir Image 2). À la fin de la séance, nous avons donc procédé à une porte ouverte des deux chambres transformées en compagnie

⁵ « C'est comme au Maroc, chez moi ».

de ma superviseure de stage et des participants. Cette porte ouverte a permis des échanges mutuels entre les membres de Piso 16 sur les histoires entourant leurs photos choisies.



Image 1 – Porte ouverte de la chambre transformée du Participant 2 du groupe Piso 16, décembre 2019



Image 2 - Chambre transformée du Participant 1 du groupe Piso 16, décembre 2019

Résultats à Marquina 6

Le passage du Projet X à Marquina a été de courte durée (4 au 18 décembre 2019), néanmoins son intervention imposait une action plus ciblée pour favoriser une prise de décision au sein des limites du piso (les quatre membres d'origine marocaine avaient des conflits fréquents entre eux). Nous avons plutôt opté à une transformation générale du milieu pour favoriser une meilleure cohésion du groupe. À la différence d'Emeline, le groupe de Marquina constituait un groupe homogène en termes d'origine nationale dont la lecture du projet dépassait une seule transforma-

tion du milieu de vie, mais considérait qu'il visait une mise en place de projets personnels. Pendant la présentation animée du projet, nous avons également émis des petits devoirs aux jeunes (choix de 5 photos) pour la prochaine rencontre. L'unique séance a donné lieu à une prise de photo commune avec les membres du piso qui a constitué un point de départ d'une nouvelle étape dans les rapports entre les jeunes. Nous croyons que ce désir commun de transformation du milieu a le potentiel de générer éventuellement de nouvelles prises de décision pour son maintien [idée de décoration commune (piso complet) et individuelle (chambre), règles de vie, ou possibilité de se redécouvrir soi-même dans sa transition à l'âge adulte].

Retombées du projet sur les jeunes et éléments critiques

Rappelons d'entrée de jeu que le passage du projet n'a été que d'une courte durée. Toutefois, nous proposons d'émettre deux hypothèses basées à la fois sur les commentaires des jeunes et de notre superviseure de stage ainsi que sur nos observations personnelles.

Une première hypothèse révélerait la possible émergence d'un sentiment d'appartenance entre les jeunes et leur milieu de vie à court terme. En effet, les exemples les plus marquants se retrouvent dans les propos des deux participants. Le premier d'origine marocaine nommait se sentir plus comme chez lui « más como en casa » (Participant 1, 19 décembre 2019). Quant au second membre, il s'est exprimé également : « je me sens plus chez moi » (Participant 2, 19 décembre 2019). À travers ces propos, nous pouvons relever l'émergence d'une nouvelle conception du « se sentir chez soi » chez ces deux jeunes en transition vers l'âge adulte. Cet ancrage dans leur environnement invite ces jeunes à reprendre leur place en tant qu'« experts » de leurs vies (Morgan, 2016) ou encore à se retrouver à petite échelle dans une position d'« adultes dans le domaine des décisions et des actes » (Díaz Burgos, 2014, p. 77). En résumé, ceci permet ainsi l'exercice progressif d'une démarche de prise de décision en vue de favoriser leur autonomie. Par exemple, une proposition d'achat de plantes d'un des participants paraît démontrer un début de responsabilisation concernant l'organisation spatiale de sa chambre et d'un futur appartement : « *me gustaría que me ayudes para tener flores en mi casa* »⁶ (Participant 2, 14 novembre 2019).

Pour la seconde hypothèse, le projet aurait amélioré chez les jeunes la volonté de reconnaissance auprès de leurs éducatrices sociales tout en favorisant un meilleur rapport entre les deux parties (Honneth et coll., 2008). Effectivement, l'équipe éducative d'ACCEM a su mettre en suspens temporairement les objectifs du Programme 17+ (démarches pour des formations, etc.) pour se concentrer sur un autre aspect tout aussi important : le sentiment de bien-être des jeunes dans leur milieu de vie. La reconnaissance par les éducatrices sociales des besoins individuels des jeunes (Courtel, 2008) passe par instaurer une confiance dans les relations primaires. Étant pour la plupart sans référent familial en Espagne, une prise en considération de leurs avis par leurs éducatrices sociales assurerait aux jeunes un espace où ces derniers

⁶ « J'aimerais que tu m'apportes un soutien pour avoir des fleurs dans ma maison ».

pourront se confier davantage et être soutenus dans l'exercice de leur pouvoir décisionnel d'aujourd'hui et de demain.

Néanmoins, il est tout de même nécessaire de soulever quelques limites du Proyecto X afin de mieux circonscrire son empreinte à ACCEM. Comme mentionné ci-haut, le projet se voulait être porteur de la création d'un espace favorisant un processus décisionnel chez les participants dans le but d'agir sur la dimension politique de l'exclusion sociale des jeunes. Przybyl décrit que « l'action des mineurs se révèle dans les logiques d'appropriation des lieux et des espaces, dans un ensemble de relations sociales pris dans des enjeux institutionnels ou plus quotidiens » (Przybyl, 2018, pp.3).

Nous constatons que le Proyecto X paraît avoir manqué involontairement son objectif principal du fait d'une action réduite des mineurs sur leur milieu de vie, ce qui pourrait s'expliquer par le court délai de son déploiement dans les dispositifs résidentiels visés. Effectivement, l'absence des jeunes dans le processus d'élaboration du projet renforçait donc leur exclusion sociale et maintenait un déni de reconnaissance face au groupe cible. Fraser (2004) explique que le déni de reconnaissance nuit à la participation à parts égales des individus dans la société découlant de modèles institutionnalisés par des valeurs culturelles décidant subséquemment les individus ne méritant pas le respect ou l'estime de leurs pairs dans la vie courante. Dans le cadre du projet, le manque de participation pourrait favoriser une perpétuation de la perception du rôle « passif » des jeunes par les intervenantes des services sociaux locaux (Díaz, 2014). La notion de l'exclusion discursive proposé par Herzog explique que « les jeunes auraient la possibilité d'être considérés comme étant non pertinents pour la participation dans un contexte spécifique » (Herzog, 2011, p. 618), en l'occurrence le déroulement du projet. Or, la présence des jeunes pendant la phase d'élaboration du projet aurait peut-être contribué à leur participation active en tant qu'acteurs de changement et non tant que simples spectateurs. En effet, elle aurait généré une meilleure reconnaissance affective et sociale de la part de l'équipe éducative tout en nous permettant de nous remettre en question sur notre perception de cette population afin d'aller réellement à leur rencontre.

Tout bien considéré, le projet a pu démontrer les rêves et les projets que ces jeunes entretiennent intérieurement que ce soit en vivant dans un environnement qui leur ressemble ou en permettant un début de démarche de responsabilisation pour l'avenir.

Pour conclure, voici quelques pistes d'action qui prennent compte de l'apport des jeunes pour élaborer un projet en co-construction dans un contexte similaire :

- Proposer aux jeunes de désigner un porte-parole qui participe aux réunions du processus décisionnel du projet.
- Établir avec les jeunes un budget raisonnable pour la transformation physique de leurs lieux de vie.

- Explorer la résistance des jeunes en ce qui concerne leurs formes d'expression du désaccord avec les gestionnaires du projet et favoriser leur participation dans les processus décisionnels.
- Aborder avec les jeunes les différences culturelles mutuelles dans le but de favoriser un processus dynamique d'ouverture à l'autre à travers la décentration, la médiation et la négociation (Cohen-Emerique, 2007; Cohen-Emerique, 2015).
- Favoriser à la fois une intervention individuelle et de groupe. D'une part, l'intervention sociale personnelle (Turcotte et Deslauriers, 2017) est bénéfique pour effectuer des suivis quant à l'évolution des différents projets des jeunes et apporter un support supplémentaire sur des questions plus sensibles. D'autre part, l'intervention collective génère un sentiment d'appartenance par l'entremise d'une vision commune de changement social dans le milieu de vie. Elle renforce également la possibilité d'établir une entraide fraternelle entre les jeunes (Berteau, 2003; Turcotte et Lindsay, 2014), née de la transformation des rapports entre les différents membres vivant dans les pisos. Ainsi, cette transformation facilite la poursuite d'objectifs individuels et collectifs chez les jeunes dans la pratique graduelle de leur pouvoir décisionnel, pouvant gérer un transfert des acquis dans d'autres sphères de leur vie quotidienne.

Bibliographie

ANTUNEZ ALVAREZ, M. et al., (2016), De niños en peligro a niños a niños peligrosos. Una visión sobre la situación actual de los Menores Extranjeros No Acompañados en Melilla, Harraga, Melilla, 99 p.

ASOCIACION COMISION CATOLICA ESPANOLA DE MIGRACION (2019), Proyecto plaza puente de transición a la vida independiente de menores migrantes no acompañados bajo protección del Instituto aragonés de servicios sociales [Document inédit].

BELLOT, C. et RIVARD, J. (2013), La reconnaissance : Un enjeu au cœur de la recherche participative, in *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 25 (2), p. 105-124.

BERTEAU, G. (2003), Perception des facteurs de mise en œuvre d'habiletés spécifiques à l'intervention de groupe chez des intervenants, Papyrus. [Thèse de doctorat, Université de Montréal].

BOUKALA, M., et PASTINELLI, M. (2016), Présentation: Quêtes, luttes, parcours de la reconnaissance. Des théories de la reconnaissance aux pratiques médiatiques des acteurs, in *Anthropologie et Sociétés* vol. 40 (1), p. 9-29.

COHEN-EMERIQUE, M. (2007), L'approche interculturelle dans le processus d'aide, in *Santé mentale au Québec* vol. 18 (1), p. 71-91.

COHEN-EMERIQUE, M. (2015), L'approche interculturelle et ses limites, in M. COHEN-EMERIQUE, Politiques et interventions sociales. Théories et pratiques, 2^e Édition, Presses de l'EHESP, Rennes, p. 165-174.

COOPMAN, A.-L., et JANSSEN, C. (2010), La narration de soi en groupe : le récit comme tissage du lien social, in *Cahiers de psychologie clinique* vol. 34 (1), p. 119-134.

COURTEL, Y. (2008), La lutte pour la reconnaissance dans la philosophie sociale d'Axel Honneth, in *Revue des sciences religieuses* vol. 82 (1), p. 5-23.

DENBOROUGH, D. (2012), A storyline of collective narrative practice: a history of ideas, social projects and partnerships, in *International Journal of Narrative Therapy and Community Work* vol.1, p. 40-65.

DIAZ BURGOS, V. (2014), Incorporación a la vida adulta de menores migrantes no acompañados: el caso de la Comunidad de Madrid [Thèse de doctorat, Universidad pontifica de Comillas de Madrid]

DOAN, R. E. (1997), Narrative Therapy, Postmodernism, Social Constructionism, and Constructivism: Discussion and Distinctions, in *Transactional Analysis Journal* vol. 27(2), p. 128-133.

FOESSEL, M. (2008), Être reconnu : droit ou fantasme?, in *Esprit* vol. 346 (7), p. 61-75.

FRASER, N. (2004), Justice sociale, redistribution et reconnaissance, in *Revue du MAUSS* vol. 23 (1), p. 152-164.

GIMENO-MONTERDE, C. (2014), Travail social et mineurs étrangers isolés en Espagne, in *VST - Vie sociale et traitements* vol. 124 (4), p. 116-122.

GIMENO MONTERDE, C. (2016), Afectividad y creaciones estéticas: intervención social con jóvenes no cualificados, in *Cuadernos de Trabajo Social* vol. 29 (2), p. 263-274.

GUDE, O. (2008), Aesthetics Making Meaning, in *Studies in Art Education* vol. 50 (1), p. 98-103.

GUIBET-LAFAYE, C. (2012), Anomie, exclusion, désaffiliation : dissolution de la cohésion sociale ou du lien social?, in *Pensée plurielle* vol.29 (1), p. 11-35.

HERZOG, B. (2011), Exclusión discursiva. Hacia un nuevo concepto de la exclusión social, in *Revista Internacional de Sociología* vol. 69 (3), p. 607-626.

JACOBS, S. F. (2018), Collective narrative practice with unaccompanied refugee minors: "The Tree of Life" as a response to hardship, in *Clinical Child Psychology and Psychiatry* vol. 23 (2), p. 279-293.

MENDOZA PÉREZ, K., et MORGADE SALGADO, M. (2018), Doing Masculinity: The "Look" of Unaccompanied Male Migrant Teenagers from the Maghreb, in *Men and Masculinities* vol. 21 (3), p. 403-422.

MENDOZA PÉREZ, K., et MORGADE SALGADO, M. (2020), Mobility and the mobile: A study of adolescent migrants and their use of the mobile phone, in *Mobile Media & Communication* vol. 8 (1), p. 104-123.

MORGAN, A. (2016), What is narrative therapy?, An easy-to-read introduction, The Dulwich centre, Australia.

OMLAND, G. B. et ANDENAS, A. (2019), Peer relationships at residential care institutions for unaccompanied refugee minors: An under-utilised resource?, in *Qualitative Social Work* vol. 19 (5-6), p. 917-933.

PRZYBYL, S. (2018), Territoires de la migration, territoires de la protection, Parcours et expériences des mineurs isolés étrangers accueillis en France, in *E-migrinter* vol. 17, p. 1-9.

TURCOTTE, D. et DESLAURIERS, J-P. (2017), Méthodologie de l'intervention sociale personnelle, 2^e Ed, Les Presses de l'Université Laval. Québec, 350 p.

TURCOTTE, D. et LINDSAY, J. (2014), L'intervention sociale auprès des groupes, 3^e Ed, Gaétan Morin Éditeur, Montréal, 228 p.

Croquis : Eddy Vaccaro

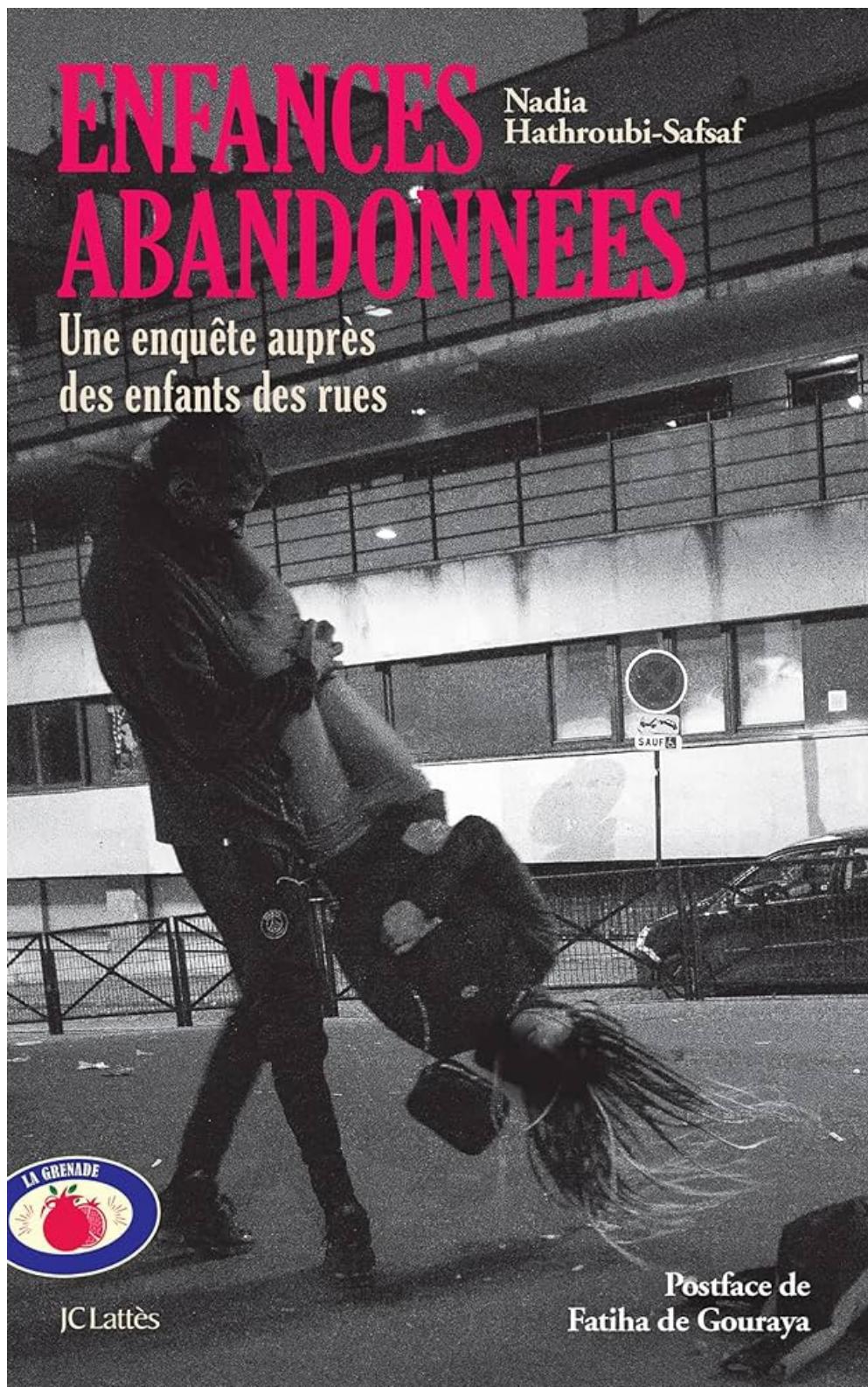


{LU, VU ET ENTENDU}

Loin de s'arrêter aux frontières académiques, la thématique des jeunes en migration suscite l'intérêt d'acteurs aux profils variés et aux productions protéiformes (romans, films de fiction, films documentaires, musique, reportages...). L'objectif de cette rubrique est de présenter et de rendre compte de celles qui ont retenu notre attention et notre adhésion.

LU
ENFANCES ABANDONNÉES
NADIA HATHROUBI-SAFSAF

LATTES EDS., 2022, 192 P.



L'ouvrage, paru en 2022, est réalisé par Nadia Hathroubi-Safsaf, journaliste et auteure française dont l'enquête porte sur la situation des jeunes et mineurs marocains en migration hors des systèmes de protection en France et en Europe. Tout au long du livre nous suivons l'auteure donc l'objectif est de « faire une enquête sur un sujet souvent abordé sous le prisme de la délinquance ». Ce public de mineurs étrangers, souvent en errance sur le territoire, nécessite une prise en charge spécifique avec des interventions aux croisements de la protection des victimes de traite, de la protection judiciaire de la jeunesse, de la protection de l'enfance et du suivi addictologique. L'auteure adopte une démarche « d'aller vers » en suivant les acteurs associatifs de terrain dans des maraudes de quartiers auprès des jeunes, en assistant à des audiences judiciaires et, en parallèle, elle réalise des entretiens avec divers responsables politiques locaux et nationaux.

En abordant la prise en charge de ce public sous l'angle de la protection de l'enfance, l'auteure rappelle les dysfonctionnements persistants dans le système de prise en charge des mineurs non accompagnés dans le département de Paris, notamment par un système de mise à l'abri défaillant. Certains thèmes sont particulièrement structurants dans l'ouvrage de Nadia Hathroubi-Safsaf car ils font écho à des réflexions méthodologiques ou éthiques qui reviennent fréquemment dans le traitement des mineurs en migration.

Visibiliser sans exposer

L'auteure réalise une enquête sur la situation des jeunes marocains en errance afin d'apporter un éclairage différent sur ce groupe de mineurs en migration. Le traitement médiatique et politique de ce groupe de mineurs étrangers hors des systèmes de protection les dépeint principalement comme des jeunes délinquants et toxicomanes représentant un trouble à l'ordre public. Si les garçons étaient souvent surexposés, l'auteure souligne que la situation des filles de la rue et leur exposition aux violences étaient majoritairement invisibilisées. Cette situation soulève une tension importante entre le fait de visibiliser et celui d'exposer. L'auteure évoque notamment les conséquences et l'impact d'un article de journal exposant le visage d'une jeune fille et révélant des allégations stigmatisantes. Ces éléments invitent à une réflexion plus globale sur le traitement médiatique des jeunes étrangers perçus au croisement entre « l'enfant en danger » et « étant un danger ». De même, ils posent la question des considérations et des précautions éthiques dans le travail d'enquête auprès de publics en situation d'extrême vulnérabilité.

Migration et mobilités européennes

Bien qu'elle se concentre sur le contexte parisien, l'enquête rappelle les traumatismes vécus avant et pendant le parcours migratoire vers l'Europe. Issus de familles pauvres et monoparentales, ces jeunes abordent la migration comme un échappatoire et une solution aux problèmes vécus au pays. Bien que présents et visibles dans l'espace parisien, ces jeunes se trouvent toujours dans des parcours d'errance entre différentes villes françaises et européennes. La condition migrante de ces jeunes

soulève également leur exposition croissante à des mesures visant à contrôler leur mobilité au sein du territoire français. C'est notamment le cas avec la mise en place d'un fichier anti-fraude permettant de recueillir les données personnelles des MNA identifiés sur le territoire. L'enquête rappelle également le risque de l'expulsion pour les jeunes majeurs et pour certains mineurs. Celui-ci se manifeste à la fois par la réception d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF) et par la signature entre la France et le Maroc d'un accord bilatéral de réadmission de mineurs en décembre 2020.

Adéquation de la prise en charge proposée

Enfin, l'enquête revient sur les interventions mises en place par les acteurs politiques locaux afin d'apporter un accompagnement à ce public. En revenant sur l'historique des premières interventions, l'identification des besoins de ces jeunes et l'adéquation de l'accompagnement proposé pour ce public sont questionnées. L'implication d'acteurs de la prévention spécialisée et de chercheurs apportant un éclairage socio-anthropologique sur la migration des jeunes marocains met en lumière les parcours de vie et les besoins complexes de ce groupe. L'auteure souligne la distinction croissante qui s'effectue dans le discours institutionnel et médiatique entre ces mineurs en errance et les « vrais MNA », discours qui disqualifie les besoins de protection de ce groupe de mineurs. Enfin, l'enquête rappelle que la prise en charge effective de tous les MNA nécessite d'adopter une approche centrée sur l'enfant quel que soit le profil ou les besoins de celui-ci.

VU

Documental « Migración Positiva »

Clip disponible : <https://youtu.be/uK3wGBE-1IU>

El pasado 23 de febrero, la Fundación Picarral, en colaboración con la Facultad de Ciencias Sociales y del Trabajo de la Universidad de Zaragoza y el Observatorio de la Migraciones de Menores, estrenó el documental titulado “Migración Positiva”.



A la presentación, que fue un éxito de participación, acudieron representantes políticos, como la consejera de Ciudadanía y Derechos Sociales del Gobierno de Aragón, el representante del Secretariado de Proyección Social e Igualdad de la Universidad de Zaragoza, el director del Observatorio de las Migraciones de Menores (CNRS-Migrinter, Francia), educadoras, trabajadoras sociales y jóvenes que han pasado por el sistema de protección a la infancia y la adolescencia o que todavía permanecen en el mismo.

La idea nace inspirada en el proyecto desarrollado por el Observatorio de la Migración de Menores (<https://o-m-m.org/index.php/category/projet-migration-positive/>) y pretende transmitir una imagen en positivo de los jóvenes migrantes, provenientes principalmente del norte y del oeste del continente africano, que han llegado a Aragón y que interactúan con la sociedad receptora, ya sea en ámbito formativo, el laboral y, por supuesto, en el de las relaciones interpersonales, vecinales, etc.

La Universidad de Zaragoza propuso en 2022 a la Fundación Picarral, que hace varias décadas que trabaja en distintos proyectos con jóvenes migrantes, la realización un documental audiovisual, desde una perspectiva más local, donde se abordase este tema desde diferentes puntos de vista. Por parte de la Fundación se valoró esta propuesta de manera positiva, siendo una oportunidad para contrarrestar aquellos discursos basados en el desconocimiento y el odio, cada vez están más extendidos y generalizados por parte de un amplio sector de la ciudadanía. Por otra parte, esta iniciativa resultaba ser una herramienta muy interesante para los fines de esta Fundación, al servir para propiciar espacios de reflexión a nivel social y, en concreto, para profesionales que trabajan en el ámbito de la intervención social.

Desde la fase inicial de este proyecto se tuvo claro que la dirección iba a corresponder a Elisa Castanera, educadora social en la Fundación, con una amplia experiencia en el mundo audiovisual. Siempre en colaboración con el equipo educativo responsable del Programa 17 Plus en la Fundación Picarral. Este programa, creado y financiado por el gobierno aragonés, permite el acompañamiento de estos jóvenes en la transición hacia su vida adulta, con la colaboración de diferentes entidades privadas sin ánimo de lucro, como esta fundación.



En cuanto a la metodología, se decidió que era clave la implicación de los jóvenes que están dentro del Programa 17 Plus, con el fin de dar su visión en primera persona. Ha sido una magnífica oportunidad para que pudieran hacer incidencia en su entorno y mostrar aquellos aspectos más relevantes de su experiencia migratoria. Por eso han estado presentes activamente en las diferentes fases del proyecto, en su planificación y en el proceso de grabación del documental.

En el documental participan distintos profesionales del mundo de lo social (educadores y trabajadores sociales), la policía, compañeros de sus lugares de trabajo, responsables de esas empresas donde trabajan y, por supuesto, otros jóvenes que, pasados unos años de vida independiente, y desde una perspectiva adulta basada en su experiencia, hablan, dialogan y se expresan abiertamente y en positivo sobre sus vivencias, dificultades, aspiraciones y situaciones cotidianas.

De forma coral se abordan algunos temas como la acogida en los programas del gobierno aragonés, la familia, la inserción social, el acceso al mundo laboral y el tiempo libre, desde distintas perspectivas.

Uno de los aspectos que hace más especial este proyecto, es que en la Fundación Picarral se trabaja desde hace años en programas formativos, laborales y residenciales con jóvenes y adultos con diversidad funcional. Tras una primera reflexión pedagógica, el equipo del Programa 17 Plus consideró que podría ser un aprendizaje muy significativo que estos jóvenes migrantes, junto a otras personas con diversidad funcional, pudieran realizar conjuntamente algunas actividades de manera puntual. Pasado el tiempo, y valorando que se cumplía con el objetivo de que tanto unos como otros conociesen y valorasen otras realidades, el equipo de profesionales ha incorporado esta convivencia en el documental, aportándole con ello una dosis de frescura y naturalidad.

El documental está disponible en <https://youtu.be/uK3wGBE-1IU>



**Jeunes et Mineurs en Mobilité
Young people and Children on the Move**

Revue électronique éditée par l'Observatoire de la Migration des Mineurs
Laboratoire MIGRINTER - Université de Poitiers - CNRS

N° 8 - 2023

Coordonné par

**Océane Uzureau
et
Chabier Gimeno Monterde**



**Observatoire
de la Migration
des Mineurs**

MIGRINTER - CNRS - Université de Poitiers

**ISSN 2492-5349
Exemplaire gratuit - ne peut être vendu**